



Université Abderrahmane Mira de Bejaia

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences de Gestion

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences de gestion

Option : Management Economique des Territoires et Entrepreneuriat

Thème

**La contribution des PME sur le développement
local :
Cas de la commune d'El-KSEUR**

Réalisé par :

KASDI WALID

BOUBEKKA HANANE

Encadré par:

M^{me} : TRAKI DALILA

Devant le jury composé de :

Présidente : Md djamai

Examineur : Md Mekhemokhe

Remerciements

Ce travail de recherche n'aurait pu aboutir sans la contribution de nombreuses personnes ayant donné leurs aide. C'est l'occasion de les remercier pour leurs précieux conseils qui ont enrichi ce travail.

*Mes sincères remerciements s'adressent en premier lieu à ma promotrice Mme **TRAKI.D**, qui a accepté de m'encadrer, je la remercie pour son grand soutien pour la préparation de ce travail, pour ses conseils, ses pertinentes remarques, et ses orientations.*

Mes remerciements vont également aux membres du jury qui ont acceptés d'examiner ce travail.

Je remercie mes parents pour m'avoir précieusement aidés, motivés et encouragés sans relâchement, tout au long des mes recherches.

Je remercie tous ce qui a contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce modeste travail.

KASDI WALID

BOUBEKKA HANANE



Dédicaces

Dédicaces

Je dédie ce travail à :

Mes chers parents que je remercie infiniment pour leur aide et d'être toujours à mes cotés.

Mes chers frères, Abdenour, Walid, Islam qui ont toujours été là pour moi.

Mes deux sœurs, Karima, Souad.

Mes amies : Nassima, Yasmin, Boualem, Sofiane.

Mon binômes : Walid et sa famille.

A tous ce qui m'ont aidé de près ou de loin dans la réalisation de ce travail.

HANANE



Dédicace

*Je dédie ce modeste travail, d'abord à mes
chers parents qui ont tout fait pour me voir
réussir.*

*Ainsi mes frères et sœurs, ma chérie BIBA et à
toute la famille kasdi*

A tout mes amis

Walid.k

Sommaire

Introduction générale	01
Chapitre I : etat des lieux des PME en Algérie	05
Introduction	05
Section 1. Généralités sur les PME	05
Section 2. : Développement des PME en Algérie	13
Chapitre II : Les aspects théoriques sur le développement local	44
Introduction	44
Section 1 : généralité sur le développement local	44
Section 2 : le développement locale	58
Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'El kseur sur le DL	66
Introduction	66
Section 1 : Présentation du cadre d'étude et d'enquête de terrain	66
Section 2 : Résultats de l'enquête et analyse des données	74
Conclusion générale	99
Bibliographie	102
Annexe	106
Table des matière	

Liste des abréviations

ANEM : Agence National de l'Emploi

ANSEJ : Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeune

ANGEM : Agence National de Gestion des Microcrédits.

AGI : Autorisations Globales d'Importations

ANDI : L'agence Nationale de Développement de l'Investissement

ANDS : Agence Nationale de Développement Social

APIS : l'agence de promotion de soutien, et de suivi de l'investissement

CNAC : Caisse Nationale d'Assurance Chômage

CENEAP : centre de national d'étude et d'analyse pour la population et le développement

DA : Dinars Algérie.

DL : Développement Local

EI : Entreprise Individuelle.

EURL : Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée

FMI : Fond Monétaire International

GE : Grande Entreprise

GRMIE : Groupe de Recherche du Milieux innovateur européen

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

ONS : L'Office National des Statistiques

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PCD : les Plans Communaux de Développement local

PEL : Programmes D'équipements Locaux.

PIB : Produit Interne Brut

PS : Programmes Spéciaux

PSD : les Plans Sectoriels Décentralisés

PME : Petite et Moyennes Entreprise

PMI : Petite et Moyennes Industrie

PTM : Pays Tiers Méditerranéens

SARL : Société à Responsabilité Limitée

SBA : Small Business Administration

SCA : Société en Commandité par Action.

SNC : Société au Nom Collectif

SNAT : Schéma National d'Aménagement de Territoire

TPE : Très Petite Entreprise

VA : Valeur Ajoutée

UE : Union Européenne

Introduction
Générale

Introduction générale

Dans le contexte économique actuel, on s'accorde sur le fait que la PME constitue un moteur de croissance, qui contribue au développement économique et sociale. Le rôle de l'esprit de l'entreprise a radicalement changé, du fait qu'il est aujourd'hui considéré comme un composant indispensable qui génère l'emploi, la croissance économique, la compétitivité internationale et la force économique des pays du monde.

Depuis la crise des années 70, qui a touché l'économie mondiale, les grandes entreprises ont connu une grande difficulté. Une telle situation a conduit à l'échec de l'expérience des grands ensembles industriels, et place le secteur des PME comme le moyen le plus efficace pour la relance économique.

Le secteur des PME est devenu un thème de recherche d'actualité non seulement pour certains nombre de chercheurs mais aussi pour les universitaires, parce qu'il constitue le pilier de développement du pays.

JULIEN et MARCHESNAY ¹ disent « la PME est au cœur de la transformation de nos économie, dans le cadre de la troisième révolution industrielle ou de la mutation de nos économie. »

Aujourd'hui une nouvelle vision a été donnée aux PME. D'une part, elles contribuent à améliorer la compétitivité et accompagnent les processus de restructuration des économies des pays, en assurant une partie considérable de la production, de la commercialisation, mais aussi de la recherche et développement, et en contribuant massivement à la création des richesses et de l'emploi.

D'autre part leur dynamisme et leur facilité d'adaptation suite à leur taille, leur permet de gagner des atouts non négligeables en termes de flexibilité, d'accès aux savoirs et aux marchés locaux.

À la veille de l'indépendance, la plupart des PME qui existaient, étaient aux mains des coloniaux. Juste après l'indépendance, ces entreprises ont été confiées à des comités des gestions après le départ de leur propriétaires étrangers ; elles furent intégrées à partir de 1967 dans des sociétés nationales .cette période est caractérisée également par l'adoption d'une économie planifiée à prédominance publique et d'une industrialisation basée sur des industries de biens d'équipements et des produits intermédiaires.

1. Julien P-A et marchesmay « petite entreprise » Vuibert, paris, 1988

Introduction générale

Les gouvernements algériens ont compris que le secteur public seul ne peut répondre aux besoins économiques et sociaux grandissant du pays, par conséquent, le recours au secteur privé est une nécessité absolue. Et c'est dans ce contexte de transition, d'une économie dirigée vers une économie de marché, que la PME s'est imposée, par sa diversité, sa flexibilité et sa capacité à créer des emplois, comme une entité susceptible de compenser le déficit de la grande entreprise nationale. Pour développer ces entreprises de dimension réduite, les pouvoirs publics ont créé toute une série d'institutions et d'organismes chargés de promouvoir la PME (Ministère de la PME, Fonds de garantie ...) et une batterie de programmes et de mesures incitatives pour développer cette frange d'entreprise a été engagée, dans le cadre d'une politique globale de promotion de la PME algérienne, entamée depuis le début des années 1990. La majorité des PME en Algérie sont nées à partir de la fin de l'année 1980. La PME avant cette date n'a joué qu'un rôle secondaire.

Après deux décennies de réforme, l'économie algérienne a, cependant, subi une profonde reconfiguration où le secteur privé est devenu l'acteur économique principal. La part de celui-ci dans le PIB hors hydrocarbures a atteint 3 153,77 milliards DA en 2007, soit 80,80% du PIB total. Le chiffre établi par le ministère de la PME, entre 2004-2008 est de 206567 PME (privé et publique)², ont été créés, elles occupent une place importante dans le marché du travail près de 1233073 emplois (employeurs et salariés)³ créés.

Cet intérêt de la politique économique à la PME, nous pousse à réfléchir à cette problématique notamment au niveau local. Dès lors, il serait intéressant de poser la question suivante :

Actuellement, les PME sont-elles considérées comme élément primordial dans le processus du développement local de la wilaya de Bejaia ?

De cette question d'autres questions secondaires méritent d'être soulevées, à savoir :

- Est-ce que les PME dans la commune d'el kseur participent à la lutte contre le chômage ?
- Quel est l'impact des PME sur le développement de la commune ?
- Quelles sont les principales contraintes que rencontrent les PME de la wilaya de Bejaia ?

Pour répondre à cette question, deux hypothèses seront avancées, à savoir :

² Rapport de ministère des participations et des promotions des investissements, « stratégie de relance et de développement industriel », Algérie 2005, p : 265-271.

³ Synthèse effectuée à partir de données des bulletins d'information n° :08, 10, 12, 14.

Introduction générale

H1 : Les PME de la commune d'elkseur jouent un rôle primordial dans le processus du développement local notamment par la création de l'emploi.

H2 : Les PME de la commune d'elkseur à un impact positif sur le territoire de son implantation.

Pour répondre aux questions de notre problématique, nous allons adopter la démarche méthodologique suivant :

- Une partie théorique qu'est basé sur une recherche bibliographique pour préciser les différents concepts et éléments théoriques en rapporte avec notre problématique.
- Une partie expérimentale qui se base sur une enquête de terrain par questionnaires adressées aux responsables des différentes entreprises enquêtés, et une collecte des données à travers la direction des PME de la wilaya de Bejaia.

A partir de la, notre étude a pour objet de mettre en lumière les constats et la réalité de la contribution du secteur des PME sur développement local dans la wilaya de Bejaia , dont on examine son impact sur la vie économique et sociale , donc la recherche s'effectue suivant un plan de travail théorique et pratique se présenté sous forme de trois (03) chapitres :

Le première chapitre traite les fondements théoriques liés à la PME, il s'agit de présenter ses typologies, ses caractéristiques et son implication dans le développement et aussi son poids dans l'économie algérienne, Le deuxième est réservé à l'étude du développement local où nous allons donner un aperçu sur le développement local, ses théories et enjeux, et aussi le contexte de développement local en Algérie, Le troisième est consacré à la partie pratique de notre recherche, qui nous permettra de vérifier la validité de nos hypothèses.

*Chapitre I : etat des
lieux des PME en
Algérie*

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Dans la conjoncture économique et sociale actuelle, il établit que la petite et moyenne entreprise, constitue l'élément indispensable à l'intégration et à la diversification économique, tout comme elle peut constituer la principale source de richesse, d'emploi et moteur de progrès socioéconomique. Les PME sont une composante majeure du tissu économique de la plupart des pays, qu'ils soient développés, en développement, en émergence ou en transition. Les PME occupent aujourd'hui la pointe de l'actualité. Les études relatives à ce type d'entreprise se sont multipliées. Ce chapitre tente d'élaborer une description et une explication du phénomène de la PME dans les contextes économiques.

Les aspects abordés dans ce chapitre sont les approches théoriques relatives à la PME, les caractéristiques permettant de définir la PME et le rôle macro-économique des PME du point de vue de l'intérêt général, le renouvellement du tissu industriel dans une économie en mutation, l'influence sur l'emploi, l'innovation et plus généralement sur la croissance.

Ce chapitre est divisé en deux sections la première est consacrée pour les généralités sur la PME et la deuxième est consacrée à l'état des lieux pour les PME algériennes.

Section 01 : Généralités sur les PME

Dans cette section nous allons développer le contenu de la notion de la PME dans son sens générale, ainsi que la définition, les caractéristiques et son importance.

1-1 Un bref historique sur la notion du PME

L'histoire de la PME se trouve en partie liée à celle de l'économie industrielle. Le moyen âge connaît déjà la forte présence de la petite entreprise par l'activité des ateliers et des échoppes, lesquels ont contribué à façonner les formes traditionnelles de PME dont on trouve aujourd'hui la trace dans le petit commerce et l'artisanat classique. L'époque de la renaissance voit aussi la montée d'un système de production plus industrialisé qui, à partir du XVIII^{ème} siècle, marque l'avènement des grands groupes industriels qui ne cesseront de se développer. Ceci montre que ce monde d'entreprise n'est pas nouveau, mais il était un continent inexploré parce que négligé par les pouvoirs. La prédominance des grands groupes est remise en question par la conjonction des évolutions déterminantes :

- Une forte évolution sociale dans le sens de besoins d'autonomie

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

- Les effets du premier choc pétrolier de 1974 suivi du début de la crise économique des années 80.

L'idée commence ainsi à se faire entendre que les PME répondent mieux aux nouvelles aspirations sociales et économiques et apparaissent mieux armées pour résister à la crise. Selon AMIOT¹ « la PME est alors passée du statut de survivance archaïque destinée à périr d'organisme contemporain de son époque d'intérêt ».

1-2- Notions de base

1-2-1- La création d'entreprise

La création d'entreprise c'est « l'acte fondateur de l'entrepreneuriat qui est encouragée par les pouvoirs publics, pour développer la création d'emploi, elle est freinée par de nombreux obstacles tant administratifs, économiques et sociaux »².

1-2-2- l'entrepreneur

L'entrepreneur est une personne créative qui imagine, qui développe et réalise sa vision sur le terrain. Il peut imaginer la situation et le scénario dans lequel il va s'engager et à partir duquel il va créer son entreprise.³

1-2-3- L'entrepreneuriat

L'entrepreneuriat est défini comme étant « champ qui étudie la pratique des entrepreneurs : leurs activités, leurs caractéristiques, les effets économiques et sociaux de leurs comportements ainsi que les modes de soutien qui leur sont apportés pour faciliter l'expression d'activités entrepreneuriales ».⁴

1-2-4- La PME

Les PME se définissent comme des entreprises indépendantes qui comptent un nombre de salariés limité. Ce nombre varie selon les systèmes statistiques nationaux. Cette catégorie d'entreprise contribue à la création de l'emploi et de richesse, elle contribue également considérablement à la croissance économique.

1. M. Amiot, « les misères du patronat », 1991, l'Harmattan, Paris, p85.

2. Boislandelle H.M, « Dictionnaire de gestion : vocabulaire, concept et outils », Economica, Paris, 1989. P 146.

3. Fillion, L. J, op. cit. P 23.

4. Fillion, L. J : « Le champ de l'entrepreneuriat : histoire, évolution, tendance », revue internationale PME, Vol. 10, N°2, 1999, p129-172. Cité par Pierre-André Julien et Louise Cadieux : « La mesure de l'entrepreneuriat », op. cit, p87.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

La confédération générale des PME définit les PME comme « l'entreprise dans laquelle le chef d'entreprise assure personnellement et directement les responsabilités financières, techniques, sociale et morale quelle que soit sa forme juridique »⁵.

Dans son article 4, la définition de la PME suggérée par la loi 01-18 du 12 décembre 2001 portant la loi de la promotion de la PME, est comme suit :

« La PME est définie, quel que soit son statut juridique, comme étant une entreprise de production de biens et de services employant une a 250 personnes, dont le chiffre d'affaire n'excède pas 2milliarde de dinar ou dont le totale du bilan annuel n'excède pas 500millions de dinar et qui respecte les critères d'indépendance»⁶.

Les définitions de la PME peuvent se subdiviser en deux approches distinctes selon les critères de référence utilisés d'une part, les définitions utilisant des critères qualitatif et d'autre part, celle utilisant des critères quantitatifs, appelé aussi « descriptifs ».

La commission européenne définit la PME comme suite⁷ :

- **une micro-entreprise** : une entreprise qui emploie moins de 10 salariés et dont le chiffre d'affaire annuelle ou de totale de bilan annuel ne dépassent pas 2 millions d'Euros.
- **une petite entreprise** : une entreprise qui emploie de moins de 50 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le totale du bilan annuel ne dépasse pas 10 millions d'Euros.
- **une moyenne entreprise** : une entreprise qui emploie de moins 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel ne dépasse pas 43 millions d'Euros.
- **une grande entreprise** : une entreprise qui emploie plus de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le totale du bilan annuel qui dépassent 43 millions d'Euros.

1-3- Les approches des PME

Il existe deux approches : l'approche qualitative et quantitative.

5.La confédération générale des petites et moyennes entreprises et du patronal réel. C'est le principal syndicat des PME crié en octobre 1944 par Léon. GINGEMBRE actuellement le CGPM regroupe plus de 160 000 entreprises du commerce, de l'industrie et des services.

6. Loi du 01-08 du 12 décembre 2001, portant la loi d'orientation sur la promotion de la PME.

7.Pierre Céliér, Idem. P.14.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

1-3- 1-L'approche quantitative

L'approche quantitative repose souvent sur analyse qui classe les entreprises par la taille et selon le nombre d'employés, le chiffre d'affaire annuel, la valeur ajoutée, le capitale,...etc., qui sont utilisés dans les analyses statistiques et dans la plupart des législations qui touchent les PME.

La Small Business Administration (S.B.A) américaine à établie des critères quantitatifs en terme de nombre d'employés ou le volume des ventes⁸.

Tableau n° 01 : Les critères de la Small Business Administration S.B.A

Groupe d'industries	Critères (selon l'industrie)	Intervalles des limites
Commerce de gros	Travailleurs occupés	Moins de 100
Commerce de détail	Recettes maximales annuelles	De 50 à 20 millions de \$, selon les sous-secteurs
Construction	Recettes maximales annuelles	De 07 à 17 millions de \$, selon les sous-secteurs
Manufacture	Travailleurs occupés	De 500 à 1500 selon les sous-secteurs
Transport	Recettes maximales annuelles	De 1 à 25 millions de \$, selon les sous-secteurs
Extraction	Travailleurs occupés ou Recettes maximales Annuelles	Moins de 500 ou moins de 5 millions de \$, selon les sous-secteurs
Agriculture	Recettes maximales annuelles	De 5 à 9 millions de \$, selon les sous-secteurs
Services	Travailleurs occupés ou Recettes maximales annuelles	De 500 à 1500 ou de 3,5 à 21,5 millions \$ selon les sous-secteurs

Source : WTTTERWULGHE Robert ; « LA PME une entreprise humaine » ; édition : De Boeck ; Paris-Bruxelles, 1998, P 26.

⁸ ROBERT WTTTERWULGHE, « Les PME une entreprise humaine », 2^{ème} tirage, Boeck, Paris, 2008. P 25.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

1-3-2- L'approche qualitative

La spécificité descriptive de cette approche vise à mettre l'évidence de la dimension humaine de l'entreprise. Selon la confédération générale de la PME « la PME est une unité de production ou de distribution, une unité de direction et de gestion, sous l'autorité d'un dirigeant entièrement responsable de l'entreprise, dont il est souvent propriétaire et qui est directement lié à la vie de l'entreprise »⁹. Cette définition évoque l'organigramme que peut prendre une PME, sous-économique et l'autorité d'un seul dirigeant. la spécificité organisationnelle que peut prendre une PME, son caractère socio-économique et l'autorité d'un seul dirigeant.

1-4-Classification et caractéristiques des PME

La diversité des entreprises rend nécessaire l'établissement de typologies. Ainsi, il sera possible de constituer des ensembles homogènes permettant de positionner une entreprise en fonction de caractéristiques ayant des incidences en termes de gestion.

1-4-1-La classification des PME

Les entreprises peuvent être classées selon plusieurs critères :¹⁰

1-4-1-1-Classification selon le domaine de leur activité :

Dans cette classification on aura trois secteurs : primaire, secondaire et tertiaire :

- **Secteur primaire (agriculteur, pêche,...)** : ce secteur regroupe toutes les entreprises dont l'activité principale est en rapport avec la nature, c'est-à-dire celles qui travaillent dans les domaines de l'extraction ou l'exploitation forestières.
- **Secteur secondaire (industrie, bâtiment et travaux publics)** : qui regroupe toutes les entreprises ayant une activité de transformation de matières premières en produits finis et qui englobe toutes les industries dont l'activité principale consiste à produire des biens économiques.
- **Secteur tertiaire (services)** : qui rassemble toutes les entreprises prestataires des services. Sa composition est très hétérogène car il regroupe tout ce qui n'appartient pas aux deux autres secteurs, à savoir : les activités de distribution, de transport, de crédit, hôtellerie,...

9.Ibid. P 17

10.Rachid ZAMMAR, « Initiation à l'entrepreneuriat », Conférence de centre d'Etudes Doctorales en Sciences et Technologies de Rebat (CEDESTR), Université Mohammed V-Agbal. P 03.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

On peut ajouter aussi par fois le secteur quartenaire qui regrouperait les entreprises de communication (recherche, développement et information).

1-4-1-2- Classification par branche d'activité

La branche est un ensemble d'entreprises ou d'éléments d'entreprises produisant le même type de bien. Ce classement est très important il permet d'observer les même problèmes pour les entreprises appartenant à la même branche étant donné que ont utilisent les mêmes technologies, les matières premières et par conséquences sont confrontées à un même marché principal.

1-4-1-3 La classification par filière d'activité

Le concept de filière de production est une notion de l'économie industrielle désignant l'ensemble des activités complémentaires pour des raisons techniques et commerciales et qui participent aux différentes étapes du processus de la production d'une même catégorie de biens ou services, autrement dit c'est le prolongement logique de branche puisque elle a pour finalité de mettre en évidence le cheminement d'un produit de la matière première au produit final.

Ce découpage met l'accent sur les interdépendances entre branches par exemple la filière automobile regroupe les constructeurs, les équipements, les fournisseurs (tôles, verre, composants mécaniques, électroniques) les sous-traitants.

1-4-1-4- Classification de la PME en fonction de statut juridique

Les formes revêtues par les PME classées suivant le caractère juridique sont diverses et variées, on distingue :

- **Les PME du secteur privée**

Le secteur privé regroupe les entreprises dont les capitaux nécessaires sont apportés par des personnes relève d'une famille, d'une personne ou d'une association de personnes, cette diversité permet la distinction suivante :

- **Entreprise Individuelle (EI)** : en « nom personnel » très simple car il n'y a pas de séparation entre le patrimoine de l'entreprise et de l'entrepreneur, cela présente toutefois des risques important en cas d'échec.
- **La Société en Non Collectif (SNC)** : elle est composée d'un groupe d'associés ; tous responsables indéfiniment du passif social, c'est-à-dire,

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

qu'ils sont tenus de régler les dettes de la société à ses créanciers sur leur propre patrimoine, indépendamment du montant de leur apports.

- **La Société A Responsabilité Limitée (SARL) :** est un type mixte entre la société de personnes et société de capitaux. Le capital est divisé en parts sociales non négociables, leur responsabilité est limitée à leur apport, cette dernière comporte au minimum deux et au maximum cinquante associés.
- **Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée(EURL) :** est une variante de la SARL avec une seule personne physique ou moral, elle permet une distinction entre les patrimoines de l'entreprise et du propriétaire.la responsabilité est limité à l'apport des capitaux.
- **La Société en Commandité par Actions (SCA) ou bien (SPA)¹¹ :** a un fonctionnement assez complexe, c'est une forme juridique particulière avec une séparation très nette des responsabilités entre le(s) commandité(s) qui assure(nt) la gestion, prend (nant) les risques et les commanditaires qui apportent les capitaux sans participer à la gestion.
- **Les entreprises de secteur public ;** elles se présentent comme suit :
 - **Les entreprises publiques :** ce sont des entreprises qui appartiennent en totalité à l'Etat, cette dernière détient l'intégralité du capital, le pouvoir de gestion et de décision.
 - **Les entreprises semi-publiques :** ce sont des entreprises contrôlées par les pouvoirs publics : choix d'investissements, niveau des prix, politique de l'emploi...etc., mais où des personnes privés participent en financement et /ou à la gestion.

1-4-2-Les principales caractéristiques des PME

À la PME de dégager ses caractéristiques à savoir ses forces et faiblesses.Comme la grande entreprise, la PME doit établir un diagnostic externe et interne qui lui permettra d'identifier des opportunités de développement ou au contraire des menaces.

Cette démarche permettra

1-4-2-1- Les forces de la PME :

Les PME possède un bon nombre d'atouts qu'elles peuvent mettre en avant pour un maximum de profit.il s'agit entre autres de :

11.GILLER Bressay, CHLISTION Konkuyt .Op cité, P17.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

-la rapidité de prise de décision.la PME affiche une grande souplesse lui permettant d'avoir une certaine vitesse de réactivité aux événements nouveaux qui la secouraient.

- Cette organisation entraîne de faibles coûts de structure ce qui peut lui donner un avantage concurrentiel par rapport à la grande entreprise. Cependant, dans une phase d'expansion qui pourrait entraîner des modifications de sa structure, la PME devra faire en sorte que ces coûts soient absorbés par les ventes futures.

-la concentration de l'effort .en générale, la PME n'a qu'un marché ou un segmente de marché qu'elle peut maitriser, ce qui lui donne en permanence une vision nette de son évolution et lui permet de réaliser la meilleure adéquation produit/marché.

1-4-2-2-Les faiblesses de la PME

La PME souffre de plusieurs faiblesses que nous essaierons de résumer dans les principaux points suivant :

-L'autonomie. L'autonomie reste pour un grand nombre de PME très relative, du fait de leur orientation, principalement vers la sous-traitance par rapport aux grands groupes.

- La taille de la PME est aussi un handicap. En effet, la PME est vulnérable de par son domaine d'activité. Si la PME est mono-produit, une chute de la demande entraînera une baisse des revenus que la PME ne pourra pas compenser par un autre produit.

- La PME qui dépend d'un seul client, par exemple dans la grande distribution, ou d'un seul fournisseur s'expose à un risque économique très important.

- La PME peut également rencontrer des problèmes de financement liés à son développement. En effet, les banques sont souvent réticentes à accorder des crédits quand les PME ne sont pas adossées à de grands groupes.

-il en est, également, de même pour le recrutement des compétences professionnelle qui préfèrent vendre leurs services aux grands groupes pour diverses raison, notamment le salaire et le choix de carrière¹²

Section 02 : Développement des PME en Algérie

L'Algérie est engagée dans un processus de transformation de son système politique et économique. En l'espace de quelques années, les systèmes reposant sur une planification centralisée et des grands complexes industriels ont été démantelés, les entreprises d'Etat ont été privatisées, les prix et le commerce ont été libéralisés et cadre juridique et institutionnel

12. BOUZIT Naima « entrepreneuriat familial Etat des lieux et perspectives ,cas de la wilaya de Bejaia »,mémoire de magister, université de Bejaia,2010,p35.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

adapté à une économie de marché a été, pour une large part, construit. L'entrepreneur est désormais placé au cœur des politiques de transition vers l'économie de marché. Il remplit un certain nombre de fonction socio-économiques telle que : création d'emploi, soutien de l'innovation, amélioration de la concurrence et diminution de l'inégalité social entre autre indispensable pour le bon fonctionnement de l'économie de marché.

Les PME sont considérées comme un levier de la création de richesses et d'emplois, désormais fait partie des stratégies de reconversion conduites par les pouvoirs publics, où la création d'entreprise constitue une solution au problème d'exclusion sociale et le chômage dans la société Algérie.

La plupart des entreprises, aussi bien des pays développés que des pays en voie de développement, sont des PME. Ces entreprises sont une source essentielle d'emplois et de valeur ajoutée.

Dans cette section ; nous commençons d'abord par une définition et les différentes étapes du développement des PME en Algérie, par la suite nous allons découvrir l'évolution de ses dernières, enfin nous présentons quelques dispositifs d'aide à la création d'entreprises, et les enjeux des PME dans notre pays.

2-1 Définition des PME et Aperçu des PME en Algérie

En Algérie, la nouvelle forme de développement se tourne vers la création d'entreprises privées, particulièrement les PME qui sont considérées comme un vecteur de croissance, un générateur d'emploi, et un moteur de progrès socio-économique.

Dans ce qui suit nous allons voir la définition algérienne des PME, ensuite nous présentons un petit rappel de cadre institutionnel des PME en Algérie.

2-1-1 Définition Algérienne des PME

Jusqu'à 2001, il n'existait pas une définition officielle de la PME en Algérie et l'office national de la statistique (ONS) définissait la PME comme étant une entreprise de production des biens et services employant de 1 à 250 personnes.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

En décembre 2001; l'adoption de la loi¹³d'orientation sur la petite et moyenne entreprise a conduit à une définition plus officielle inspirée de la définition adopté par l'union européenne.

La définition de la PME adoptée par l'Algérie est basée sur les trois critères suivant : les effectifs ; le chiffre d'affaires et le bilan annuel. La PME¹⁴, quelque soit son statut juridique ; est définie comme étant une entreprise de production des biens et des services employant de 1 à 250 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 2 milliards de Dinars (DA). On dont le total du bilan annuel n'excède pas 500 millions de Dinars. Cette loi sur les pme distingue trois types d'entreprise :

- **moyenne entreprise** : est une entreprise employant de 50 à 250 personnes et dont le chiffre d'affaire est compris entre 200 millions et 2 milliards de Dinars u dont le total du bilan est compris entre 100 et 500 millions de Dinars.
- **petite entreprise** : est définie comme une entreprise employant de 10 à 49 personnes et le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 200 millions de Dinars ou dont le total du bilan n'excède pas 100 millions de Dinars.
- **très petite entreprise (TPE)** ou micro-entreprise : y est définie comme une entreprise employant de 1 à 9 employés et réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 20 millions ou dont le total du bilan n'excède pas 10 millions Dinars.Le tableau suivant représente la récapitulatif :

Tableau N°02 : Typologie des PME en Algérie selon le nombre d'employés, le chiffre d'affaire et le total du bilan annuel

Critères de sélection	TPE	PE	ME
Effectif	De 1 à 9	De10 à 49	De 50 à 250
Chiffred'affaires	N'excède pas 20 million de dinars	N'excède pas 200 millions de dinars	N'excède pas 2 milliards de dinars
Total de bilan	N'excède pas les 10	Inférieur ou égale à	De 100 à 500

13. La loi n° 01-18 du 12 décembre 2001 (portant loi d'orientation sur « la promotion de la petite et moyenne entre.prise (PME)») - www.ilo.org.dyn.natelex.natelex4.detail

14 Journal officiel de la république Algérienne n° 77, 15 décembre 2001, chapitre II, article 4, P5.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

annuel	millions de dinars	100 millions de dinars	millions de dinars
---------------	--------------------	---------------------------	-----------------------

Source : La loi d'orientation sur la promotion de la petite et moyenne entreprise/petite et moyenne industrie décembre 2001.

2-1-2 Aperçuhistorique des PME en Algérie

➤ La première période : 1962-1982

Dans le cadre économie planifiée de type socialiste. L'Etat était composée d'un vaste secteur public qui contrôlait près de 70 % de valeur ajouté ; il couvre toutes les industries importantes (hydrocarbures, métallurgie, mécanique, électricité et gaz)¹⁵.cette période caractérisée par la création de grandes sociétés nationale telles SONATRACH ,SONACOME, SN METAL , SONEPEC, SONALGAZ.....

La PME-PMI était absente on relativement écartée ; l'industrie de transformation privées avait un caractère familial, au plus artisanal, sans grandes ampleur. Les différentes politiques du développement étaient orientées pour les entreprises publiques. Les secteurs

Ouverts aux PME privées étaient ceux qui nécessitent peu de maitriser technologique et qui fait appel le moins possible à une main d'œuvre qualifiée. Tels que le secteur du commerce et de services.

De 1962-1982, Seulement 600 unités par an ont été créés avec des chances de survie incertaines et un impact économique limité. Les premiers codes d'investissement favorisaient le monopole de l'Etat. C'était de 1963 n'accordait aucun avantage ni garantie au capital privé.

L'entreprise privée était limitée à un contrôle très strict, par une fiscalité qui empêche son autofinancement¹⁶.

La PME/PMI a réellement démarrée à partir de premier plan quadriennal (1970-1973). Cette période correspond à la phase de rodage de l'appareil de planification, et à une phase d'accumulation étatique, avec le lancement de tous les projets industriels¹⁷, poursuivis d'un deuxième plan quadriennal (1974-1978); durant toute cette période, le développement de la PME/PMI a été exclusivement par le secteur public dont les objectifs constituent à assurer un équilibre régional. C'est ainsi un total de 594 PME/PMI a été réalisé durant cette période¹⁸.

15. L'industrie lourde

16.Chelil.A, Ayad.S, « PME en Algérie : réalité et perspectives », Université de Tlemcen, 2008

17.Dj. LIABES, « capital privé et patrons d'industrie en Algérie 1962-1982 », l'Algérie, avril 1984, P268.

18.Samia GHARBI : « Les PME/PMI EN ALGEREI : états des lieux », doc n°238 PDF, Mars 2011, P6

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

➤ La deuxième période 1982-1988 :

Après 20ans de prédominance du secteur public, l'Etat accord au secteur privé un rôle complémentaire en 1982, dans certain activités, avec un niveau d'investissement très limité. La PME donc, a été utilisée comme moyen pour faire face à la crise d'endettement. Cette période a été marquée par les grandes réformes, mais toujours avec le système de l'économie administrée. Cette seconde période a connu une évolution marquée par beaucoup de réticences, malgré qu'elle a donné naissance au deux plans quinquennaux en faveur de secteur privé (1980-1984 et 1985-1989), ces deux plans ont dicté un ensemble de mesures telles que :¹⁹

- Le droit de transfert nécessaire pour l'acquisition des équipements, et dans certain cas des métiers premiers.
- L'accès aux autorisations globales d'importations (AGI).
- Un système d'importation sans paiement.
- Ces mesures d'aide ont aboutis à la réalisation de plus de 775projets de PME, quoi que cette période se caractérisait par certains obstacles aux secteurs, a signalé :
- Le financement par les banques ne doit pas dépassé 30% du montant total de l'investissement.
- Les montants investis ne doivent pas dépassé les 30 millions de Dinars pour une société de responsabilité limitée (SARL).
- L'interdiction de posséder plusieurs investissements par un seul entrepreneur.

➤ La troisième période : à partir 1988 :

L'assouplissement de la législation a été graduellement entamé à partir de 1988 par la loi 88-25 du 19/07/1988, qui a libéré le plafond de l'investissement privé²⁰.

La date de 1988, pour l'économie algérienne est la période de transition vers une économie de marché, ce changement a conduit à établir des relations avec des institutions internationales telles que, le fond monétaire internationale (FMI), et la banque mondiale.

Ainsi une série de mesures ont été prises en faveur de la PME privée, en termes de prise en charge et de développement, parallèlement aux grandes opérations de restructuration de secteur public :

19. Idem

20. Samia GHARBI : « Les PME/PMI EN ALGEREI : états des lieux », doc n°238 PDF, Mars 2011, P 6,7

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

- Création d'un ministère de PME en juillet 1993.
- Promulgation de code de l'investissement en octobre 1993.
- Création de l'agence de promotion de soutien, et de suivi de l'investissement (APSI), en octobre 1994.
- Elaboration d'une stratégie de développement de la PME en aout 1995.
- L'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), en 2001.
- Programme d'appui au développement des PME en Algérie.

2-2 Principales composantes de la PME et son évolution en Algérie

L'ouverture de l'économie de l'Algérie amorcé à la fin des années 80 a entraîné un développement important du parc des entreprises privées. Ce développement concerne le nombre de nouvelle firmes créés ainsi que leur contribution dans les différents secteurs d'activité.

La population globale des petites et moyenne des entreprises, à la fin 1^{ère} semestre 2016, s'élève à 1 014 075 entités, contenant les PME privés, public et même l'activité artisanale. Près de 99.96% de cet ensemble d'entités sont constitués d'entreprises privées²¹.

En année, il a été enregistré un total de 84 214 nouvelles entités créés de plus que de population de la 1^{ère} semestre 2015; représentant une progression annuelle de l'ordre de 13%²² par rapporte a la 1^{ère} semestre 2015.

✓ Les PME privées :

La fin de 1^{ère} semestre 2016, le nombre de PME privées déclarées²³ par le ministère de l'industrie et de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement s'élève à 1 013 637 entités au niveau national, réparties :

- Personnes morale²⁴ : 577 386 [représentant 56,94% du total]
- Personnes physique²⁵ : 202 953 [représentant 20,01% du total]
- Activités artisanales : 233 298 [représentant 23,01% du total]

21. Bulletin de veille n°29, ministère de l'industrie de PME et de la promotion ; direction général de la veille stratégique, des études économiques et des statistiques.

22. Idem p 15.

23. Bulletin d'information statistique de la PME, n°28, direction général de la veille stratégique, des études économiques et des statistiques.

24. Une personne morale : est un groupement de personnels formant une association, une société, une fondation ou autre, jouissant d'une personnalité juridique et d'une patrimoine collectif, sur le plan économique, une personne morale est une entreprise avec un statut juridique (CNAS).

25. Une personne physique : signifie qu'un titulaire exerce personnellement une activité sans recourir à un tierce personne (CASNOS).

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Par rapport à la fin 2015, les PME privées ont progressé de 6,5% marquant ainsi une hausse de 79 600:

- 537 901 personnes morales
- 178 994 personnes physiques
- 217 142 relevant des activités artisanales

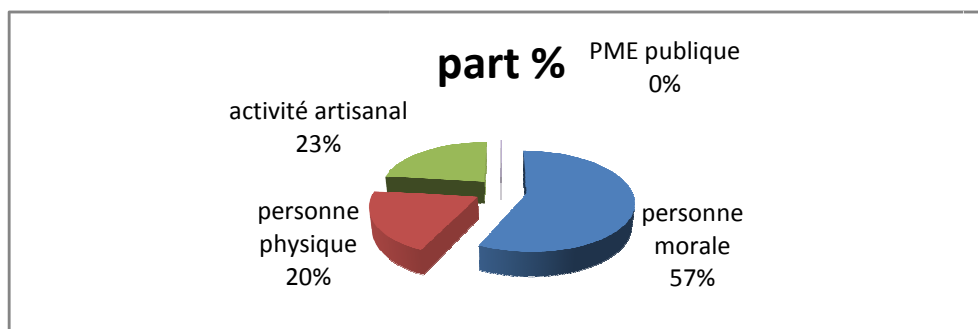
Pour cette catégorie, les enregistrements au niveau de la CNAS en 1^{er} semestre 2016 des personnes morales, indiquent que les créations enregistrées s'élèvent à 38 788 nouvelles PME, alors qu'au niveau de la CSNOS, on recense 45 426 nouvelles PME créent (personnes physiques) durant la même période.

Tableau N°03 : la population globale des PME (fin année 2015)

Nature des PME	Nombre des PME 1 ^{er} semestre 2016	Part (%)
1. PME privées		
Personnes morales	577 386	56,94%
Personnes physiques	202 953	20,01%
Activités artisanales	233 298	23,01%
S/total 1	1 013 637	99,96%
2. PME publiques		
Personnes morales	438	0,04%
S/total 2	438	0,04%
Total	1 014 075	100 %

Source : réalisé par nous à partir des données du ministère de la PME (bulletin d'information N°29).

Figure N°01 : Population de la PME selon la propriété (fin année 2015)



Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Source : réalisé par nous à partir des données du ministère de la PME (bulletin d'information n° 29).

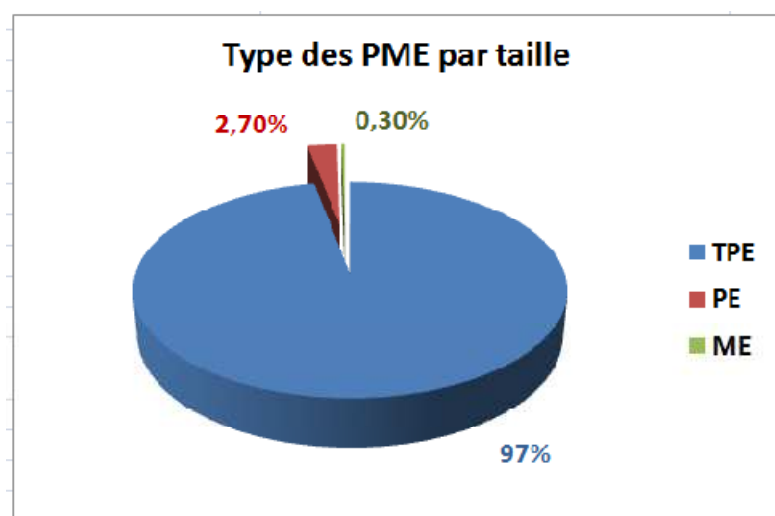
A la fin du 1er semestre 2016, la population globale de la PME est composée de 97% de Très Petite Entreprise TPE (effectif de moins de 10 salariés) qui demeure fortement dominante dans le tissu économique, suivie par la Petite Entreprise PE avec 2,57% et la Moyenne Entreprise ME avec 0,31%.

Tableau N°04 : typologies des PME

Type de PME	Nombre de PME	%
TPE (effectif de moins de 10 salarié)	983 653	97
PE (effectif entre 10 et 49 salarié)	27 380	2,7
ME (effectif entre 50 et 249 salarié)	3 042	0,3
Total	1 014 075	100

Source : établis par nous à partir des informations bulletin N°29, 30.06.2016.

Figure N° 02: type de PME selon la taille



Source : établis par nous a partir des informations dans tableau N°04.

➤ Personnes Morales

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Les PME (personnes morales) tous statuts confondus sont présentes en force dans le secteur des services qui en concentre plus de la moitié (52%), suivi par le secteur du BTPH (29%).

Tableau N°05 : Répartition des PME (Personnes morales) par secteur d'activité

Secteur d'activité	PME privées*	PME publiques**	Total	Part(%)
Agriculture	7 094	178	7 272	1
Hydrocarbure, Energie, mines et services liés	3 201	4	3 205	1
BPTH	169 124	22	169 146	29
Industrie manufacturière	99 275	133	99 408	17
Services	298 692	101	298 793	52
Total Général	577 386	438	577 824	100

*Source CNAS

**Source ECOFIE

➤ Personnes physiques :

Pour la période considérée, le nombre total des personnes physiques a atteint 436.251 PME, dont 202.953 sont des professions libérales et 233.298 sont des activités artisanales (Voir le tableau N°03).

Durant la 1^{ère} semestre 2016, 12 650 PME privées étaient radiées dont 3 338 sont des personnes morales et 9 312 PME personnes physiques.

❖ professions libérales

Dans les personnes physiques, on retrouve, notamment, les notaires, les avocats, les huissiers de justice, les médecins, les architectes, et les agriculteurs, etc. Ce sont des entités relevant des professions libérales généralement astreintes à l'inscription au Registre du Commerce.

Les PME relevant Les professions libérales, au nombre 202 953, exercent à 68,08% dans l'Agriculture, 20,68% dans le secteur de la Santé et 11,23% dans la justice, tel que repris dans le tableau n°06.

Les enregistrements au niveau de la CASNOS s'élèvent en 2016 à 202 953 entités [Santé : 41 972 ; justice : 22 801 ; exploitations : 138 175].

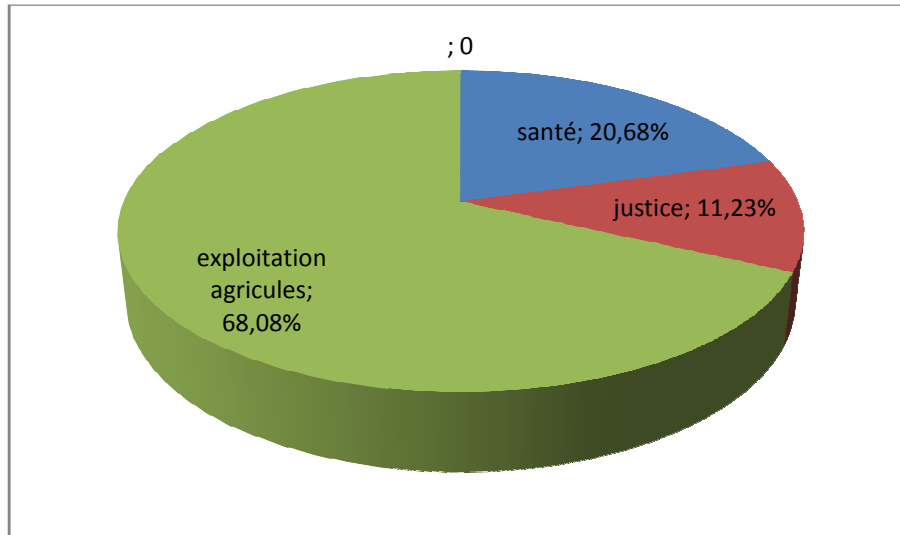
Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Tableau N°06: professions libérale par secteur d'activité

	Santé	Justice	Exploitation1 Agricoles	Total
Nombre au 30.06.2016	41 977	22 801	138 175	202 953
Part en %	20,68	11,23	68,08	100

Source : CASNOS

Figure N°03:Part en % de profession libérale par secteur d'activité



Source : établis par nous à partir les donnes dans le tableau N°06.

❖ **Activités Artisanales :**

Durant le 1er semestre 2016, la CASNOS a enregistré 19 473 nouvelles affiliations, ce qui porte le nombre total des artisans au 30/06/2016 à 233 298 PME.

➤ **La répartition des PME privées par secteur d'activité:**

La répartition selon les secteurs d'activités des PME créées correspond aux besoins de l'économie algérienne en transformation vers une économie d'initiatives privées. Les projets d'investissements se sont orientés davantage vers des secteurs de services, du bâtiment et des travaux publics. Ce choix s'explique principalement par la conjoncture économique actuelle, marquée par une embellie des finances publiques, qui a permis le lancement de trois plans quinquennaux pour la consolidation de la croissance économique nationale.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Les entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) ont connu un nombre important d'investissements, pour atteindre 169 124 unités en 2016. Une évolution qui résulte en grande partie de la sous-traitance des projets des grandes infrastructures initiés par l'Etat depuis les années 2000 (autoroutes Est-Ouest, routes, programme de 2 millions de logements, nouveaux barrages...) mais aussi il faut souligner la rentabilité de ce secteur, comme appât pour les nouveaux promoteurs.

Le nombre total des PME privées à la fin du 1er semestre 2016 est de 1 013 637 PME. Elles sont concentrées au niveau du secteur des services (le transport en particulier), l'Artisanat et le BTPH (le Bâtiment en particulier).

Tableau N°07: Répartition des PME privées par secteur d'activités 2016

Secteur d'activités	Nombre	Part en %
Agriculture	7 094	0,70%
Hydrocarbures, énergie, mines et services	3 201	0,32%
BTPH	169 124	16,68%
Industrie manufacturières	99 275	9,79%
Services y compris les professions libérales	501 645	49,49%
Artisanat	233 298	23,02%
Total Général	1 013 637	100

Source : CNAS, CASNOS 2016

D'après le tableau, nous remarquons que le secteur qui occupe le plus grand nombre des PME est celui des « Services » avec un taux de 49,49% (à la fin de 1999, la part des services n'a atteint que 8,59%), le secteur qui succède, est celui de la branche BTPH avec un taux 16,68%.

On constate que ces deux premières branches occupent à elles seules plus de 66% de l'ensemble de la population de la PME au premier semestre 2016, et cela confirme la nouvelle direction de l'économie algérienne vers certaines activités pour satisfaire les besoins suite au changement de l'environnement interne et externe pour le secteur « service ». Pour le secteur BTPH cela est dû à l'engagement de l'Etat dans le programme d'un million de logements, de l'autoroute est/ouest et d'autres projets inscrits dans le BTPH.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

La branche «Agriculture » a enregistré un taux insignifiant 0,70% malgré les ressources naturelles dont dispose l'Algérie. Cette dernière a enregistré une croissance négative pendant ces dernières années (il était de 3,01% en 1999), reste que ce secteur doit avoir l'aide et les encouragements nécessaires de la part des autorités pour augmenter à la fois le nombre de PME dans ce secteur et aussi la productivité.

Le secteur « Hydrocarbures, énergie, mine et service » occupe la dernière place avec un taux de 0,32% de l'ensemble de la population des PME en Algérie, soit 3201 PME seulement sur les 1013637 existant au première semestre de 2016.

On peut remarquer aussi que les secteurs dominants occupés par les PME en Algérie ne sont pas des secteurs que l'on peut considérer comme innovants et à forte intensité technologique.

✓ Les PME publiques

Les PME publiques ne représentent qu'une partie minime dans la population des PME algérienne. En 2016, Leur nombre est de 438 PME durant le 1er semestre 2016 contre 532 durant le premier semestre 2015. Le nombre a diminué de 17,6% par rapport à l'année écoulée. Il baisse de 532 à 438 PME.²⁶ Cette baisse est due essentiellement à la restructuration de certains portefeuilles du Secteur Public Marchand (SPM). Leur effectif passe de 46 165 en 2014 à 35 698 salariés au 1er semestre 2016.

Cette augmentation peut être due au nouveau plan quinquennal 2010-2014, où 40% des ressources étaient destinées au développement des infrastructures de base et amélioration du secteur public : travaux publics (réseau routier, transport : tramway...etc.).

Tableau N°08 : Répartition des PME publiques par tranche d'effectifs et secteur d'activités (Source : ECOFIE)

Secteur d'activité	1 à 9 salarié		10 à 49 salarié		50 à 249 salarié		Nombre global de PME	%	Effectif global	%
	Nombre	Effectifs	Nombre	Effectifs	Nombre	effectifs				
Industrie	0	0	16	501	177	15 854	193	44	16 355	46
Service	5	28	36	979	60	8 262	101	23	9 269	23
Agriculture	34	128	110	3 114	34	3 026	178	41	6 268	18
BTPH	-	-	2	66	20	3 377	22	5	3 443	10
Mines et	-	-	2	61	2	302	4	1	363	1

26., ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement ; Direction générale de la veille statistiques des études économiques et des PME; « Bulletin d'information statistique de la PME, n°29, juin 2016 ».

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Carrières											
Total	39	156	166	4 721	233	30 821	428	100	35 698	100	

Source : ECOFIE

Les PME publiques exercent dans tous les secteurs d'activité de l'économie nationale, principalement dans l'Agriculture (41% des PME/EPE), l'Industrie (44%) et les Services (23%). Les PME publiques industrielles emploient 46 % des effectifs du Secteur Public Marchand SPM de type PME (Tableau 08).²⁷

Les PME industrielles représentent près de 46% des PME publiques et fournissent près de 43% des effectifs du SPM de type PME

2-2-1 Evolution des PME en Algérie

Depuis l'adoption du nouveau code des investissements en 1993, l'Algérie est rentrée dans une nouvelle politique de promotion de l'investissement. Le nombre connaît une croissance continue. Des statistiques sont démontrées que 75% des PME recensées en 2005 ont été créés après ce nouveau code e que plus de 35% ont été créé durant les cinq années (2000-2005)²⁸. Les dispositions relatives au développement des investissements sont renforcées en 2001 et une nouvelle loi d'orientation sur la PME dans le sens de promotion de l'entrepreneuriat.

La croissance des entreprises privées connaît une évolution positive d'une année à une autre. Les créations sont des plus en plus nombreuses ; le nombre de création des PME privées était largement inférieur à 1000 avant 1990 et atteint 100 000 entreprises en 2000 et a continué son augmentation pour dépasser le 300 000 entreprises en 2008²⁹.

Tableau N°09 :Evolution du la population des PME en Algérie 2005 – 2016

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Privée	245	269	293	392	455	482	511	550	578	656	716	780

27. Idem p12

28.ASSALA Khalil, « PME en Algérie, de la création à la mondialisation », 8ème CIFEPME, communication dans le colloque international « L'internalisation des PME et ses conséquences sur les stratégies entrepreneuriales », 25,26 et 27 octobre 2006, P2.

29.Mme Benyahia- TAIBI, Mme Djemane-SEGUINI, « l'évolution du rôle des PME privées dans le développement économique en Algérie : Synthèse macroéconomique », 2008, p12.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

	842	806	946	013	398	892	856	511	586	949	895	339
Publique	874	739	666	626	591	557	572	557	547	542	532	438
Artisanal	96	106	116	126	131	135	146	160	168	194	217	233
	072	222	347	887	505	623	881	764	801	562	142	298
Total	342	376	410	519	587	619	658	711	747	852	934	10
	788	767	959	526	494	072	737	832	934	053	569	140
												75

Source : établie par nous à partir des bulletins d'information annuels du ministère de la PME.

En 2001, les pouvoirs publics ont renforcé les dispositions relatives au développement des investissements productifs par une nouvelle loi d'orientation sur la PME, visant la promotion de l'entrepreneuriat (adoptée en mois de décembre). Ainsi le nombre des PME a considérablement accru pour atteindre 245 842 PME en 2005, soit une évolution de 9% par rapport à 2004, pour passer à 780 339 PME en 2016. En (8) ans la population des PME privées Algériennes à connu une croissance de plus 135%, soit 16,5% annuellement. Contrairement aux PME privées, les PME publiques on enregistré une diminution de 436 en (11) ans. Le secteur de l'artisanat a connu une augmentation nette passant de 96 072 entreprises en 2005 à 233 298 au premier semestre de l'année 2016.

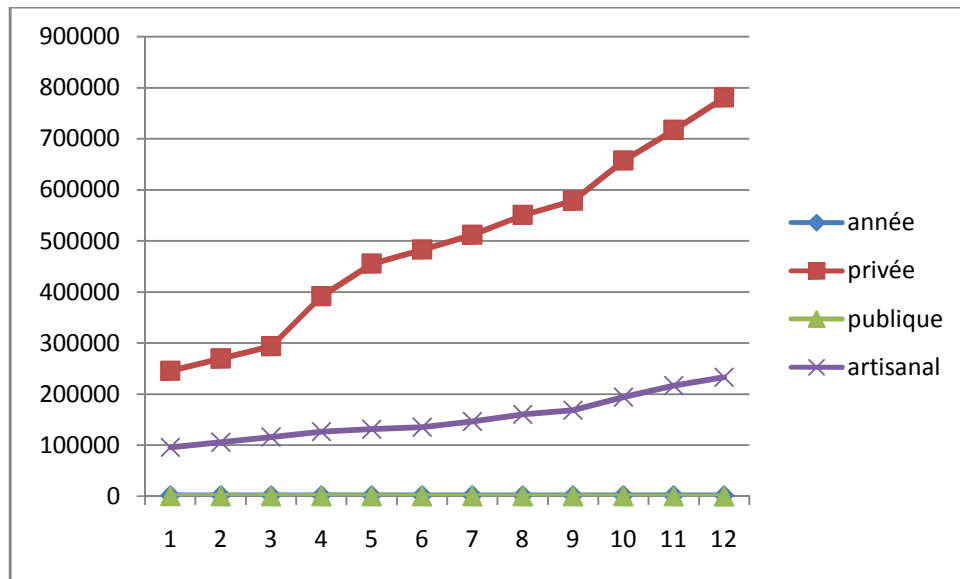
A la fin de premier semestre de l'année 2016 ; les 780 339 PME privées auxquelles s'ajoutent 233 298 artisanes, représentent plus de 99% de l'ensemble de la population des PME en Algérie, alors que celle du secteur public ne représentent qu'une minime partie, avec seulement 438 PME soit 20% de l'ensemble de la population des PME.

En matière de densité, le secteur enregistre un taux vingt trois PME/PMI pour mille habitants (23/1000) à la fin de première semestre 2016 (il était de 10/1000 en 2005), malgré cette croissance, ce taux reste très loin des normes internationales ou le taux le plus faible est de l'ordre de quarante-cinq PME/PMI pour mille habitants (45/1000).

Le graphique suivant illustre bien l'évolution de la population des PME en Algérie :

Figure N°04 : Evolution de la population des PME en Algérie depuis 2005–2016

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie



Source : réalisé par nous à partir des données du tableau n°09

➤ Mouvement des PME privées

Le nombre de PME créée chaque année durant la période 2005 à première semestre 2016, a connu une croissance continue, surtout la PME privée avec un nombre de créations le plus important en passant de 21 018 créations en 2005 à 84 214 en 2016, ce qui porte le nombre global des PME privées à 1 013 637, soit une évolution de 13% par rapporte au première semestre 2015. . Des créations auxquelles il convient de rajouter les entreprises réactivées. Comme le montre bien le tableau suivant :

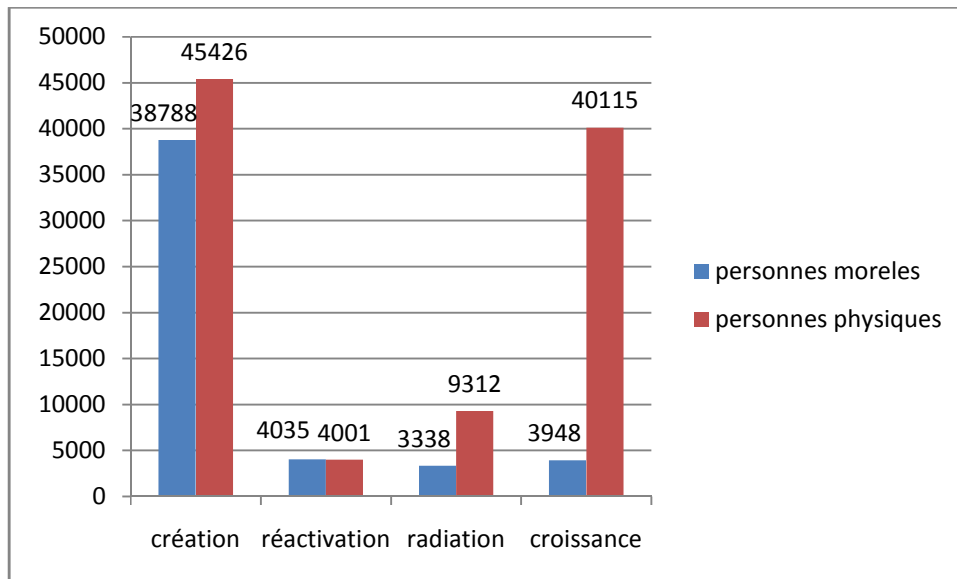
Tableau N°10: Mouvement constatés dans la démographie des PME privées

Nature des PME	2015	Mouvement PME de 1 ^{er} semestre 2016				1 ^{er} semestre 2016
		création	réactivation	Radiation	Croissance	
Personnes morales	537 901	38 788	4 035	3 338	3 948	577 386
Personnes physiques	396 136	45 426	4 001	9 312	40 115	436 251
Total PME privée	934037	84 214	8 036	12 650	79 600	1 013 637

Source : établi par nous à partir des bulletins d'information annuels du ministère de la PME

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Figure N°05 : mouvement des PME privées



Source : établi par nous à partir des données dans Tableau n°10

Aujourd'hui, et suite au désengagement de l'Etat algérien et à la fin de son monopole, c'est le secteur privé qui prédomine dans la plus part des secteurs d'activités économiques. Malgré les difficultés et les obstacles que rencontrent les petits entrepreneurs depuis des années et la stigmatisation dont fait l'objet l'initiative privée, l'analyse des statistiques du ministère de la PME nous montre une forte croissance continue du parc des PME et des artisans.

Le nombre de PME privées créées durant le 1er semestre 2016, est de 84 214 PME. Les créations d'entreprises enregistrées au niveau de la CNAS à la fin du 1er semestre 2016 s'élèvent à 38 788 nouvelles PME (personnes morales) alors qu'au niveau de la CASNOS, on recense 45 426 nouvelles PME créées (personnes physiques) durant la même période.

A la fin du 1er semestre 2016, les réactivations ont touché 4035 PME privées (personnes morales) déclarées auprès de la CNAS, on recense aussi 4001 PME privées (personnes physique) déclarées auprès de la CASNOS.

Durant le 1er semestre 2016, 12650 PME privées étaient radiées, dont 3338 sont des personnes morales et 9312 PME personnes physiques.

Tableau N°11 : mortalité des PME privées

Personnes morales*	Personnes physiques**	Total

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Nombre d'activité	338	9312	12650
Part en %	26,39%	73,61%	100%

Source : * CNAS ** CASNOS

2-3 La place des PME privé dans le tissu économique

La PME constitue un élément essentiel et réel de la dynamique de développement, la création d'entreprise constitue le moteur du renouvellement du tissu économique, de la création d'emplois, de la stimulation de l'esprit d'entreprise, la créativité et de l'innovation local.

2-3-1 Le rôle dans la création d'emplois dans l'économie Algérienne

Selon l'OCDE : « les PME jouent un rôle important dans la promotion d'une croissance économique viable à la création d'emplois, tout en contribuant au capital social, culturel et environnemental des nations »³⁰.

D'après le ministère de la PME et promotion des investissements, la PME a réalisé des progrès importants ces dernières années. En termes de création d'emplois, en 2004 la PME privée offre 592 758 emplois pour atteindre 2 487 914 emplois à la fin de premier semestre de 2016³¹.

L'emploi cumulé dans les PME privées tous types confondus, à fin de 1^{er} semestre 2016 est de 2 487 914 personnes, ce chiffre inclut les employeurs avec 1 013 637 personnes et le salarié avec un nombre de 1 438 579 personnes. Nous notons que l'emploi dans les PME privées a évolué de 24,1%.³²

Tableau N°12 : Emplois déclarés par composantes (1^{er} semestre 2015 - 1^{er} semestre 2016)

Type de PME	1 ^{er} semestre 2015		1 ^{er} semestre 2016		Evolution
	Nombre	part%	Nombre	part%	
PME privée					
Salariés	1295257	57,87	1438579	57,82	11,07
Employeurs	896811	40,07	1013637	40,74	13,03

30. Rapport de l'OCDE, Février 2007

31. Bulletin d'information statistique de PME n 029

32. Idem

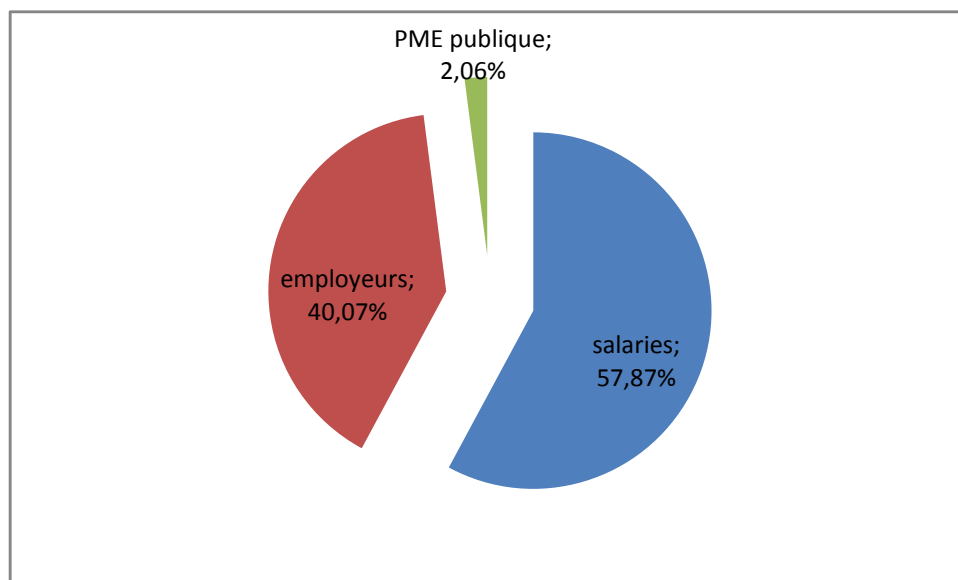
Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

S/Total	2192068	97,94	2452216	98,57	11,87
PME publique	46165	2,06	35 698	1,43	-22,67
Total	2238233	100	2487914	100	11,16

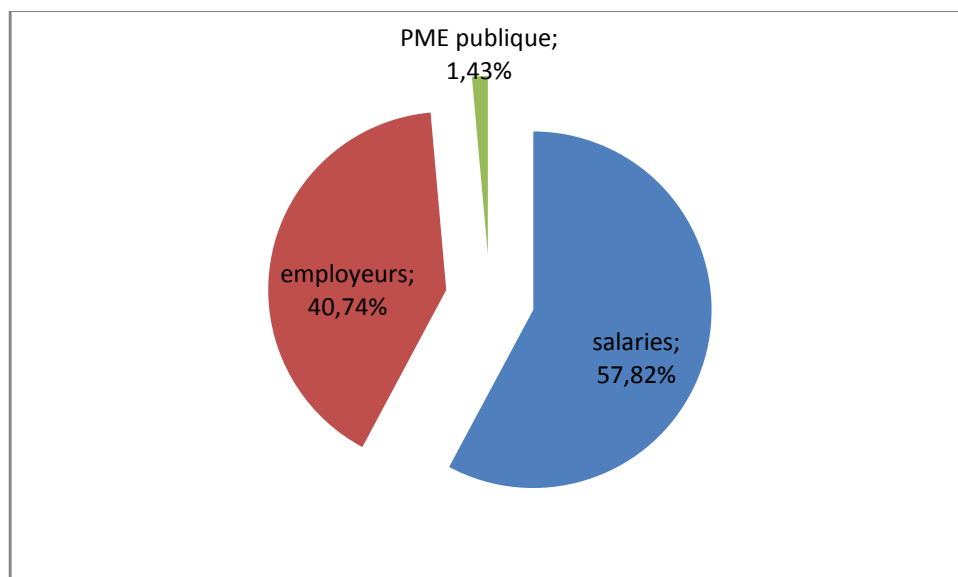
Source : fait par nous a parti des informations des bulletins d'information du ministère de la PME.

Figure N°06: Evolution des emplois déclarés par type de PME :

Part % emplois déclaré par type de PME (1^{er} semestre 2015) :



Part % emplois déclaré par type de PME (1^{er} semestre 2016) :



Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Source : fait par nous à partir des informations des bulletins d'information annuels du ministère de la PME N°29.

Le figure montre qu'il y'a une augmentation de l'emploi créés depuis 1^{er} semestre 2015. Entre 1^{er} semestre 2015 et 1^{er} semestre 2016, les effectifs des PME privées sont accrus, soit une évolution de 2 192 068 emplois. Cela nous permet de lire que les PME privées contribuent à la création d'emploi et à la réduction de taux de chômage.

2-3-2 La part des PME dans la croissance économique

L'économie Algérienne a subi une profonde reconfiguration ou le secteur privé est devenu l'acteur économique principal.

➤ Evolution du PIB par secteur juridique :

La part de celui-ci dans le PIB hors hydrocarbures a atteint 4681.68 milliards de Dinars en 2010 soit 84,98% du PIB total³³.

La part des opérateurs publics dans la création de la richesse diminue d'une année à une autre année de façon constante. Elle a atteint en 2010 seulement 15,02% du PIB. Par contre, le secteur privé prend de plus en plus de poids, sa contribution et en croissance continue grâce à l'initiative de l'Etat et l'encouragement portés vers ce secteur. Le tableau et le figure récapitulent l'évolution du PIB hors hydrocarbures, respectivement en pourcentage et en valeur par secteur juridique depuis 2006³⁴.

Tableau N °13 :L'évolution du PIB en pourcentage (%) par secteur juridique HH depuis (2006-2010)

Secteur juridique	2006		2007		2008		2009		2010	
	Valeur	%	valeur	%	Valeur	%	valeur	%	Valeur	%
e										

33. Bulletin d'information : direction générale de la veille stratégique des études économique et statistiques n°20, p56.

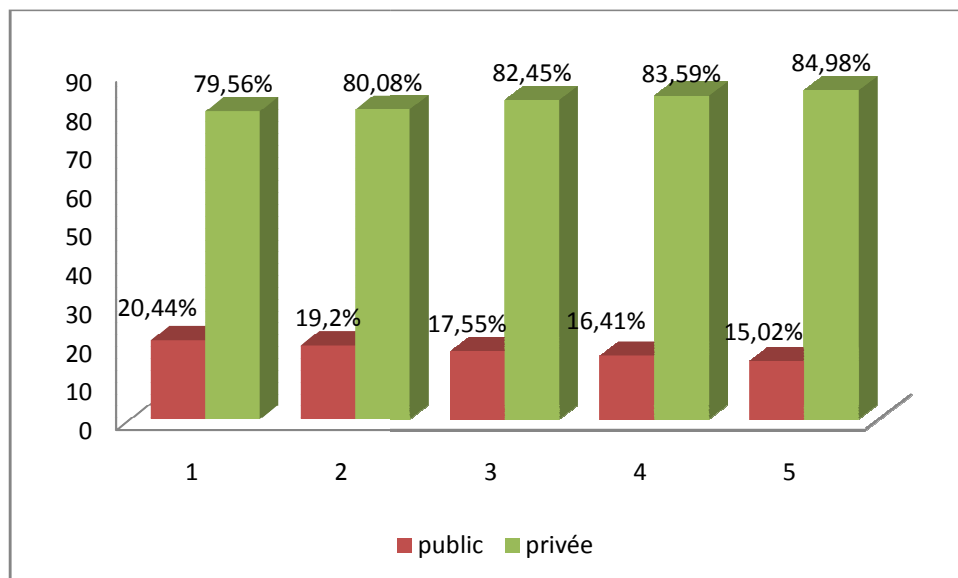
34. Bulletin d'information : direction générale de la veille stratégique des études économique et statistiques n°20, p56.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Part du public	704 05	20,44	749 86	19,2	760 92	17,55	816 8	16,41	827 53	15,02
Part privé	2740 06	79,6	3153 77	80,8	3574 07	82,45	4162 02	83,59	4681 68	84,98
Total	3444 11	100	3903 63	100	4334 99	100	4978 82	100	5509 21	100

Source : Bulletin d'information : direction générale de la veille stratégique des études économique et statistiques

Figure N°07 : L'évolution du PIB en pourcentage (%) par secteur depuis 2006



Source : réalisé par nous a partir des données du ministère de PME (Bulletin d'information n° 20).

➤ Évolution de la valeur ajoutée (VA) :

D'après les chiffres présents dans le tableau précédent, la part du secteur privée dans le PIB est en évolution continue par rapport à celle du secteur public.

Un autre indice reflétant la croissance économique est celui de la valeur ajoutée (VA). Le tableau n° présente la valeur ajoutée des secteurs privés et public dans quelques secteurs d'activité.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Tableau N°14: évolution de la valeur ajoutée par secteur juridique HH (2009-2014)

Secteur Juridique	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	VA	%	VA	%	VA	%	VA	%	VA	%	VA	%
Part du public	816,8	16,41	827,53	15,02	923,34	15,23	793,38	12,08	893,24	11,7002	1187,93	13,09
Part du privée	4162,02	83,59	4681,68	84,98	5137,46	84,77	5813,02	87,99	6741,19	88,2998	7338,65	86,01
Total	4979	100	5509	100	6601	100	6606	100	7634	100	8527	100

Source : Bulletin d'information statistique de la PME n°28 (2009-2014)

Tableau N°15: Evolution de la valeur ajoutée (2009-2014) (Mds de DA)

Secteur juridique	2009		2010		2011		2012		2013		2014	
	VA	%	VA	%	VA	%	VA	%	VA	%	VA	%
Agriculture												
Privée	924,99	99,85	1012,11	99,7	1165,91	99,34	1411,76	99,3	1612,94	99,1	1758,18	99,25
Public	1,38	0,15	3,08	0,3	7,80	0,66	9,93	0,7	14,81	0,91	13,31	0,82
Total	926,37	100	1015,19	100	1173,71	100	1421,69	100	1627,67	100	1771,49	100
Bâtiments et Travaux public												
Privée	871,08	87,1	1058,16	98,73	1091,04	86,41	1232,67	87,35	1344,4	86,06	1438,51	92,09
Public	128,97	12,9	13,59	1,27	171,53	13,59	178,48	12,65	217,71	13,94	291,68	18,67
Total	1000,	100	1071,	100	1262,	100	1411,	100	1562,	100	1468,	100

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

	05		75		57		15		11		19	
Transports et communication												
Privée	744,4 2	81,4 1	806,0 1	81,5 8	860,5 4	81,9 7	881,0 6	80,4 4	1209, 33	83,8	1299, 57	90,0 5
Public	169,9 5	18,5 9	182,0 2	18,4 2	189,2 3	18,0 3	214,2 1	19,5 6	233 ,8	16,2	256,5	17,9 5
Total	914,3 7	100	988,0 3	100	1049, 77	100	1095, 27	100	1443, 13	100	1443, 12	100
Services fournis aux entreprises												
Privée	77,66	78,7 8	96,86	79,1 5	109,5	79,5 8	123,0 5	79,7 1	139,1	80,6 5	142,6 7	82,3 7
Public	20,92	21,2 2	25,51	20,8 5	28,09	20,4 2	31,32	20,2 9	33,37	19,3 5	53,7	31,1 4
Total	98,58	100	122,3 7	100	137,5 9	100	154,3 7	100	172,4 7	100	172,4 7	100
Hôtellerie et restauration												
Privée	94,8	89,9	101,3 6	88,6 1	107,6 0	88, 61	114,9	82,7	146,2 7	84,0 1	155,4 9	89,7 6
Public	10,65	10,1	13,03	11,3 9	13,83	11,3 9	24,04	17,3	27,82	15,9 9	33,5	19,2 4
Total	105,4 5	100	114,3 9	100	121,4 3	100	138,9 4	100	174,1	100	174,1	100
Industrie Agro-alimentaires												
Privée	161,5 5	86, 14	169,9 5	86,0 3	199,7 9	86, 17	232, 2	87, 25	249,17	87, 28	288,9 8	87, 39
Public	26	13,8 6	27,58	1,96	32,06	13,8 3	33,93	12,7 5	36,3	12,7 2	41,71	12,6 1
Total	187,55	100	197,53	100	231,85	100	266,13	100	285,48	100	330,69	100
Industrie des cuirs et chaussures												
Privée	2,25	88,3 3	2,29	88,4 2	2,34	90,0 4	2,38	89,4 7	2,37	89, 43	2,55	96,2 3
Public	0,3	11,6 7	0,3	11,5 8	0,26	9,96	0,28	10,5 3	0,27	10,1 7	0,31	11,7 7
Total	2,55	100	2,59	100	2,6	100	2,66	100	2,64	100	2,86	100
Commerce et Distribution												
Privée	1077,8	93,5 8	1204, 02	94,1	1358,92	94,0 7	1555,2 9	94,1 7	1759,6	94,0 7	1956,3 1	94,9 2
Public	73,88	6,42	75,45	5,90	85,71	5,93	96,25	5,83	110,98	5,93	113,76	6,08
Total	1151,6	100	1279, 47	100	1444,63	100	1651,5 5	100	1870,6	100	1870,6	100

Source : Bulletin d'information statistique de la PME n°29.

En comparant la valeur ajoutée présentée par chaque secteur d'activité, nous constatons toujours que le secteur de commerce dispose d'une valeur ajoutée plus élevée par rapport aux

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

autres. Cette augmentation est due à la croissance continue du nombre des entreprises exerçant dans ce secteur ces dernières années.

Les chiffres présentés montrent que le secteur privé domine l'activité économique en Algérie dans les différents secteurs d'activité : Agriculture, BTPH, Industrie, et surtout en ce qui concerne l'agroalimentaire, commerce et service. A titre d'exemple, la part de la valeur ajoutée du secteur privé dans l'agriculture est de 99.25% pour l'année 2014³⁵.

2.4 Evolution des PME par régions en Algérie

Selon la répartition spatiale du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT), les PME (personnes morales) sont prédominantes dans le Nord et, à un degré moindre, dans les Hauts-Plateaux.

La répartition des PME dans les différentes régions et wilayas du pays connaît un grand déséquilibre ; les deux tableaux suivants nous donneront la répartition des PME privées selon les régions ainsi que le classement des douze premières wilayas selon le nombre de PME existantes.

Tableau N°16 : représentation des PME privées par région

Région	Nombre de PME S1/2016	Taux de concentration %
Nord	401 231	69%
Hauts –plateaux	126 051	22%
Sud	50 104	9%
Total Général	577 386	100%

Source : bulletin d'information statistique de la PME N°29.

Figure N°08 : PME privées en Algérie par région (1^{er} semestre 2016).

35. Bulletin d'information n°28, Mai 2016, « Tableau n°31 : évolution de la valeur ajoutée HH (2009-2014) ».

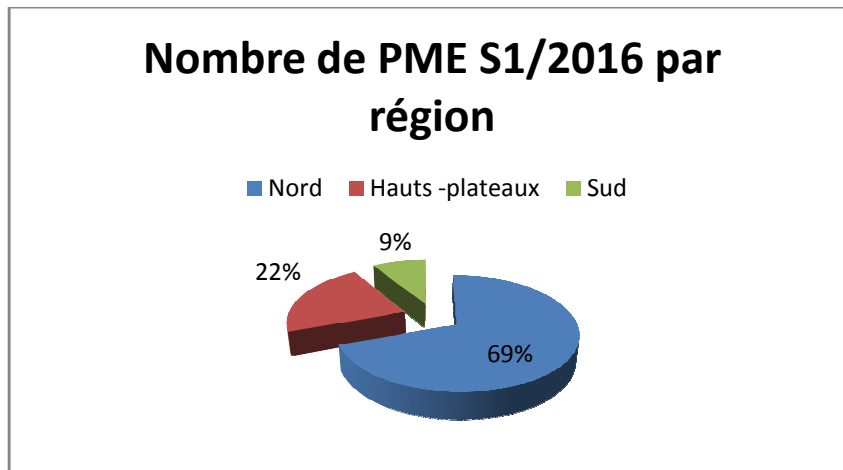
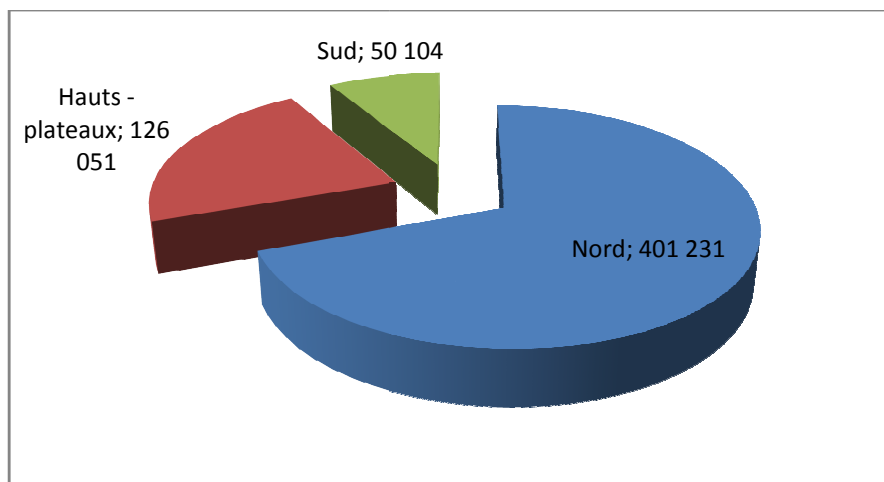


Figure N°09 : création nettes de PME par région (1^{er} semestre 2016).



Source : Bulletin d'information statistique de la PME N°29, indicateurs 30/06/2016

La région du Nord regroupe, 401 231 PME, soit 69 % des PME du pays, suivie par la région des Hauts-Plateaux avec 126 051 PME soit 22%, et les régions du Sud et du Grand Sud accueillent 50 104 PME soit 9% du total.

➤ Densité

En termes de densité, selon les dernières statistiques de l'ONS sur la démographie (40,4 Millions d'habitants au 1er janvier 2016) la moyenne nationale des PME est de l'ordre de 23 PME (tous statuts confondus) pour 1.000 habitants. Ce ratio national diminue à 16 pour 1.000 habitants pour les PME privées de type « personnes morales » et présente un écart important d'une région à l'autre du pays :

19 PME privées pour 1000 habitants au Nord du pays,

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

13 PME privées pour 1000 habitants dans la région des Hauts Plateaux.

15 PME privées pour 1000 habitants dans la région du Sud.

Tableau N° 17: densité des PME privées par région

Région	Nombre de PME S1/2016*	Population par Wilaya (RGPH 2008) **	Densité
Nord	401 231	21 075 874	17
Haut –plateaux	126 051	9 765 202	13
Sud	50 104	3 238 954	15
Total Général	577 386	34 080 030	17

Source : * CNAS Source : ** ONS

Source : Bulletin d'information statistique de la PME N°29

La répartition des PME privé par régions connaît un grand déséquilibre. On observe dans le tableau précédent une forte concentration dans la région nord du pays avec 401 231 PME créés au premier semestre 2016, en deuxième lieu, la région des hauts plateaux avec un total de 126 051 PME créés, et enfin le sud qui occupe la dernière place avec 150 104 PME créés, cette dernière reste très peu par rapport aux deux autres régions.

Les créations nettes de PME sont prédominantes dans le nord, par rapport aux Hauts plateaux et au sud. Cet écart est expliqué par la faiblesse intensité démographique et la manque d'infrastructures qui permettent le développement économique dans ces régions les moins denses.

Tableau N° 18: Classement des douze premières wilayas en nombre des PME

Classement	Wilayas	Ndr de PME 2015	Nombre de PME au 1 ^{er} semestre 2016	Part-en (%)
1	Alger	60 678	64 683	11,20
2	Tizi-Ouzou	32 097	33 981	5,88
3	Oran	26 634	28 492	4,93
4	Bejaia	26 182	27 658	4,79
5	Tipaza	23 299	25 307	4,38
6	Sétif	23 884	25 286	4,37

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

7	Boumerdes	19 882	21 783	3,78
8	Blida	18 398	19 811	3,43
9	Constantine	17 048	18 940	3,28
10	Batna	13 466	14 162	2,46
11	Annaba	13 053	13 934	2,42
12	Chlef	12 379	13 165	2,28
S/Total		287 000	307 202	53,20
TOTAL		537 901	577 386	100

Source : Bulletin d'information statistique n°29 du ministère de la PME et de l'artisanat au 1^{er} semestre 2016.

Nous remarquons que les douze wilayas du classement sont de la région Nord, où il existe une grande concentration des PME qui se fait autour de grandes agglomérations (Alger, Annaba, Tizi-Ouzou, Oran, Tipasa, Constantine, Bejaia,...). Elles en déterminent plus de la moitié (53,20%) de l'ensemble des PME recensées sur le territoire national se concentre dans les douze wilayas de classement, à noter que ce son les wilayas de la région Nord, à l'exception de Sétif et Batna ; six d'entre elles se situent au centre du pays.

L'examen de la répartition territoriale des nouvelles créations de PME montre que l'investissement s'est globalement orienté vers les grandes villes, citées auparavant, et qui couvre déjà un grand nombre de PME.

2-4-1 Présentation de quelques dispositifs publics d'aide à la création d'entreprise en Algérie

Il existe en Algérie depuis la fin des années 90, plus de Ministère des PME d'autres organismes gouvernementaux et des institutions spécialisées qui jouent un rôle important dans la création et développement des petites et moyennes entreprises, nous essayons de présenter dans ce qui suit les principaux dispositifs :

2-4-1-1 Agence Nationale de Soutien pour l'Emploi des Jeunes (ANSEJ)³⁶

Il s'agit d'un organisme national doté d'une personnalité morale et d'une autonomie financière. Elle vise à encourager toutes les formules menant à la reprise de l'emploi des jeunes à travers la création de micro-entreprises. Elle a été créée en 1996 et représentée à l'échelle régionale à travers des antennes. Elle est sous l'autorité du Premier ministre. En gros au modo, l'ANSEJ est chargée de :

36. www.pme-dz.com/ansej-cnac-anjem/.

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

- Mettre à la disposition des jeunes porteurs de projets toutes les informations d'ordre économique, technique, législatif et réglementaire relatives à l'exercice de leurs activités.
- Fournir des aides à l'investissement pour les jeunes porteurs de projets dans le cadre du montage financier et le suivi des prêts.
- Établir des relations permanentes avec les banques et les institutions financières dans le cadre du montage financier des projets.

Cette Agence offre son soutien financier sous différentes formes : subventions financières, fiscales et parafiscales. Les subventions financières prennent la forme de prêts sans intérêt, à long terme accordés par l'Agence exonérée de paiement des intérêts

Tableau N°19 : Répartition par secteur d'activité les projets financés par le dispositif ANSEJ (cumul en 03/06/2016)

Secteur d'activité	Nombre de projet	Nombre d'emplois
Service	104 947	244 253
Transport de voyageurs	18 985	43 679
Artisanat	42 513	125 318
Transport de marchandises	56530	96 237
Agriculture	52 367	124 133
Industrie	23 915	70 007
BTP	31 864	93 386
Profession libérale	9 198	20 809
Maintenance	9 081	21 152
Pêche	1 119	5 501
Hydraulique	541	2 010
Transport frigorifique	13 385	24 132
Total	346 445	870 617

Source : Ministère de développement industrielle et de la promotion de l'investissement (bulletin d'information statistique de la PME, données du 1^{er} semestre 2016).

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Selon le tableau ci-dessus, le secteur de service, est le secteur le plus attractif pour les porteurs de projets accompagnés par l'ANSEJ depuis lancement de ce dispositif (avec 104 947 projets) suivi du secteur de transports des marchandises avec 56 530 projets, puis le secteur de l'Agriculture 52 367 projets financés.

2-4-1-2- Agence Nationale du Développement de l'Investissement (ANDI)³⁷

L'ANDI est créé en 2001 dans le cadre des réformes de 1 ère génération engagées en Algérie durant les années 1990, il ne limite ni l'âge ni le niveau de financement.

Sous le contrôle et orientation du ministre chargé de la promotion des investissements, l'ANDI exerce ses missions dans sept grands domaines :

- Information : accueillir et informer les investisseurs.
- Facilitation : identifier les contraintes entravant la réalisation des investissements et proposer des mesures organisationnelles et réglementaires pour remédier.
- Promotion de l'investissement : promouvoir l'environnement général de l'investissement en Algérie, améliorer et consolider l'image de marque de l'Algérie à l'étranger.
- Assistance : conseiller et accompagner les investisseurs auprès des autres administrations dans la réalisation de leurs projets.
- Participation à la gestion du foncier économique : informer les investisseurs sur la disponibilité des assiettes foncières et assurer la gestion de portefeuille foncier.
- Gestion des avantages : vérifier l'éligibilité aux avantages des investissements déclarés, contribuer à l'identification des projets présentant un intérêt particulier pour l'économie nationale et participer à la négociation des avantages à octroyer à ces projets.
- Suivi : assurer un service d'observation, de statistiques et d'écoute portant sur l'état d'avancement de projets enregistrés.

2-4-1-3 Agence Nationale de Gestion des Microcrédits (ANGEM)

Elle est entrée en vigueur en 2004. Elle est destinée à garantir les prêts accordés par les banques et les institutions financières pour les bénéficiaires de microcrédit (citoyens qui ont de 18 ans et plus sans revenus et/ou de petits revenus instables et irréguliers, leur permettant l'achat d'un petit équipement ou de matière pour exercer une activité ou un métier). Elle vise à leur intégration économique et sociale à travers la création d'activité de production de biens et services, y compris à domicile, dont le montant des investissements est fixé à 50 000 DA

37. www.pme-dz.com/lagence-nationale-de-developpement-de-l-investissement/

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

minimum, et ne serait les dépasser les 400 000 DA, remboursable dans un délai de 12 à 60 mois (1 à 5 ans)³⁹.

Le tableau suivant nous a présenté le nombre des prêts octroyés en 30/06/2016 par le dispositif ANGEM :

Tableau N° 20: Répartition des crédits octroyés par secteur d'activités (cumul 30/06/2016)

Secteurs d'activités	Nombre de prêts octroyés	Part (%)
Agriculteur	109 779	14,26%
TPI	295 703	38,42%
BTP	65 146	8,46%
Services	161 382	20,97%
Artisanat	134 195	17,44%
Commerce	12 741	0,36%
Pêche	702	0,09%
Total	769 648	100,00%

Source : www.angem.dz « Etats statistiques cumulé au 30/06/2016 »

2-4-1-4 Caisse National d'Assurance Chômage (CNAC)

Elle est créée en 1994, elle est destinée aux chômeurs qui satisfont les conditions d'âge entre 35 et 50 ans, notamment pour les personnes ayant perdu leurs poste d'emploi et inscrits auprès de l'Agence National de l'Emploi (ANEM) depuis au moins 6 mois⁴⁰.

La CNAC s'est consacrée en priorité à la mise en œuvre du dispositif visant à favoriser la création d'activités de production de biens et services par les chômeurs promoteurs, dont le montant des investissements a été fixé entre deux (2) Millions et cinq (5) Millions de DA.

Le tableau suivant nous montre le nombre des projets financés en 30/06/ 2016 par le dispositif CNAC

Tableau N° 21: Répartition par secteur d'activité des projets financés par le dispositif CNAC (cumul en 30/06/2016)

Chapitre I : état des lieux des PME en Algérie

Secteur d'activité	Projets financé	Pourcentage %	Nombre d'emplois
Agriculture	16 166	11,95	39 199
Artisanat	11 130	8,22	29 328
BTP	7 909	5,84	25 502
Hydraulique	316	0,23	10 97
Industrie	10 379	7,67	30 250
Maintenance	768	0,57	1 852
Pêche	382	0,28	1 389
Professions libérale	778	0,57	1 693
Services	29 526	21,81	62 091
Transport de marchandises	45 831	33,86	69 646
Transport de voyageurs	12 188	9,00	17 479
Total	135 373	100%	280 526

Source : Ministère de développement industrielle et de la promotion de l'investissement (bulletin d'information statistique de la PME, données du 1^{er} semestre 2016).

Conclusion

En conclusion, nous pouvons dire que les PME jouent un rôle très important dans le développement économique de chaque pays, car elle capable de résoudre les problèmes socioéconomiques, accroître aux richesses et améliorer le niveau d'emploi. Par conséquent, on peut dire que le recours aux entreprises reste indispensable et incontestable, puisque ces dernières constituent la base du tissu économique d'un pays.

En Algérie, on peut considérer que les PME ont contribué à réaliser certains objectifs de façon partielle : création d'emplois, répondre aux besoins des certains secteurs (tels que : BTP), mais elles sont loin aux objectifs dits stratégiques tels que : maintenir un certain niveau de compétitivité face à la concurrence interactionnelle, assurer des revenus hors hydrocarbures, ce qui nécessite plus d'efforts et de soutien.

L'Etat doit y faire face et chercher des solutions pour faciliter la création des PME, surtout que l'Algérie reste loin des normes internationales en matière de densité de PME.

***Chapitre II : Les
aspects théoriques de
développement local***

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

Le développement local peut être défini comme une démarche globale (économique, sociale et culturelle) et volontariste (impliquant la participation des différents acteurs : publics, privés et citoyens), sur un territoire et privilégiant les ressources locales. Ce concept devient au fil du temps une préoccupation de nombreux économistes, dont chacun donne une définition différente des autres. Il connaît depuis une dizaine d'années un renforcement et s'actualise sous des acceptions multiples : développement territorial, développement durable, économie sociale et solidaire, développement endogène et participatif, développement intégré ...etc.

Le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire d'« échelle » locale à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources matérielles et immatérielles. Cette notion désigne à la fois une posture vis-à-vis de la question du développement, une méthode pour le développement des territoires locaux ainsi qu'un cadre d'analyse de ses ressorts.

Dans ce deuxième chapitre, nous allons étudier le développement local dans son ensemble, il est divisé en deux sections ; la première section consacrée au cadre théorique du développement local, ou nous allons essayer d'aborder présentera un bref historique du concept de développement local, tandis que la deuxième section; nous allons essayer d'aborder la problématique du développement en Algérie, en suite nous étudierons les différentes phases qu'a connu le développement local en Algérie.

Section 01 : Généralités sur le développement local

Dans cette section, nous exposons le cadre conceptuelle concernant le développement local afin de mieux comprendre cette notion.

1-1 Historique, définition et objectifs du développement local

Le développement local est un concept bien documenté et connu à travers le monde, et ses actions impliquent l'amélioration du niveau de vie d'une communauté au sein d'un territoire donnée par une intégration harmonieuse des actions entre différents secteurs d'activités.

1-1-1: Emergence sur la notion du développement local

C'est vers la fin des années 50 que l'idée du développement local tire son origine e la

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

« Théorie du développement endogène » développé par les deux théoriciens Jone Friedman et Walter Sthor.

C'est une approche volontariste qui conçoit le développement comme une démarche partant du bas et privilégiant les ressources endogènes, axée sur un territoire restreint. Elle fait appel aux traditions industrielles locales et insiste particulièrement sur la prise en compte des valeurs culturelles et sur le recours à des modalités coopératives. Selon W.Sthor⁴¹ le développement endogène se définit comme :

- ✓ La différenciation du développement dans l'espace
- ✓ La prise en compte de base historique, culturelle et institutionnelle de la région ;
- ✓ L'innovation dans la sphère organisationnelle et institutionnelle au niveau local.

Selon Philippe Aydalot : « le niveau de développement s'apprécie en fonction des besoins de la population et non plus en fonction d'une position de la division internationale du travail »⁴². Il a aussi conclu que le développement endogène est aussi un développement intégré.

C'est dans les années 1970, que le développement local est apparu un grand jour notamment en milieu rural, et en réaction à la crise économique qui menaçait des régions entières de désertification économique et démographique. En effet, les profondes transformations économiques intervenues dans cette période sont caractérisées par les renversements des modes de production et la montée du chômage, qui ont renforcé la légitimité du développement local et lui ont permis d'émerger comme modèle de développement alternatif.

Au départ, ce sont les mouvements associatifs et des militants qui ont porté l'idée du développement local pour ensuite gagner les entreprises et les administrations publiques.

Ensuite, le développement local est devenu un thème séduisant pour les élus locaux, confronté au défi du chômage et le souci de développer leurs territoires.

Notons d'abord, que la notion de "développement local" est polysémique. Elle prend plusieurs sens, entre autres :

41 Walter.B.Sthor, « la crise économique demande-t-elle de nouvelle stratégie de développement », 1950, P185.

42 P. Aydalot, « économie régionale et urbaine », édition Économica, Paris, 1985, p146.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

- Développement territorial (J.Friedeman, C.L.Weaver).
- Le développement pour le bas (C.Demaziere).
- Le développement auto centré, endogène ...etc.

Actuellement on ne parle plus de développement par le haut (l'Etat), on utilise de plus en plus le vocable de développement local ou territorial. Ainsi le développement local (DL) devient une logique nationale de développement d'après guerre.

Le développement local se veut une réponse à la crise des années 1970, dans le monde occidental. Il est lié aux différentes restructurations de la grande entreprise fordiste et aussi aux réformes de l'état. A partir de 1980, la notion, ou le concept est de plus en plus utilisée il est indissociable de la décentralisation dans le sens d'une "territorialisation de l'activité économique " donc d'une proximité géographique.

Le développement local souligne aussi l'expression d'une solidarité multiforme entre les acteurs d'une communauté autour d'un développement concerté en conformité avec les objectifs de celle-ci.

Le développement local par cette rupture, fait intervenir des nouvelles variables, trop souvent oubliées dans le développement global, ces variables sont :

- Le variable spatiale (espace – milieux – zone).
- Le variable locale ou territoriale.
- Le développement endogène.
- Les spécialisations souples,.....etc.

De toute manière, le concept traduit dans sa réalité le besoin de trouver d'autres alternatives à la crise, d'autres réponses de développement à partir des initiatives locales.

Le développement local peut donc créer des synergies multiples capables de valoriser les richesses locales, comme système d'interaction, il peut favoriser aussi les potentiels d'innovation individuels et sociaux du territoire.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

1-1-2 : Définition du développement local

L'association des deux termes « développement » et « local » appelle l'articulation de deux caractéristiques fondamentales : la durée qui doit marquer la démarche de l'espace, soit le territoire local concerné par cette démarche.

Le concept de développement local fait appel à de nombreuses définitions et divers appellations. Ainsi, dans des appellations comme le « développement endogène », « développement économique communautaire », « gestion des territoires ».

Donc pour mieux cerner la notion de développement local, on peut citer les définitions suivantes :

Selon GREFFE Xavier ; dans son ouvrage intitulé : « territoires en France, les enjeux économiques de la décentralisation » souligne que : « le développement local(DL) est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. Il sera donc le produit des efforts de sa population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses composantes économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active »⁴³.

Cette définition montre que pour atteindre des objectifs au sein d'un territoire, la coordination multidimensionnelle, économique, culturelle et sociale des acteurs, est le mode de base pour le développement local.

D'autres économistes ont défini le développement local comme : « un mouvement culturel, économique et social qui tend à augmenter le bien être d'une société ; il doit commencer au niveau local, et se propager au niveau supérieur (global) ; il doit valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui occupent ce territoire, il doit être global et multidimensionnel recomposant ainsi les logiques sectorielles »⁴⁴.

En outre, « ni mode, ni modèle, le développement local est une dynamique qui met en évidence l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent ».

43. Xavier GREFFE, « territoire en France, les enjeux économiques de la décentralisation », édition, ECONOMICA, Paris, 1984, p146.

44. Pecqueur Bernard, « le développement local, mode ou modèle », éd syro, paris, 1989, p16

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

Pour Bernard Pecqueur, « le développement local, sous ses aspects les plus spontanés, décrit les modalités d'adaptation et d'initiative autonome des producteurs de biens et services aux mutations profondes que connaît l'économie mondiale.

Jean -Yves GOUTTEBEL, mentionne que « le développement local est l'expression de la solidarité local créatrice de nouvelles relations sociales et manifeste la volonté des habitants d'une micro- région de valoriser les richesses locales, ce qui est créateur de développement économique »⁴⁵.

Selon DATAR en 1982, le développement local est « la mise en œuvre le plus souvent, mais pas exclusivement, dans un cadre de coopération communale, d'un projet global associant les aspects économique, sociaux, culturels du développement, généralement initié par des élus locaux, un processus de développement local s'élabore à partir d'une concentration large de l'ensemble des citoyens et des partenaires concernés et trouve sa traduction dans une maîtrise d'ouvrage commune »⁴⁶.

L'ouvrage intitulé « Dynamique spatial des populations et des activités » ; dont (J) BOUCHET est l'auteur souligne que « le développement local est une approche qui permet de coordonner la diversité des initiatives et la multiplicité des orientations des acteurs locaux dans leurs spécificités économique et sociales et culturelles »⁴⁷.

En Algérie, d'après une étude fait pour le compte de CENEAP (centre de national d'étude et d'analyse pour la population et le développement), les acteurs locaux enquêtés (Entreprise privée ou publiques, chambre élus, syndicats, établissement publics à caractère administratifs) conçoivent le développement local de la manière suivante :

- Le développement local est la mise en valeur des ressources locales et la recherche d'une conformité du développement locales aux ressources locales.
- Le développement local vise à la recherche de la qualité de la vie et à la disponibilité des équipements en infrastructures.
- Le développement local c'est renforcer et développer la PME/PMI.

45..Jean- Yves GOUTTEBEL, « stratégie de développement territorial », 2ème édition ECONOMMICA, paris 2003.

46. Définition de la DATAR (Délégation l'Aménagement du Territoire et l'Action Régionale) cité par (X) GREFFE in les territoire en France

47. (J) BOUCHET, « Dynamique spatiale des populations et des activités », 2ème édition ECONOMICA, paris 1984, p184.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

- Le développement local est la décentralisation et il vise l'équilibre intra-régional ainsi il répond aux problèmes socio-économiques dont on peut absorber le chômage.

Après tout ces définitions déjà évoqués, on constate que le concept de développement local repose sur un acquis théorique très riche, les conduites et les actions qui s'y réfèrent tentent de rapprocher la société civile et l'Etat local en donnant plus de liberté aux pouvoirs locaux pour prendre des décisions et réaliser leur projets, ce qui fait de la décentralisation qu'on définit comme étant le transfert d'autorité et de responsabilité de fonction publique de l'administration centrale vers les organisations gouvernementales subordonnées ou vers le secteur privé et qui a pour objectif d'enraciner la démocratie et le développement en s'approchant plus de la population.

En effet le développement local se base sur des dynamiques d'acteur économiques et sociaux, culturels, politique et environnementaux dans le but de renforcer leurs liens au sein d'un espace de développement bien définie pour le bien être des ménages et améliorer la qualité de vie des résidents de ce territoire et de se présenter comme partenaire organisé vis-à-vis de l'espace nationale et international.

1-1-3 Objectifs du développement local

Les buts du développement local sont les suivants ⁴⁸:

- ✓ Le DL vise à améliorer le cadre de vie des personnes de la communauté pour qu'elles puissent profiter d'un environnement sain et agréable.
- ✓ Il vise également à améliorer leur milieu de vie pour qu'elles puissent s'épanouir dans la communauté qui leur offre plusieurs occasions sociales et culturelles.
- ✓ Il cherche à améliorer le niveau de vie, afin que chacun dans la communauté, puisse travailler et donc gagner un revenu pour profiter des avantages de la communauté.
- ✓ Il permet une meilleure décentralisation administrative.
- ✓ Il constituera un avantage pour le territoire, un territoire développé est plus attractif.

Le succès d'une démarche de développement local dépend d'un certain nombre de préalables qui sont regroupés sous trois volets : l'existence d'une communauté locale, le partenariat et un

48. ZERARA (Nadjet), « Apport du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme au développement local : cas PDAU intercommunal de Bejaia », Mémoire master en science de gestion, UMAB de Bejaia, 2011, p24.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

climat propice à l'action. Aussi ; on peut ajouter que le DL ne peut être réalisé sans une volonté d'implication active de chaque acteur du territoire.

1-2 Les approches théoriques du développement local :

Les deux approches qu'on pourra citer dans ce qui suit sont l'approche territoriale et l'approche régulationniste.

1-2-1 L'approche territoriale du développement local

Cette approche se présente comme : « l'ensemble des relations intervenant dans une zone géographique qui regroupe dans un tout cohérent, un système de production, une culture technique et des acteurs »⁴⁹, elle rassemble les districts industriels, les milieux innovateurs et les SPL.

1-2-1-1 District industriel

La littérature sur les districts industriels s'inspire à l'origine du district industriel Marshallien développé par A. Marshall à la fin du 19^{ème} siècle. L'auteur met en évidence le rôle de la composante territoriale dans l'émergence des rendements croissant. Ces derniers résultant des économies externes d'agglomération et d'organisation.

L'intérêt du concept de district réside dans l'analyse des capacités d'un territoire donné générer son développement sur la base des relations de coopération et de confiance fondées sur les interdépendances entre des acteurs géographiquement proches.

Le district industriel, au sens marshallien, repose sur la proximité géographique et une division sociale du travail, c'est-à-dire une division de la production non pas au sein des entreprises mais entre les petites entreprises d'un même territoire, chacune se spécialise dans un segment de processus productif. L'efficacité des entreprises dans ce cas, passe par l'établissement de relations immatérielles et informelles entre elles, portant notamment sur l'échange d'informations diverses(technologies, marchés.....).

Cette notion du district industriel a été développée dans les années 70 et 80 par les économistes italiens à partir d'un certain nombre d'expériences concrètes, notamment dans la « troisième Italie centrale.

49 . KHERDJMIL Boukhalfa, « territoires, mondialisation et redéveloppement », in Revue d'Economie Régionale et Urbain, n°2 1999, p.269.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

Becattini(1992) définit l district industriel comme «une entité socio-territoriale caractérisée par la coexistence active d'une communauté ouverte d'individus et d'une population segmentée d'entreprises dans un espace géographique et historique donné »⁵⁰

❖ Les particularités du district industriel :

- C'est un système de valeur et de pensées homogènes véhiculée à travers des structures sociales ;
- Les entreprises se spécialisent dans une production bien définie ;
- La séparation de l'activité professionnelle, chaque individu offre le travail dont il est en mesure d'assurer ;
- Une concurrence intense et une information partagée sur le marché ;
- L'introduction des nouvelles technologies, l'innovation technologique renforce l'organisation interne du district et améliore la position socioéconomique d celui

1-2-1-2 Milieux innovateurs

La théorie du milieu innovation est née en 1986, dans l'ensemble des travaux menés par le Groupe de Recherche du Milieux innovateur européen (GREMI)⁵¹, crée par Philippe AYDALOT. Ce dernier élabore la première hypothèse qui constitue la base de toute recherche concernant les milieux innovateurs. Il avance qu'il existerait des « milieux » plus ou moins propices au développement selon la nature des relations que les entreprises entretiennent avec leur territoire d'insertion.

Un « milieu innovateur » est celui où les entreprises développent des réseaux d'échanges et de coopérations, et mobilisent les ressources humaines et matérielles de leur territoire.

Ainsi, la notion de « milieu innovateur » permet d'analyser les facteurs de développement économique de territoire. Il faut aussi que cette notion est répartie en deux concepts essentiels :

❖ Le milieu

Un milieu est « un ensemble territorialisé, ouvert sur l'extérieur, c'est-à-dire sur l'environnement technologique et de marché, qui intègre et maîtrise des savoir –faire, des

50. Becattini G, « le district Marshallien : une notion socio-économique », France, 1992, p.37.

51. Ce groupe est constitué en association en 1986 ; il réunit à son origine une vingtaine d'équipes de chercheurs européens et nord-américains et ceux-ci s'attachent à analyser la relation entre l'innovation technique et le territoire (Metteaccioli et Tabries 2007).

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

règles, des normes de valeur et du capital relationnel attaché à un système de production localisé. C'est-à-dire à un collectif d'acteurs ainsi qu'à des ressources humaines et matérielles »⁵². C'est pour cette raison que le milieu (ou territoire) est considéré comme la source d'innovation, ce qui nous amène à dire que le système territorial, devient pour l'innovation technologique un vecteur irremplaçable de synergies.

❖ L'innovation

Est considéré comme un mécanisme de création collective qui permet au niveau du territoire de s'adapter au changement du système techno-industriel. Le territoire créatif propose des moyens d'éducation et de recherche variés de haut niveau ; il favorise la diversité des environnements, des équipes, et des hommes, soutient les initiatives culturelles les plus diversifiées et assure la liberté de créer. Une dimension territorialisé du développement, d'innovation et des entreprises qui vient à Marshall ou Schumpeter.

En résumé, et de manière normative, l'approche par les milieux innovateurs propose une vision générale du développement économique territorialisé qui se caractérise par :

- une concurrence par l'innovation et non par les couts de production ;
- une organisation du système productif en réseaux et non sur des mécanismes de marché ou hiérarchiques ;
- la concurrence entre territoire et non entre entreprises.

1-2-1-3 Le système productif local

La théorie des systèmes productifs locaux s'est d'abord construite à partir du modèle du district industriel. Celui surtout selon ladéfinition des économistes industriels, lie des aspects économiques qui se produisent à l'intérieur d'un secteur avec l'appartenance à une communauté marquée par un système de valeurs et de pensées relativement homogènes.

Le SPL est une notion dérivée du concept Marshallien de « district industriel », il est une synthèse des travaux de divers chercheurs qui s'efforcent de donner une réponse à la question du développement à partir d'une analyse dynamique socio-économique locale et une meilleure prise en compte de la variable territoriale.

52. (A) MATTEACCIOLI, « Philippe AYDALOT pionnier de l'économie territoriale », édition L'HARMATAN, 2004.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

On peut retenir deux définitions essentielles concernant ce concept : Celle de Claude Courlet qui le définit comme : « un ensemble caractérisé par la proximité d'unités productives au sens large du terme (entreprise industrielles, de services, centres de recherches et de formation, interfaces, etc.) qui entretiennent entre elles des rapports d'intensité plus ou moins forte »⁵³.

Et celle de la Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action Régionale (D.A.T. R) qui le définit comme : « une organisation productive particulière localisée sur un territoire correspondant généralement à un bassin d'emploi. Cette organisation fonctionne comme un réseau d'interdépendances constituées d'unités productives ayant des activités similaires ou complémentaires qui se divisent le travail (entreprises de production ou de services, centres de recherche, organisme de formation, centres de transfert et de veille technologique, etc.) »⁵⁴

De cette définition on déduit que le territoire est un générateur et un contenant d'emplois, ce qui fait de ce système un réseau d'unités de production.

❖ Les types des SPL

Selon le D.A.T.A.R il se présente sur plusieurs formes :⁵⁵

- Les SPL de types « districts industriels italiens » : ils ont les mêmes caractéristiques des districts industriels italiens ; un nombre important de PME en relation étroites entre elles.
- Les SPL technologiques de types district technologiques ou milieux innovateurs : les entreprises sont hautement spécialisées dans des activités innovantes, entretenant des relations très denses entre elles, basées sur le partages d'une même culture technique.
- Les SPL émergents et grappes de PME en émergence : pour pouvoir bénéficier des échanges d'expériences nécessaires à leurs développements, les entreprises de ce type de SPL s'installent les unes à proximité des autres.
- Les systèmes des PME organisées autour de grandes entreprises : ce sont des PME organisées autour de grande entreprise c'est le cas de l'organisation de la production de

53. Claude COURLET, « les systèmes productifs locaux : de la définition au modèle », in réseaux d'entreprises et territoires. Regard sur les systèmes productif locaux, la documentation française.

54. ABC – pierre Battini «Réseaux sociaux et Territoires innovants » 3 colloque – collège provincial du Brabant Wallon ; 28 Novembre 2011.

55. La DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) cité par (X) GREFFE in les territoire en France.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

l'industrie automobile française ou multiples fournisseurs évoluent autour de grands constructeurs d'automobiles.

1-2-2 L'approche régulationniste du développement local :

Cette approche puise ses fondements dans le modèle de l'économie résiliente et régulationniste qui explique le dynamisme du poste fordisme à travers deux concepts fondamentaux : **le réseau, et la gouvernance**.

Une approche qui s'intéresse au mode d'organisation de l'entreprise ainsi qu'aux modes de régulation des rapports entre les entreprises d'un côté et celles des travailleurs d'un autre côté. Certains spécialistes comme (R) COASE, (O) WILLIAMSON, JENSEN et MECKLING avancent que ce système se focalise plus sur les interactions entre les agents qui jouent un rôle prépondérant dans le développement local.

Dans cette logique, elle fait référence à « la régulation des rapports entre les entreprises se matérialise dans l'espace à travers le réseau et les rapports qui se développent dans le réseau sont identifiés par la notion de gouvernance ».⁵⁶

Cette notion regroupe la théorie des coûts de transaction (COASE- WILLIAMSON et la théorie de l'agence (JENSEN- MECKLING).

- **Théorie du coût de transaction**

Apparue en 1937 cette théorie a pour objet de montrer qu'une entreprise a intérêt d'organiser sa production, c'est-à-dire à ne pas sous-traiter si les coûts de transactions sont plus élevés, et de renforcer la coopération entre les entreprises du même réseau. Elle permet aussi de réduire les coûts inhérents au marché (les coûts de transactions), de façon à ce que la firme doive sous-traiter une partie de sa production si le coût de transaction (lié au transport, la communication, etc.) sont inférieurs aux coûts liés à la production en interne. De ce fait ce mécanisme s'inscrit dans le cadre de la théorie des organisations⁵⁷.

- **Théorie de l'agence**

Un territoire apparue en 1976, qui met l'accent sur la relation entre le dirigeant et l'actionnaire. Elle définit ce lien comme un contrat par lequel une ou plusieurs personnes (le

56. (B) KHERDJAMIL, « territoire, mondialisation et redéveloppement », in revue d'économie régionale et urbaine », RERU N°2, 1999, p.270

57. BOUMOULA (SAMIR), « la problématique de la décentralisation à travers l'analyse des finances publiques communales de la wilaya de Bejaia », mémoire magister en science économique, UAMB de Bejaia, 2011.p19.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

principal) engagent une autre personne (l'agent) pour accomplir quelques services en leurs noms, impliquant la délégation d'une partie de l'autorité de prise de décision à l'agent⁵⁸.

La limite de cette approche estime rappelle que le marché n'a plus le monopole de la régulation. Les interactions des agents économiques peuvent être gérées par leur dynamique de coopération. Cette notion réseau et gouvernance apparait comme dénuée d'implantation territoriale profonde, la référence au local y est presque absente.

1-3 Les composantes, et les enjeux du développement local

Dans ce qui suit ; nous allons voir les composantes du développement local à savoir : le territoire et les acteurs institutionnels, économiques et sociaux, enfin nous terminons notre première section en citant les déférentes enjeux du développement local.

1-3-1 Les composantes du développement local

La démarche du développement se base sur une volonté commune d'intervenir, une capacité collective de lancer et soutenir un processus, de valorisation des ressources humaines et matérielles et c'est pour cette raison qu'il s'articule moyennant les composantes suivantes :

1-3-1-1 Le territoire

Selon Lorthiois « un territoire est un espace physique dont les limites sont définies par des critères géographique, administratifs, historiques, économique, humains..., tout projet de développement fait référence à un territoire... or le territoire est un facteur vivant flexible... il n'existe pas un découpage territorial bon ou mauvais en soi : il est bon ou mauvaise pour tel ou tel objectif ou action »⁵⁹.

De cette définition, on déduit que le territoire est une composante indispensable et le lieu du développement local.

1-3-1-2 Les acteurs du développement local

Le DL implique des interactions entre trois catégories⁶⁰ d'acteur qui sont :

58. ZERARA (Nedjet), « apport du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme au développement local : cas PDAU intercommunal de Bejaia », mémoire master en science de gestion, UAMB de Bejaia, 2011. P19

59. Atelier d'échanges et de formation au développement local, Dakar, 6/04 au 01/05/1999, CONCEPT, Avril 1999.

60. Lorthiois J. « le diagnostic local des ressources », ASDIC, EDITION W. 1996.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

➤ Les acteurs institutionnels

Ils rassemblent des pouvoirs issus de la légitimité démocratique tels que ; l'Etat et les structures déconcentrées, les collectivités locales et leurs services techniques, les organismes publics et semi-publics, jouant le rôle de maîtrise d'ouvrage, de partenaire ou d'intervenant dans le développement local.

➤ La communauté

Elle représente l'ensemble des populations vivant et agissant sur un territoire donné. Elle constitue, en fait, les dynamiques et les fondements même du développement local. Elle est hétérogène et constituée de groupes ou chaque membre constitue à son tour de l'acteur et le sujet et en même temps objet et bénéficiaire du développement (à travers les divers projets).

➤ Les acteurs économiques

Ils correspondent à l'ensemble des entrepreneurs et opérateurs qui à travers les PME, participent à la vie économique locale ou bien influent sur celle-ci, en produisant, l'investissant, rendant des services, consommant, offrant des emplois,.... Il y a lieu d'inclure les banques et les bailleurs de fonds pour leur rôle dynamique dans le financement des investissements, donc de la réalisation des projets. Il n'est pas important qui est le pilier qui prend l'initiative et qui pilote effectivement le développement (c'est la collectivité locale en générale), mais l'absence de l'un des autres est inévitablement un facteur d'échec, au moins à long terme.

1-3-2 Les enjeux du développement local

La revitalisation est l'enjeu principal du développement local, ajoutant à cela des enjeux qui prendront une importance plus ou moins grande selon les initiatives et les acteurs qui les portent. Il s'agit des enjeux de l'équité, de la démocratisation et du développement durable⁶¹.

➤ La revitalisation

Le développement local met l'accent sur le sous-développement des espaces urbains et des régions périphériques des grands centres économiques d'une nation. Cet enjeu peut être abordé sous différents angles. Dans cette optique, le développement local implique la

61. Levesque A, Fontan J M, « initiation au développement économique local et au développement économique communautaire : expériences pertinentes et études de cas », Montréal, 1992, p34.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

connaissance des besoins et des spécificités locales pour établir une stratégie permettant la mobilisation et la valorisation des ressources locales, dont le but est l'amélioration des conditions de vie et d'emploi d'une communauté ou d'un territoire.

Dans ce sens, le développement local ne présente pas une seule méthode qui sera appliquée partout et avec la même façon, mais chaque zone 'intervention doit établir un diagnostic pour identifier les problèmes et les besoins afin de pouvoir tracer et développer des voies à suivre et les mécanismes participatifs (validation et contrôle de l'orientation et du travail par la communauté) à implanter pour préserver et protéger les intérêts de la communauté. Donc, la revitalisation prendra différentes formes par la création d'emplois, d'entreprises et l'insertion dans marché du travail.

➤ **L'équité**

L'enjeu de l'équité représente la capacité de produire une certaine richesse sociale. Le souci du développement est de maximiser les retombées sur l'ensemble de la population en place ou d'intégrer des populations traditionnellement exclues pour assurer une répartition plus équitable de la richesse. Cet enjeu se manifeste sur plusieurs plans et il est parfois difficile à réalisé. Il pourra s'agir de favoriser l'implantation d'entreprises ayant des retombées positives pour la communauté, de développer l'entrepreneuriat au féminin.

➤ **La démocratisation**

Ici, il s'agira autant d'analyse et de répondre à des besoins que de formuler la population à une nouvelle réalité : le partage des responsabilités et l'investissement des lieux démocratiques.

Le partage des responsabilités, c'est la volonté de ne pas réduire son intervention à des tâches techniques, mais de l'élargir pour y inclure « Information- prise de décisions- participation à la planification.

L'investissement des lieux démocratiques, c'est la volonté de ne pas participer au travail accompli sur des lieux décisionnels à titre d'exemple la participation active aux assemblés de quartiers en milieu urbain, etc. Aussi la participation aux élections et à des conseils d'administration.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

Travailler au développement d'une équité sociale et une démocratisation des institutions sociales demande d'analyser une situation et de mettre sur pied des outils pour actualiser un plan d'action.

➤ Le développement durable

L'enjeu du développement durable est marginalisé. C'est "un mode de développement qui s'efforce de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs"(Rapport Brundtland)⁶². Deux concepts sont inhérents à cette notion :

- ✓ Le concept de "besoins" et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité.
- ✓ L'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.

Dans un sens large, ce type de développement est équitable et solidaire, respectueux de l'environnement et économiquement efficace⁶³. Il est une réponse de tous les acteurs (Etat, acteurs économiques, société civile), culturels et sociaux du développement face à l'urgence de la crise écologique et sociale qui se manifeste désormais de manière mondialisée (changement climatique, écarts entre pays développés et pays en développement, perte drastique de biodiversité, croissance de la population, mondiale...etc.), pour améliorer la qualité de la vie des populations, économiser les ressources naturelles et préserver la biodiversité, renforcer l'attractivité des territoires et enfin organiser la participation de tous les acteurs du territoire.

Section 2 : Le développement local dans la contrainte algérienne

Le développement local en Algérie a passé par deux principales phases. La première datée de l'indépendance à 1986 correspond à la période d'auto-centralisation dont la décision de projet a été prise par l'état central. La deuxième vient du début de la crise économique de 1986 à nos jours⁶⁴. Cette présente section, a pour objet d'expliquer dans un premier temps le phénomène du développement local en Algérie dans le contexte de planification, ou nous

62. Commission mondiale pour l'environnement et le développement, Rapport Brundtland Our Common Future, 1987

63. <http://www.mairie-leluc.com>.

64. CHERIF MUSTAPHA (maitre de conférence) : « zone industrielle et développement local : quelles perspectives * », Université de Tlemcen, 2010, p55 téléchargé de [site reweb.luedld.net](http://www.reweb.luedld.net).

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

allons exposerons les multiples programmes du développement promulgués par l'état providence, le deuxième point sera consacré au développement local en Algérie dans le contexte des réformes.

2-1- Première phase : le développement local dans le contexte de la planification

Durant cette phase, le développement local est estimé comme étant un ensemble de programmes visant à corriger les crises du « projet d'industrialisation » issue du colonialisme. Ces programmes, étaient réduits à des tâches d'investissement et équipements décidés par l'état central ou par les collectivités locales, destinés aux régions qui sont déterminées, par la pénurie des forces productives, l'importance du chômage, les faibles revenus, l'immigration et l'exode rural. Ces derniers peuvent être démembrés en :

2-1-1- Les programmes spéciaux (PS) à partir de 1966

C'est en 1966 que les PS sont inaugurés, Cette période a connu ensemble d'opérations et de programmes rattachés au secteur donné, et donc l'état a mis en œuvre une enveloppe pour ces programmes qui est estimée à 10.26 milliards de dinars entre 1967 et 1978⁶⁵ ces objectifs sont :

- Développement de l'investissement ;
- L'organisation de l'assainissement ;
- La recherche d'un équilibre entre les ressources locales et nationales ;
- La poursuite de la politique de désenclavement et de l'électrification rurale ;
- Création des postes d'emploi durable.

2-1-2- Les programmes d'équipements locaux des communes (P.E.L) à partir de 1970

La deuxième initiative, enveloppe les programmes d'équipement local lancés par le décret exécutif N° 73/139 DE 09/08/1973 à l'occasion de l'élaboration et le lancement du premier plan quadriennal (1970-1973). Ces programmes, visaient le développement des infrastructures économique et sociale et la création de nouveaux postes d'emploi. Par cet arrêté, les collectivités locales ont été incluses pour la première fois dans la prise de décision (les programmes ont été placés sous les tutelles des walis).⁶⁶

65.(A) BRAHIMI, « l'économie algérienne », édition, OPU, Alger 1989, p147.

66.ABDELMALKI.L et COURET.C : « les nouvelles logiques du développement ». Ed Harmattan, Paris, 1996, p 338.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

2-1-3-Les programmes communaux de développement (P.C.D) à partir de 1974

Ce sont des plans qui s'inscrivent dans la politique nationale du développement, elles sont définies comme « des programmes d'action court terme décidés par les autorités compétentes dans le cadre de la période du plan national »⁶⁷, ils sont réalisés par tranches annuelles. Ses objectifs sont :

- La fixation des populations afin d'éviter l'exode rural ;
- Assurer un financement intégral des opérations de développement⁶⁸ ;
- Plier au problème de difficulté de trésorerie lié aux avances consenties aux communes⁶⁹ ;
- L'intégration de la commune dans le processus national de planification⁷⁰ ;
- L'aboutissement à une vision globale de développement des collectivités locales.

2-1-4- Les programmes industries locales (P.I.L) à partir de 1975

Ils sont à l'origine d'un deuxième secteur public industriel décentralisé, dont le but est de corriger les effets négatifs du processus d'industrialisation conduit par le centre.

Les PIL sont fondés sur les attributions communales en matière de développement socio-économique reposaient sur les principes suivants :

-Dotation de chaque région d'un ensemble de PI en relation avec les ressources locales dont l'objectif d'assurer une relative autonomie

-Le renforcement de la décentralisation administrative par l'élargissement des responsabilités locales sur le plan économique

-Le recours à des technologies simples et au savoir-faire local valorisants de la main d'œuvre

-le freinage de l'exode rural et la valorisation des revenus ruraux non agricoles

Du point de vue de l'aménagement de territoire, nous pouvons dire que le PIL a aidé à réduire les inégalités entre les régions par la création d'un tissu industriel intense.

Cette période est caractérisée par l'empreinte de l'état comme seul entrepreneur et ce dans le souci de régler ses choix économiques.

67. BOUMOULA (Samir), « La problématique de la décentralisation à travers l'analyse des finances publiques communales de la wilaya de Bejaia » mémoire magister en science économique, UMAB de Bejaia, juin 2011, P.204.

68.(M) GUERMOUD, « le financement des plans communaux de développement et des plans de modernisation urbaine », In revue financière N 1, 1974, P.23

-(S) BENAÏSSA, « la déconcentration financière », In revue financière N 2 ; 1974, P.63.

69.(Z) SAHEB, « Opportunité et opérationnalité des plans communaux de développement dans la politiques micro-spatiales d'aménagement : cas de la wilaya de Tizi-Ouzou », mémoire magister en science économique, université de Tizi-Ouzou, 1989, P.42.

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

Le développement local dans cette période peut se résumer comme une participation passive des collectivités locales à leurs propre développement, c'est-à-dire d'exécution d'un plan venu d'en haut.

2-2- La deuxième période (à partir de 1986 à nos jours)

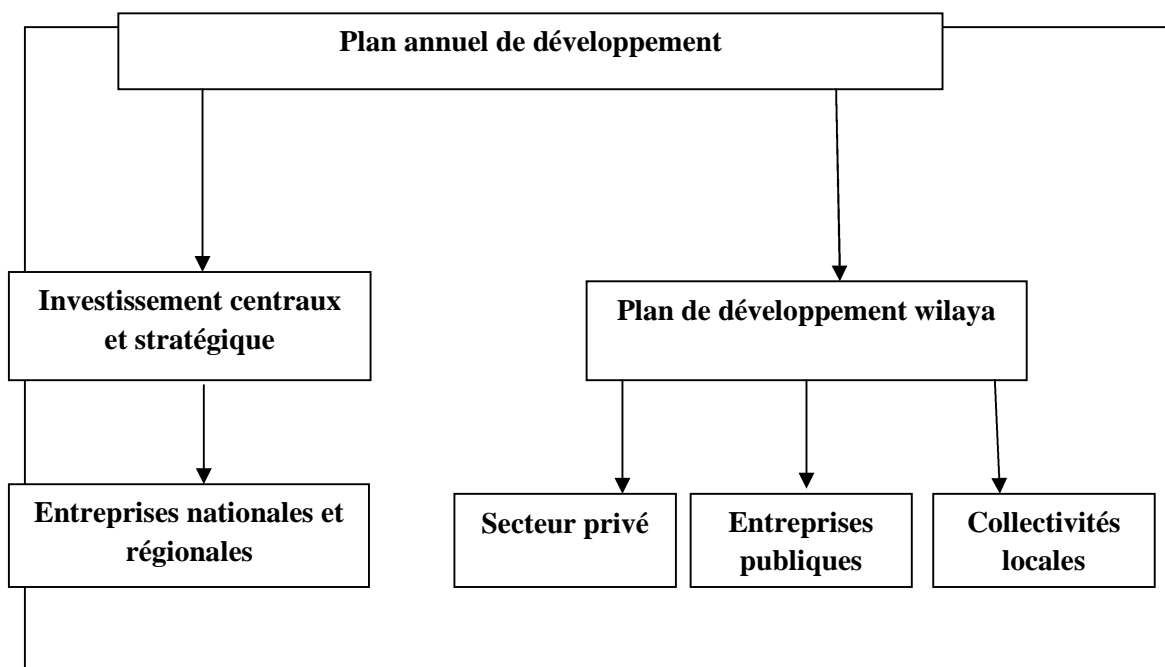
Dés le début des années 80, l'Algérie se trouve caractérisée par un grand échec économique et social. Ce qui a exigé l'état algérien a opté pour les principes de l'économie de marché comme remède à ce problème.

Ces réformes, visent tout un objectif organiser la transition de l'économie algériennes d'un système centralisé et bureaucratique vers un système décentralisé et d'économie de marché, en améliorant la compétitivité des institutions et de toute l'économie algérienne. Les premières, avaient pour objectif les transformations structurelles et institutionnelles tandis que les deuxièmes, visaient l'insertion de l'économie algérienne dans l'économie mondiale.

2-2-1- Les réformes institutionnelles

Au début des années 80 que ces réformes sont faites à base de la planification économique, qui peut être résumées comme suit :⁷¹

Figure n° 11: La nouvelle organisation de la planification économique



Source :DAHMANI.M, « l'évaluation des procédures d'élaboration et d'exécution de la planification algérienne ».

71. DAHMANI.M, « l'évaluation des procédures d'élaboration et d'exécution de la planification algérienne », in cahiers de l'INES de Tizi ousou, mars 1986. P 41

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

M.DAHMANI décrit la nouvelle organisation de planification économique comme suite :

« L'Etat prendra en charge les investissements à caractère répétitif et l'importance moyenne et enfin le secteur privé économique national mobilisera l'épargne l'investissant dans les secteurs non stratégiques »⁷².

Au niveau local d'immenses compétences sont dévolues aux instances décentralisées. Le processus de réforme continuera à partir de l'année 1988, un approfondissement avec la promulgation d'une loi sur la planification et deux autres loi en 1990.avec ces deux dernières lois qui sont relatives à la commune et à la wilaya, c'est toute une politique de décentralisation et de développement local qui se met en place.

En effet, le rôle de la loi 90.80 qui dit que « la commune met en œuvre toute mesure de nature à encourager et favoriser l'intervention des opérateurs », ainsi que cette loi charge la commune de pas moins de 250 missions touchant à tout aspect du développement.

2-2-2-Les réformes économiques et le développement local

Parallèlement à ces réformes institutionnelles, un ensemble de réformes est aussi adopté sur le système économique.ces réformes, imposent des nouveaux déficit à l'administration publique en générale et à l'administration économique en particulier.ces dernières, ont offraient au secteur privé plus d'avantage dans la participation au commerce extérieur d'où le rétrécissement de la particularité publique dans le patrimoine naturel⁷³.ce processus des réformes concerne l'économie nationale dans toutes ces dimensions.

- **Restructuration organique des entreprises** : elle engagée en février 1981 et repose sur deux principes :

-L'introduction de nouvelles normes de production dans le but d'accroître les capacités de production.

-La miniaturisation des grandes unités de production. Mais elle est justifiée de mauvaises performances des entreprises publiques.

- **La réforme du secteur l'agriculture** : elle est caractérisée par la restructuration des secteurs socialistes et coopératifs de la révolution agraire en DAS (domaines agricoles socialistes) pour améliorer la production agricole. Les DAS sont issus de la réforme de

72. Idem. P 42.

73.Idem, p12

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

1980, le but essentiel de cette réforme est permettre aux producteur l'exercice de leurs responsabilités dans l'exploitation des terres et d'assurer une autonomie effective aux exploitations.

- **L'autonomie des entreprises publiques :** la réforme de la loi n°88-01 du 12/01 /1988 port une orientation sur les EPE (entreprise pour l'environnement) qui considère la plus importante de l'année 1980, par ce que cette loi considère les entreprises publiques sont des personnes morales de droit privé (SPA ou SARL), qui dotes d'un capital social et de l'autonomie financière.
- **Promotion de secteur privé national :** le secteur privé algérien a été marginalisé par l'Etat pour une longue période. Il a connu un départ à partir des années 80, un début de réhabilitation à travers le décret de la loi 82-11 dont le but est d'encourager l'investissement privé.

Conclusion

Pour conclure on peut dire que le développement économique local, est une Collaboration indispensable entre toutes les entités, c'est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire d'échelle locale à partir de la mobilisation de tous les acteurs économiques et sociaux.

Dans notre pays, la politique de développement local en Algérie reste à construire, dans un environnement social difficile. Le défi est complexe et il était temps pour nous de réfléchir, sur une base participative associant le citoyen et tous les acteurs concernés, à mettre en place des stratégies efficaces. L'Etat exerçait un quasi monopole sur toutes les sphères d'activités économique et sociale. Les difficultés économiques que le pays a connues depuis la fin des années 80, et la décennie noire ont causé des pertes regrettables sur le plan humain, aussi sur plan économique.

L'Algérie a un potentiel en ressources humaines et matérielles qui lui permet de mieux réussir en matière de développement. Des progrès importants restent à faire en matière d'efficacité.

L'Etat algérien doit découpage administratif, ou changer de politique de décentralisation (Régionalisation par exemple), pour donner aux régions plus d'indépendance et d'autonomie, assurer aussi son rôle d'arbitrage et de contrôle et renforce des moyens

Chapitre II : les aspects théoriques sur le développement local

d'invention, notamment par la formation aux approches nouvelles et au management ; a fin de réaliser un développement économique local dans tout les régions de l'Algérie.

***Chapitre III: le rôle des PME
de la commune d'El kseur sur
développement***

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Introduction

La décennie 90, s'est caractérisée par des réformes, des mutations profondes de l'économie et des institutions. En effet, un ensemble d'organismes, d'opérateurs et d'acteurs, se sont mis en place graduellement, pour prendre part et animer la vie économique, politique et sociale mettant en place un nouvel environnement. La configuration et l'ambiance générale sont perceptibles à l'échelle locale, espace privilégié d'intervention. L'implantation d'un réseau de petites et moyennes entreprises jouera un rôle essentiel pour que le processus de car elle permet de réduire le taux du chômage, et de répondre aux besoins du marché local...etc

Dans ce chapitre nous essayerons de présenter dans le premier temps la wilaya de Bejaia et la commune d'El Kseur et quelques données sur les PME et leurs contributions à la création d'emploi, ainsi la méthodologie de l'enquête, et la présentation et l'analyse des résultats de notre enquête.

Section 1 : Présentation du cadre d'étude et d'enquête de terrain

Dans cette section en va essayer de faire une petite présentation de notre étude de terrain au sein de la wilaya de Bejaia (situation géographique, administrative et démographique, ainsi que la situation des PME et son caractéristique).

1-Présentation de la wilaya de Bejaia

1-1-La situation géographique et administrative

La wilaya de Bejaia est une wilaya (province) algérienne, située au nord du pays, dans la région de la Kabylie sur sa côte méditerranéenne. Elle est divisée administrativement en 52 communes et 19 daïras.

La wilaya de Bejaia a une superficie de 3 268 km². La population résidente telle qu'évaluée lors du recensement de 2008 est de 912 577 habitants.

Elle est limitée par:⁷⁴

-La mer Méditerranée au Nord

-La Wilaya de Jijel à l'Est

-Les Wilayas de Tizi-Ouzou et Brouira à l'Ouest

74.Direction de programmation de Suivi Budgétaire (DPSB) de la wilaya de Bejaia, « Annuaire statistique 2013 ».

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

-Les Wilaya de Bordj Bou Arreridj et Sétif au Sud

Le territoire de la Wilaya de Bejaia est marqué par la prépondérance des reliefs montagneux (75% soit 3/4 de la superficie totale de la Wilaya), coupé par la vallée de la Soummam et les plaines situées près du littoral.

Figure n°1 : La carte géographique de la wilaya de Bejaia



Source : www.bgayet.net

1-2- le mouvement des PME dans la wilaya de Bejaia

La wilaya de Bejaia connaît un mouvement économique important dans les différentes branches d'activités, du fait qu'elle se situe dans le TOP 5 en ce qui concerne la création des PME à l'échelle nationale.

Le tableau suivant montre la répartition des PME par commune dans la wilaya de Bejaia

Tableau n°22 : Evolution des PME privées par commune

Secteurs d'activités	PME 3 ^{eme} trimestre 2015	Mouvements 4 ^{eme} trimestre 2015				Total de PME 4 ^{eme} trimestre 2015
		Création	Radiation	Réactivation	Cart	
01 BEJAIA	6706	140	00	23	163	6869
02 AMIZOUR	567	16	00	03	19	586
03 FERAOUN	215	06	00	00	6	221
04 TAOURIRT IGHIL	72	04	00	00	4	76

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

05	CHELLATA	78	01	00	01	2	80
06	TAMOKRA	22	01	00	00	1	23
07	TIMZRIT	618	03	00	04	7	625
08	SOUK TENINE EL	452	07	00	00	7	459
09	M' CISNA	103	04	00	00	4	107
10	TINBDAR	60	03	00	00	3	63
11	TYCHI	386	06	00	01	7	393
12	SEMAOUN	306	06	00	00	6	312
13	KENDIRA	92	03	00	00	3	95
14	TIFRA	87	01	00	00	1	88
15	IGHRAM	141	07	00	01	8	149
16	AMALOU	166	04	00	00	4	170
17	IGHIL ALI	90	00	00	01	1	91
18	FENAIA ILMATEN	114	04	00	00	4	118
19	TOUDJA	120	01	00	02	3	123
20	DARGUINA	229	06	00	00	6	235
21	SIDI AYAD	65	02	00	00	2	67
22	AOKAS	448	05	00	02	7	455
23	BENI DJELLIL	184	04	00	01	5	189
24	ADEKAR	116	02	00	01	3	119
25	AKBOU	1879	57	02	16	71	1950
26	SEDDOUK	422	13	00	09	22	444
27	TAZMALT	822	22	00	07	29	851
28	AIT REZZINE	205	06	00	00	6	211
29	CHEMINI	188	07	00	02	9	197
30	SOUK OUFLA	167	05	00	01	6	173
31	TASKRIOUT	303	06	00	02	8	311
32	TIBANE	68	03	00	01	4	72
33	TALA HAMZA	253	04	00	03	7	260
34	BARBACHA	199	10	00	00	10	209

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

35	BENI KSILA	101	01	00	01	2	103
36	IFRI OUZLEGUEN	386	12	00	01	13	399
37	BOUHAMZA	131	02	00	02	4	135
38	BENI MELIKECHE	44	01	00	00	1	45
39	SIDI AICHE	574	04	00	02	6	580
40	EL KSEUR	795	18	00	03	21	816
41	MELBOU	203	02	00	00	2	205
42	AKFADOU	88	03	00	00	3	91
43	EL FLAY	115	02	00	00	2	117
44	KERRATA	591	20	01	00	19	610
45	DRAA EL KAID	270	08	00	00	8	278
46	TAMRIDJET	111	01	00	00	1	112
47	AIT SMAIL	201	02	00	00	2	203
48	BOUKHLIFA	96	03	00	01	4	100
49	TIZI NBERBER	100	03	00	00	3	103
50	BENI MAOUCHE	109	02	00	00	2	111
51	OUZGHIR	430	17	01	02	18	448
52	BOUDJELLIL	172	07	00	00	7	179
Total		20 460	477	04	93	566	21 026

Source : Direction des mines et d'industrie, Bureau d'industrie Wilaya de Bejaia 2015.

D'après le tableau ci-dessus nous remarquons que le nombre total des PME enregistré c'est comme suite :

Entre le 3^{eme} semestre et le 4^{eme} semestre 2014 le mouvement des PME a enregistrées

- 447 créations
- 93 réactivations
- 04 radiations

1-3- Les secteurs d'activités dominants

Ce tableau fait ressortir deux remarques qui sont liée à la taille et secteur d'activité des entreprises.

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Tableau n°23: Catégorie des PME par secteur d'activité dans la wilaya de Bejaia

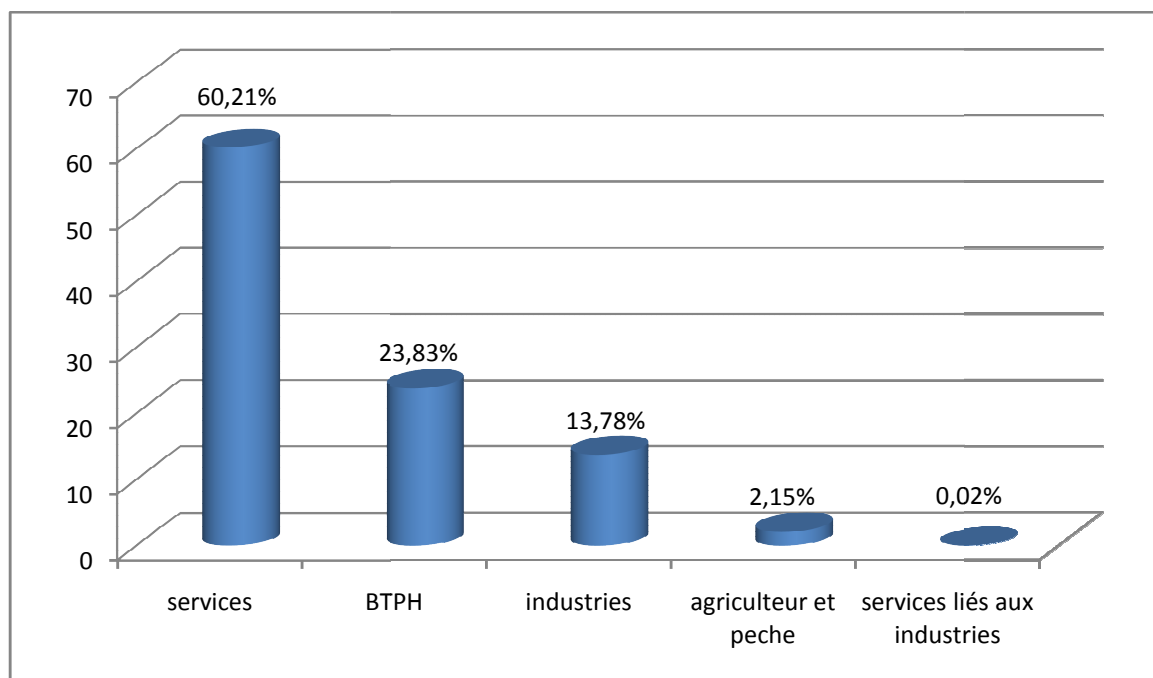
Secteur d'activité	PME de 1 à 9 salarié	PME de 10 à 49 salariés	PME de 50 à 250 salariés	Nombre de PME
Service	11016	332	50	11398
En	97%	3%	0,44%	
BTPH	4200	262	49	4511
En	93%	6%	1%	
Industrie	2426	146	38	2610
En	93%	6%	1%	
Agriculture et pêche	339	67	1	407
En	33%	16%	0,25%	
Services liés aux Industries	1	2	1	0
En	33%	67%	0%	
Total	17982	809	138	18929
En	95%	4%	1%	

Source : direction des mines et d'industrie, bureau d'industrie wilaya de Bejaia 2015

La remarque qu'on peut tirer de ce tableau est la dominance des entreprises appartenant au secteur de service avec un total de 60.21%, en deuxième position vient BTPH avec un taux de 23.83% suivi par l'industrie avec un total de 13.79%.

Figure n° 13 : Présentation des PME par secteur d'activités dominant.

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local



Source : Direction des mines et d'industrie, Bureau d'industrie Wilaya de Bejaia 2015.

D'après cette figure on remarque que le secteur des services est dominant avec 60.21% suivi par le BTPH avec 23.83%, les autres secteurs ne représentent qu'une infimité de la part des PME.

1-4 Evolution de la population des PME et l'emploi dans la wilaya de Bejaia

La wilaya de Bejaia occupe la quatrième place au niveau national en termes de nombre de la création d'entreprises avec 21067 PME au 31/12/2015.

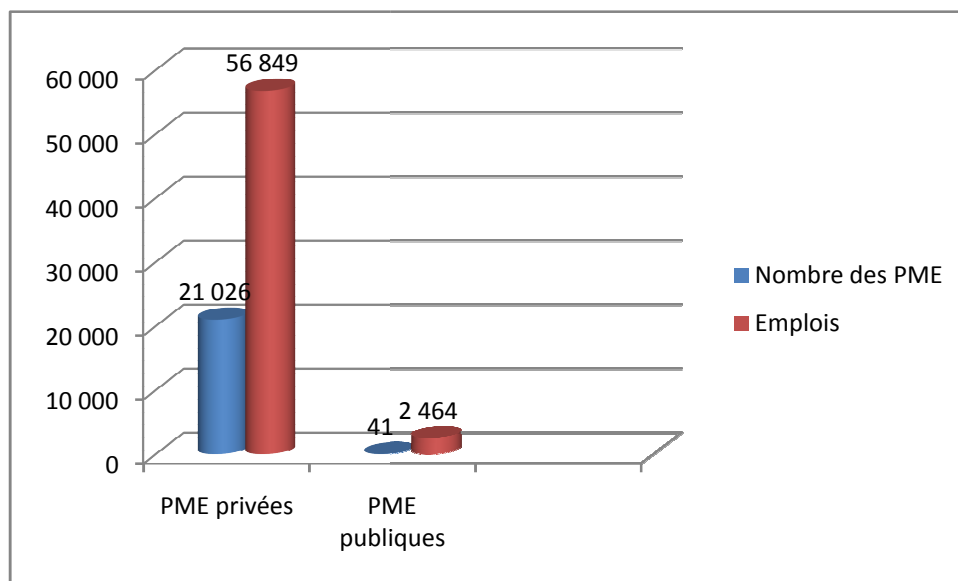
Tableau n°24: Population des PME et d'emplois créent dans la wilaya de Bejaia au 31/12/2015

Nature des PME	Nombre des PME	Emplois	Part (%)
PME privées	21 026	56 849	99,80%
PME publiques	41	2 464	0,20%
Total	21 067	59 313	100%

Source : la direction des PME de la wilaya de Bejaia, 2015.

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Figure n° 14 : population du secteur des PME et d'emploi dans la wilaya de Bejaia.



Source : la direction des PME de la wilaya de Bejaia, 2015.

D'après les données, nous constatons que les PME privées occupent une place très importante dans la wilaya de Bejaia, du fait qu'elle représente la majorité des PME avec une part de 99,81% dans la fin de l'année 2015 (emploi un effectif de 56 849 personnes), suivi par le secteur publique avec une valeur marginale estimée à 0,19% du total des PME (emploi un effectif de 2 464 personnes).

2- Présentation de la commune d'El kseur

La commune d'Elkseur est située dans la vallée de la Soummam, au centre d'un triangle formé par Bejaia, Amizour, et Sidi Aich, elle s'étend entre Adekar et Aghbalou et l'Oued de la Soummam. La commune d'Elkseur s'étend sur superficie de 94,06 km² est chef lieu de la daïra, entourée par la commune de Toudja au Nord, par la commune de Oued Ghir à l'Est et par de Taourirt –Ighil à l'Ouest. Elle constitue un carrefour stratégique dans la région, traversée par une ligne de chemine de fer et de deus routes nationales N°12 et 26. Elkseur se localise à 20 km de la wilaya de Bejaia, 108 km de la wilaya de TiziOuzou et de 224 km de la wilaya d'Alger.

La commune d'Elkseur se caractérise par une densité de la population 60,23 hab/km² en 2011, la population atteint 52767 habitants en fin 2011. La population active représente un taux 5,8% de la totalité. 72% de la population totale est aggloméré dans les zones urbaines ou se trouvent la plupart des équipements dans le chef lieu. Le reste (28%) est installé dans les

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'Elkseur sur le développement local

zones rurales. La commune connaît une fluidité de circulation garantie par les réseaux routiers suivant : 02 routes nationales (RN N°12 et 26), 03 chemins de wilaya et de plusieurs pistes et chemins communaux. Ajoutant à cela le réseau ferroviaire (les chemins de fer BENI MANSOUR- BEJAIA) qui traverse la commune d'Elkseur.

La commune d'Elkseur connaît plusieurs efforts d'investissements publics ainsi que privés depuis deux décennies ces investissements ont entraînés mutations considérables au sein des différents secteurs, industriels, agricoles et de services. La superficie de la commune d'Elkseur est de 9406 (ha), dont la superficie des terres de vocation agricole qui s'étend à 500 (ha).

- Les principales activités industrielles les plus prodiguées au sein de la commune d'Elkseur sont :
- Production d'éléments de cuisine ;
- Production agroalimentaire ;
- Production de confection vêtement et lingerie ;
- Production de matériaux de construction.

En effet le total de ces entreprises atteindra 506 petites et moyennes entreprises avec 2365 emplois en fin de 2011.

Les infrastructures dans la commune d'Elkseur sont diverses et constituent une grande importance pour le développement de la commune à savoir :

- **Les infrastructures éducatives qui regroupent :**
 - ✓ 26 établissements primaires ;
 - ✓ 08 établissements moyens ;
 - ✓ 03 établissements secondaires ;
 - ✓ 01 centre de formation professionnelle pour adulte.
- **Les infrastructures culturelles**
 - ✓ Un centre culturel et une bibliothèque d'une capacité de 500 places.
- **Les infrastructures sportives**
 - ✓ 01 salle omnisport ;
 - ✓ 03 salles de jinx sport (Hand Ball, Volley Ball, Basket Ball) ;
 - ✓ 01 salle de karaté et de judo;

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'Elkseur sur le développement local

- ✓ 01 stade communal de foot Ball.
- **Les infrastructures administratives**
- ✓ Les établissements financiers (BNA, BDL, CPA, et la CNEP banque) ;
- ✓ Une inspection des impôts direct et indirecte;
- ✓ Une agence CNAS, d'assurance S.A.A, et une recette des contributions diverses.

La commune d'Elkseur dispose d'un tissu industriel important, qui participe à l'enrichissement de l'assiette fiscale de la commune par biais des entreprises installées sur le territoire communal.

L'ensemble des prérogatives disponibles sur la commune d'Elkseur encouragent l'installation des populations ainsi que l'installation et/ou l'extension de l'activité économique.

Section 02 : Résultat de l'enquête et analyse des données

Dans cette section, nous allons présenter les résultats de notre enquête de terrain ou on va donner quelques informations concernant les PME qui ont répondu à notre enquête, puis on va analyser et traiter les données qu'on a récupérées au sein de ces entreprises.

1- La démarche méthodologique de l'enquête de terrain

Il s'agit d'une enquête par questionnaire, complétées par des entretiens directs avec les entrepreneurs. Nous avons déposé 20 questionnaires dans les différents PME de la commune d'Elkseur.

1-1 Objectifs de l'enquête:

Cette a pour objectif de recueillir les informations concernant l'entrepreneur (son profil et sa trajectoire socioéconomique, son domaine et son environnement ainsi que son niveau d'étude...), l'entreprise (sa création, son domaine et son effectif, sa relation avec le développement de la commune et l'innovation, les difficultés et les problèmes rencontrés, ... en terme d'accès au financement, sa relation avec l'administration, etc.). Il s'agit, pour nous de répondre à certaines de nos interrogations, à savoir le rôle de la PME dans la création de l'emploi, le renouvellement du tissu industriel et sa contribution au développement local et à l'innovation, ainsi que les entraves qu'elle rencontre.

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

1-2 Le contenu du questionnaire

Notre questionnaire est constitué de plusieurs formes de questions : des questions ouvertes, semi-ouvert et des questions fermées à réponses et multiples.

- Les questions ouverts comme leurs nom l'indique, elles permettent à la personne interrogée de répondre sans contrainte ni indication ;
- Les questions semi-ouverts donnent à l'enquêté la possibilité de donner une réponse non prévue lors de la préparation du questionnaire (Si Oui, dites pourquoi) ;
- Les questions fermées se décomposent en deux types :
 - Questions fermées à réponse unique obligeant l'enquête à faire son choix entre un nombre limité de réponses (Oui/Non) ;
 - Questions fermées à réponses multiples donnant à l'enquêté la possibilité de répondre par une seule ou plusieurs propositions.

2 - Résultats de l'enquête et analyse des données

Après avoir présenté l'enquête de terrain, nous arrivons enfin à l'analyse de l'information recueillie, qui va, bien entendu, nous permettre de dégager nos principaux résultats

2-1- Présentation de l'échantillon global

Après avoir réalisé quelque entretien et récupéré les questionnaires qu'on a distribué au départ dont le nombre total était de 21 questionnaires, seulement 15 entreprises soit 71,43% ont répondu aux questionnaires et le reste (06 entreprises), soit 28,57% n'ont pas répondu (voir la figure N°14) pour plusieurs causes :

- Quelques entrepreneur (ou responsables des entreprises) ont refusé de remplir le questionnaire par manque de temps ;
- Certains étaient soit en congé, soit en formation ou encore en mission ;
- D'autres ne trouvent aucun intérêt, pour eux, de nous remplir le questionnaire

Tableau n°25: La taille de l'échantillon de notre enquête

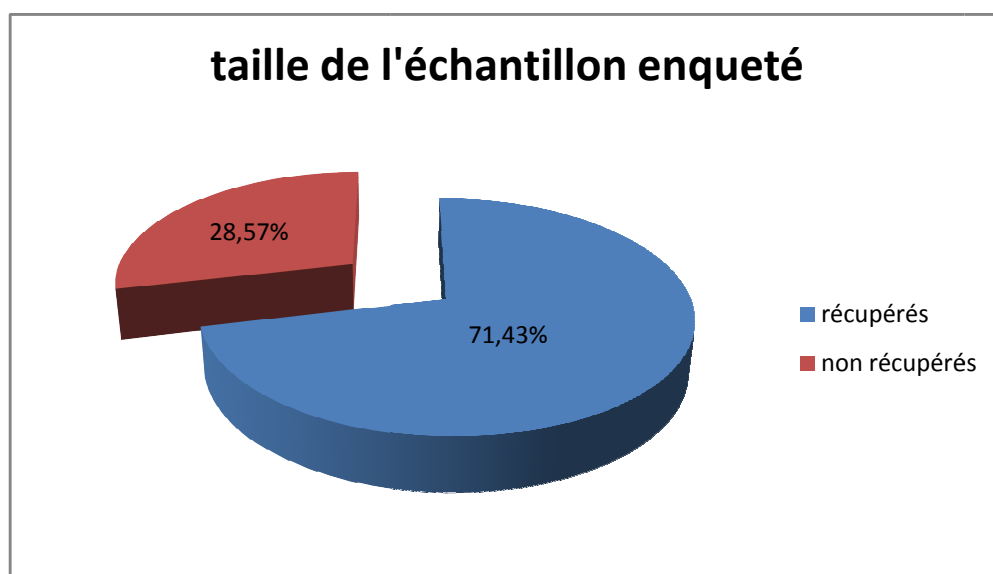
Nombres Questionnaires	Références	Pourcentage %

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Récupérés	15	71.43%
Non récupérés	06	28.57%
Distribués	21	100%

Source : établi par nos soins à partir l'enquête de terrain.

Figure n°15 : taille de l'échantillon enquêté



Source : établi par nos soins à partir l'enquête de terrain.

2-2 Identification de l'entreprise

2-2-1 Répartitions de l'entreprise selon le type :

Le tableau suivant montre bien la prédominance de secteur privé dans la commune d'elkseur

Tableau n°26 : Répartition de l'entreprise selon le type

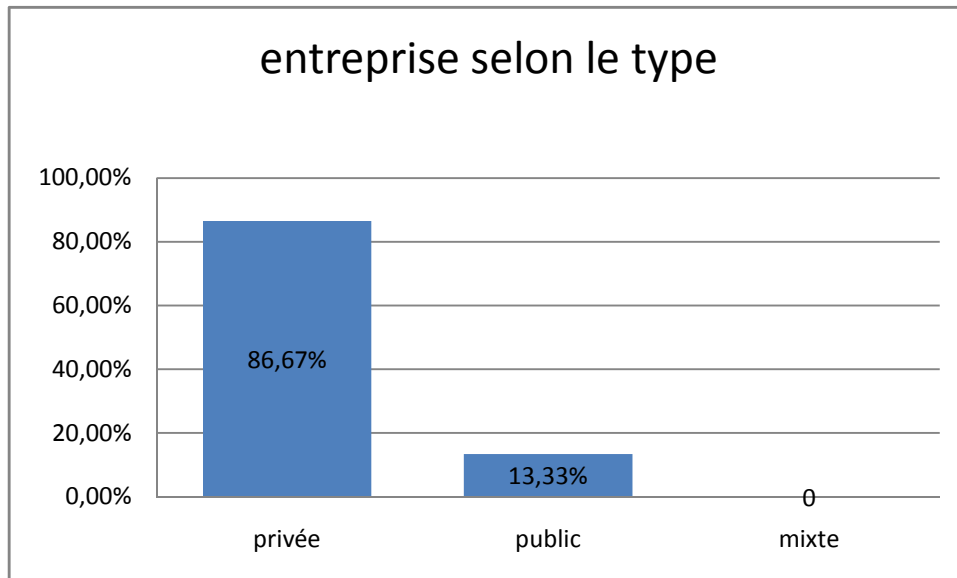
Type de l'entreprise	Nombre	Pourcentage (%)
Public	02	13,33%
Privée	13	86,67%
Mixte	00	00%
Total	15	100%

Source : établi par nos soins à partir l'enquête de terrain

Ce tableau montre que plus de 86% des entreprises de notre échantillon sont de secteur privé contre 13,33% seulement pour le secteur public.

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Figure n°16 : Répartition de l'entreprise selon le type



Source : établi par nos soins à partir l'enquête de terrain

2-2-2 Période de création d'entreprise

Dans le tableau suivant, nous allons montrer l'année de création des entreprises enquêtées.

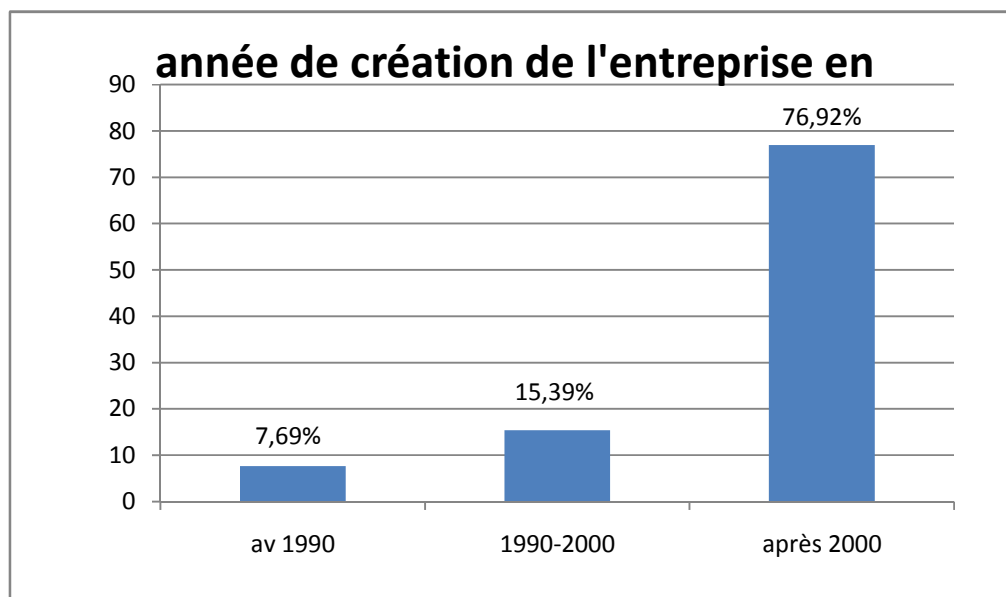
Tableau n°27 : la date de création d'entreprise

Année de création de l'entreprise	Nombre	%
Avant 1990	01	07.69%
1990-2000	02	15.39%
Après 2000	10	76.92%
Total	13	100%

Source : élaboré par nos soins à partir les résultats de l'enquête de terrain.

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Figure n°17: La date de création d'entreprise



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

Remarque: deux entreprises n'ont pas répondu à cette question

Nous constatons qu'il y a une forte dynamique de création d'entreprises à partir de l'année 2000 avec un pourcentage de 76.92 %. Cette évolution s'explique par l'importance accordée à l'initiative privée grâce au processus de libéralisation croissant de l'économie algérienne, et l'ensemble des mesures destinées à promouvoir l'entrepreneuriat privé.

2-2-3 Origine des entrepreneurs

L'entrepreneur est l'acteur principal dans l'activité de la création d'entreprise. Il est la source de l'idée. C'est à lui qui revient la décision de se lancer dans la création, il évolue dans un milieu qui l'influence et sur lequel il a des effets par son action.

Alors, nous présentons dans le tableau suivant, les origines des entrepreneurs au sein des PME de notre enquête.

Tableau n°28 : Origine des entrepreneurs

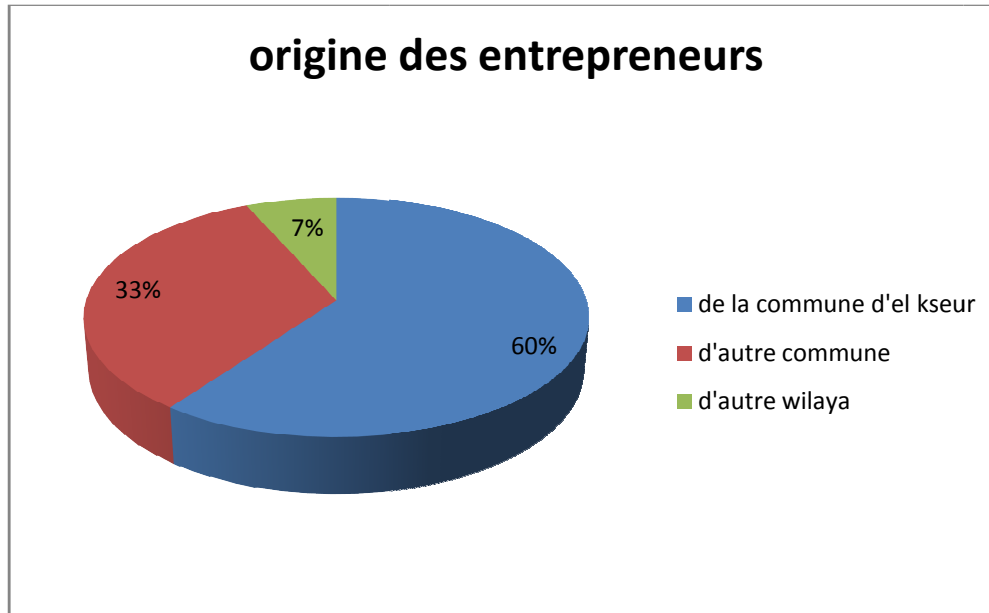
Origine des entrepreneurs	Nombre	%
De la commune d'El Kseur	09	60
D'autre commune	05	33.33

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

D'autre wilaya	01	6.66
----------------	----	------

Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

Figure n° 18 : Origine des entrepreneurs



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

Les résultats de l'enquête nous montrent que 60% des entrepreneurs sont originaire de la commune d'El Kseur autrement dit les entrepreneurs préfèrent s'implanter essentiellement dans leur territoire d'origine. Ce choix de localisation peut être aussi expliqué par :

- L'utilisation des lieux familiaux comme lieu d'implantation de leurs entreprises ;
- Participation des entrepreneurs au développement de leurs régions.

Par contre soit 33.33% sont venu d'autres communes, et 6.67% vient d'une autre wilaya.

2-2-4 Niveau d'instruction des entrepreneurs

Comme cela a été signalé au cours de la première partie, le niveau d'instruction de l'entrepreneur joue un rôle très important dans le processus de création et de développement de tout des entreprises, comme l'indique le tableau suivant :

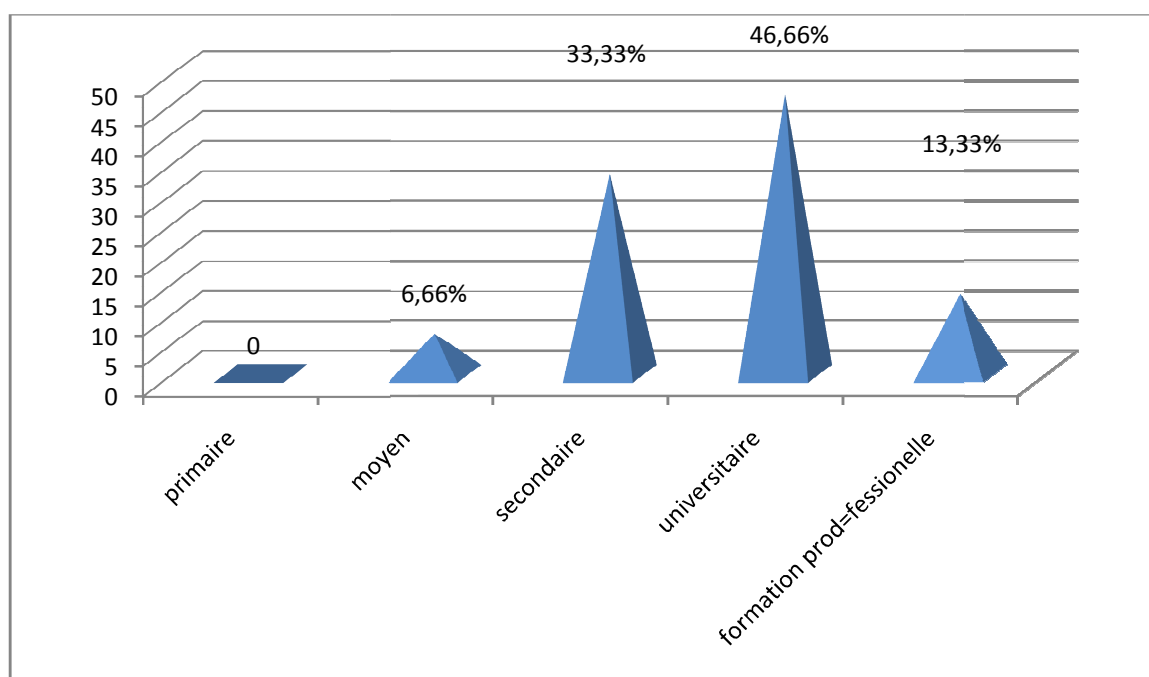
Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Tableau n° 29 : Niveau d'instruction des entrepreneurs

Niveau d'instruction des entrepreneurs	Nombre	%
Primaire	00	00%
Moyen	01	6.66%
Secondaire	05	33.33%
Universitaire	07	46.66%
Formation professionnelle	02	13.33%

Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

Figure n° 19 : Niveau d'instruction des entrepreneurs



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

Le niveau d'instruction peut être d'un apport important dans la création et le développement de l'entreprise dans le sens où l'individu dispose des compétences et des connaissances dans un domaine précis lui permettant de mieux gérer son affaire. La figure n°18 montre que 46,66 % des entrepreneurs ont un niveau universitaire et que 33,33 % ont un niveau secondaire, ainsi qu'un taux de 6,66 % à un niveau moyen, alors que la formation professionnelle représente un taux 13,33 % des entrepreneurs enquêtés.

2-2-5 Le secteur d'activité des entreprises

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

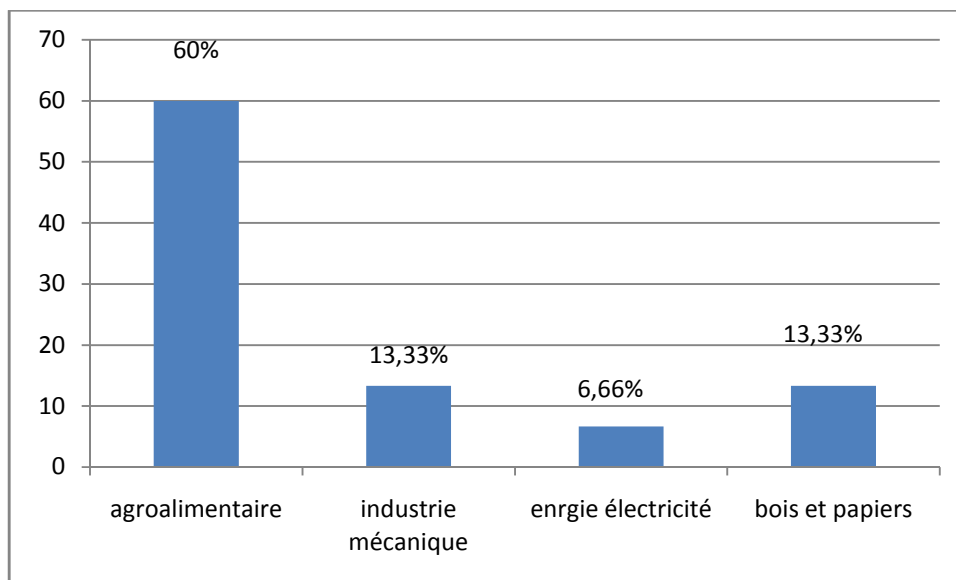
En matière de secteur d'activité, la PME qui enquêté existe dans tous les secteurs d'activités, mais d'une façon différents d'un secteur à l'autre, comme montre le tableau suivant, couvrent les différentes secteurs d'activités existants :

Tableau n° 30:Le secteur d'activité des entreprises

Secteur d'activité	Nombre	%
Agroalimentaire	09	60%
Industrie mécanique	02	13.33%
Energie et électricité	01	6.67%
Bois et papiers	02	13.33%
Total	15	100%

Source : élaboré par nos soins à partir les résultats de l'enquête de terrain.

Figure n°20 : Le secteur d'activité des entreprises



Source : élaboré par nos soins à partir les résultats de l'enquête de terrain.

Pour la répartition des entreprises par secteur d'activité ,nous remarquons que 60% des entrepreneurs enquêtées exercent dans les secteurs de agroalimentaire, Suivi par le secteur de industrie mécanique ,bois et papiers avec un taux de 13.33% (pour chacun), et en fin le secteur de énergie électricité à un taux de 6.66%.

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

La plus part des entrepreneurs enquêtés ont répondu que le choix de secteur d'activité se fait avec des études approfondies. Ils ne peuvent pas investir dans des domaines où il existe beaucoup de doute. D'après les réponses obtenues, les entrepreneurs ont choisi ces différents secteurs d'activité par conviction qu'ils sont plus rentables que les autres secteurs.

2-2-6 Le statut juridique des entreprises enquêtées

L'analyse des entreprises de notre échantillon selon leur statut juridique fait ressortir cinq modalités à savoir, des sociétés par action (SPA), des sociétés à responsabilités limitées (SARL), des entreprises unipersonnelles à responsabilités limitée (EURL), des sociétés en nom collectif (SNC), des entreprises personnelles (EP). Les résultats de notre enquête sont résumés dans le tableau suivant :

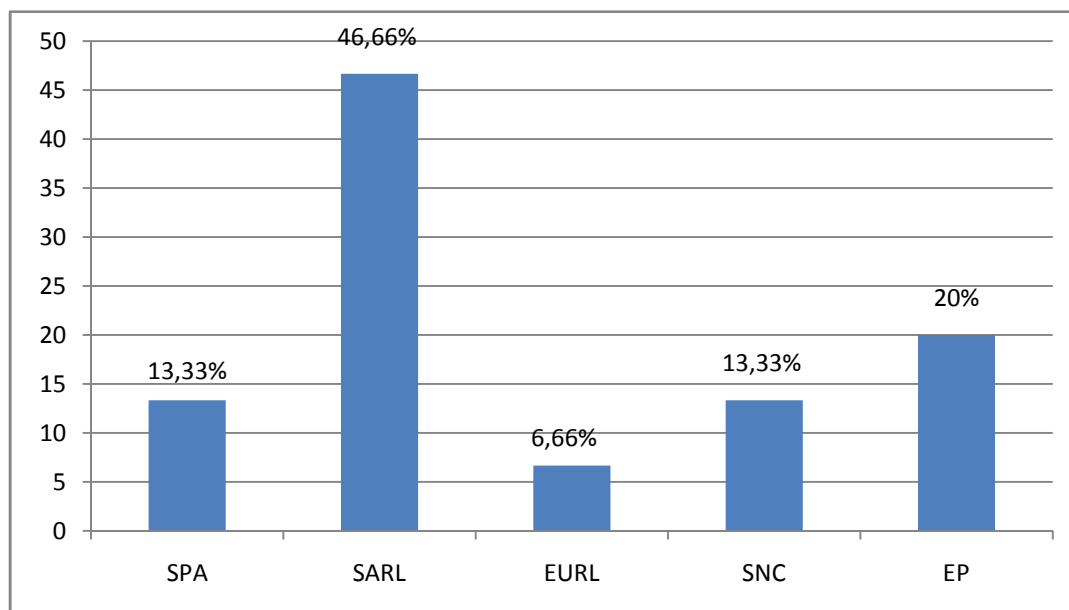
Tableau n°31 : Le statut juridique des entreprises enquêtées

Le statut juridique	Nombre	%
SPA	02	13.33%
SARL	07	46.66%
EURL	01	6.66%
SNC	02	13.33%
Entreprise personnel	03	20%

Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Figure n°21 : Le statut juridique des entreprises enquêtes



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

La forme juridique la plus dominante des 15 entreprises enquêtées est celle de la SARL avec un taux de 46.66% suivi par EP avec un pourcentage 20% et SPA et SNC avec un pourcentage de 13.33% pour chacun et EURL avec 6.66%.

2-2-7 Evolution de l'emploi dans la commune d'El Kseur

La reconfiguration de l'économie nationale depuis le début des années 90 vers une économie de marché a permis une nette augmentation du nombre de PME. Depuis, ces entreprises assurent un nombre relativement important d'emploi.

Tableau n°32: Evolution d'emploi dans la commune d'El Kseur

Evolution d'emploi	Nombre	%
A la création	90	20,93
Actuellement	340	79,07

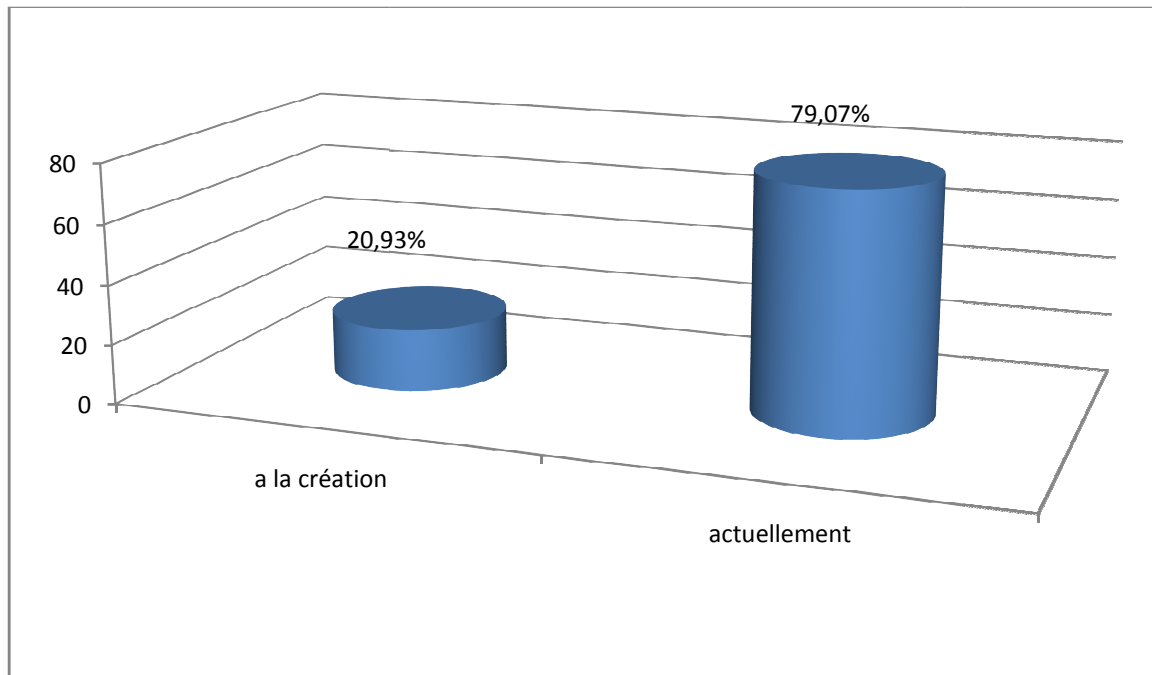
Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain

D'après le tableau on constate que le nombre d'emploi est passé de 20.93 % à la création des entreprises enquêtées au sein de la commune d'El Kseur jusqu'à 79,07 % actuellement, soit

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

avec un taux d'évolution de 58,14 % ce qui explique que les PME de la commune d'EL Kseur participe à la réduction de taux de chômage

Figure n°22 : Evolution d'emploi dans la commune d'ElKseur



Source : élaboré par nos soins à partir les résultats de l'enquête de terrain.

2-2-9 Le financement des entreprises enquêtées

Les entrepreneurs rencontrent parfois des problèmes pour financer ses projets d'investissement, dans ce cas elles cherchent à retrouver des sources de financement par plusieurs méthodes. Durant notre enquête, on a posé la question suivante aux entrepreneurs :

-comment avez-vous financé la création de votre entreprise ?

Les résultats sont résumés dans le tableau suivant :

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Tableau n° 34: Financement de la création d'entreprises enquêtées

Désignation	Nombre	%
aide familial	02	13.33%
épargne personnel	06	40%
crédit bancaire	04	26.66%
aide de l'état (Ansej, CNAC...)	03	20%

Source: Etabli à partir des données de l'enquête.

La plupart des entrepreneurs ont financé la création de leur entreprise par l'épargne personnelle (40%) et le crédit bancaire (26.66%), suivie par l'aide de l'état (20%), et en fin aide familial avec un taux de (13.33%).

2-2-10 Facteurs motivants à la création d'entreprise

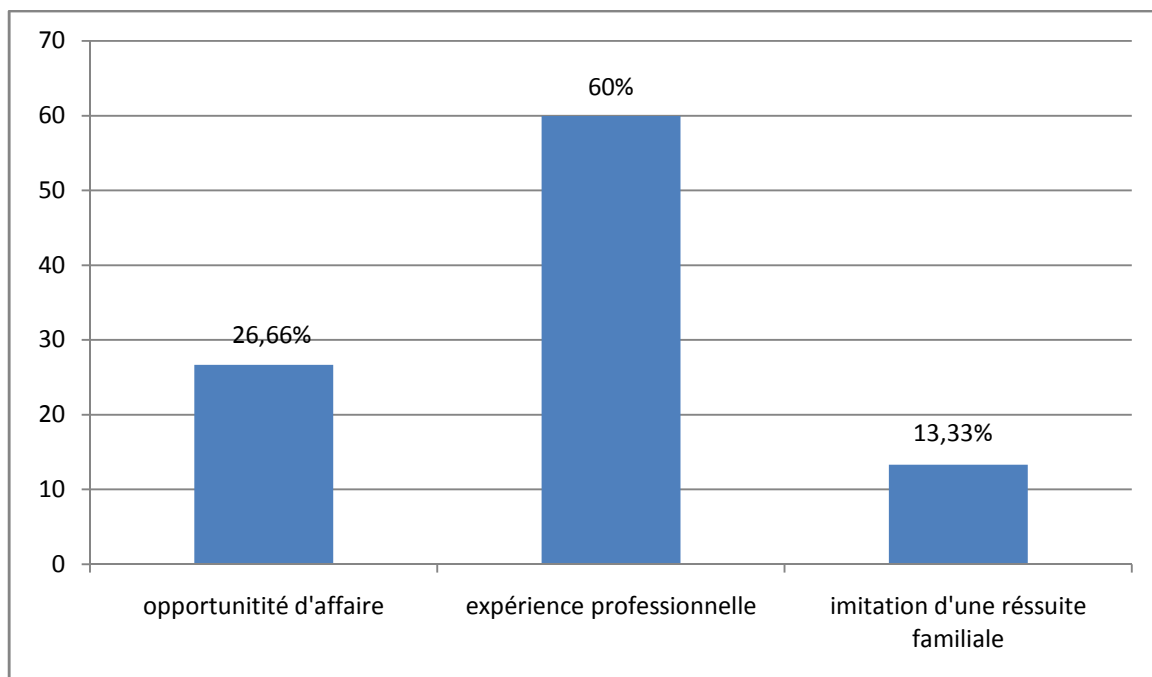
Les motivations sont des facteurs qui déterminent le comportement. Elles sont considérées comme les raisons profondes motivations peuvent mener à la création d'entreprise. A travers de notre enquête, nous allons voir : ce qui avait poussé les entrepreneurs à créer leur projet.

Tableau n°35 : Facteurs motivants à la création d'entreprise

Facteurs motivants	Nombre	%
Opportunité d'affaire	04	26.66%
Expérience professionnelle	09	60%
Imitation d'une réussite familiale	02	13.33%

Source : élaboré par nos soins à partir les résultats de l'enquête de terrain.

Figure n° 25: Facteurs motivants à la création d'entreprise



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

L'expérience professionnelle est considérée comme l'un des principaux qui motive les entrepreneurs à créer leur propre entreprise avec 60% et 26.66% leur motivation est opportunité d'affaire, contre 13.33% qui ont imité une réussite familiale.

2-3 Les facteurs de choix d'implantation

2-3-1 Les raisons de localisation dans la commune d'El Kseur

La majorité des entrepreneurs enquêtés ont créé des entreprises de petites dimensions lorsqu'ils ont décidé de se lancer en affaire. Comme nous l'avons déjà vu dans le tableau suivant :

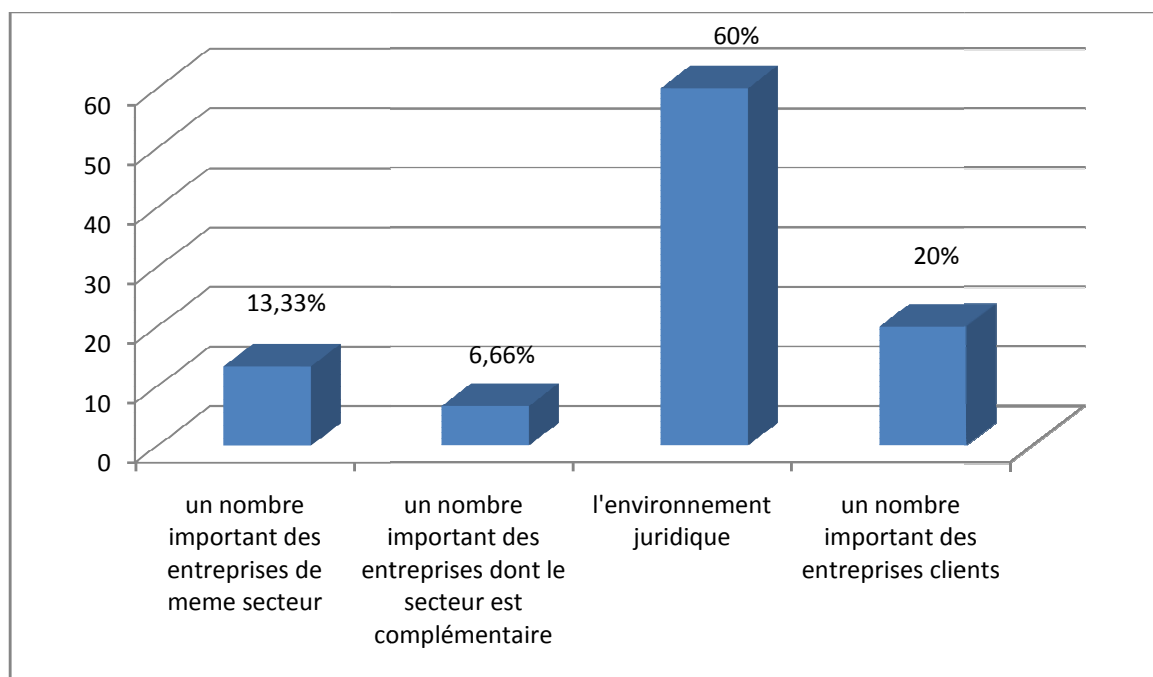
Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Tableau n° 36 : les raisons de localisation dans la commune d'El Kseur dans la commune d'El Kseur

Facteurs sectoriels	Nombre	%
Un nombre important des entreprises de même secteur	02	13.33%
Un nombre important des entreprises dont le secteur est complémentaire	01	6.66%
L'environnement juridique	09	60%
Un nombre important des entreprises clients	03	20%

Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

Figure n°26: Les facteurs qui sont à l'origine de l'implantation des entreprises



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

D'après les résultats obtenus nous remarquons que la majorité des entreprises enquêtées se localisent dans la commune de d'EL Kseur en raison de l'environnement juridique (60 %) suivi par un nombre important des entreprises clients (20%), et un taux de (13,33 %) pour un nombre important des entreprises de même secteur et (6.66%) pour un nombre important des entreprises dont le secteur est complémentaire.

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

2-3-2 L'attractivité de la commune d'El Kseur pour les investissements

Dans le tableau suivant, nous allons montrer l'attractivité de la commune d'El kseur pour les investissements .Durant notre enquête, on a posé la question suivante aux entrepreneurs :

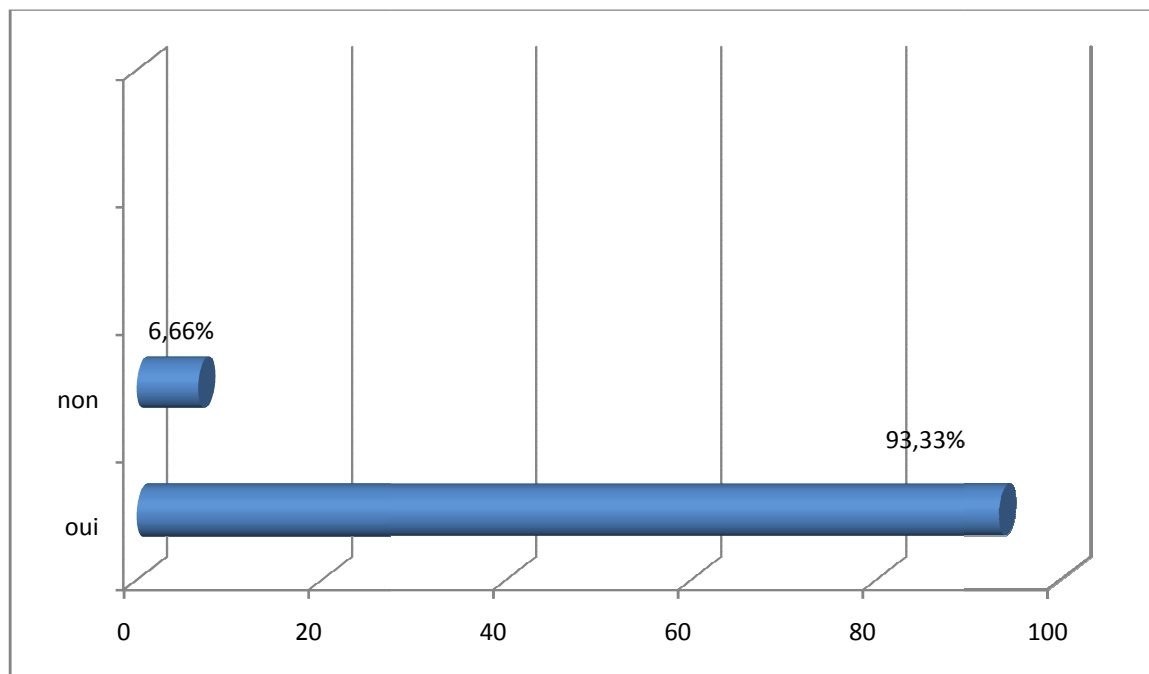
- la zone d'activité d'elkseur et la commune d'elkseur sont-elles attractives pour les investissements ?

Tableau n°37:L'attractivité de la commune d'El Kseur pour les investissements

L'attractivité de la commune d'El Kseur	Nombre	%
Oui	14	93.33%
Non	01	6.66%

Source : élaboré par nos soins à partir les résultats de l'enquête de terrain.

Figure n°27 : L'attractivité de la commune d'El Kseur pour les investissements



Source : élaboré par nos soins à partir les résultats de l'enquête de terrain.

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

La totalité des entrepreneurs enquêtés pensent que la commune d'El Kseur attractive pour les investissements (93.33%), ça peut être expliqué par l'importance géographique de la commune d'El Kseur au niveau de la wilaya de Bejaia.

2-3-3 Les avantages qui trouvé dans la localisation de l'entreprise dans cette zone

Dans le tableau suivant, nous allons montrer les avantages qui trouvé dans la localisation de l'entreprise dans la zone de la commune d'Elkseur.

Tableau n°38 : les avantages qui trouvé dans la localisation de l'entreprise dans cette zone

Les avantages	Nombre	Pourcentage (%)
Proximité	06	40%
L'accès d'espace	03	20%
Secteur d'activité très vaste	01	6,67%
Aucun	01	6,67%
Le transport	01	6,67%
Zone industrielle et infrastructure	03	20%
Total	15	100

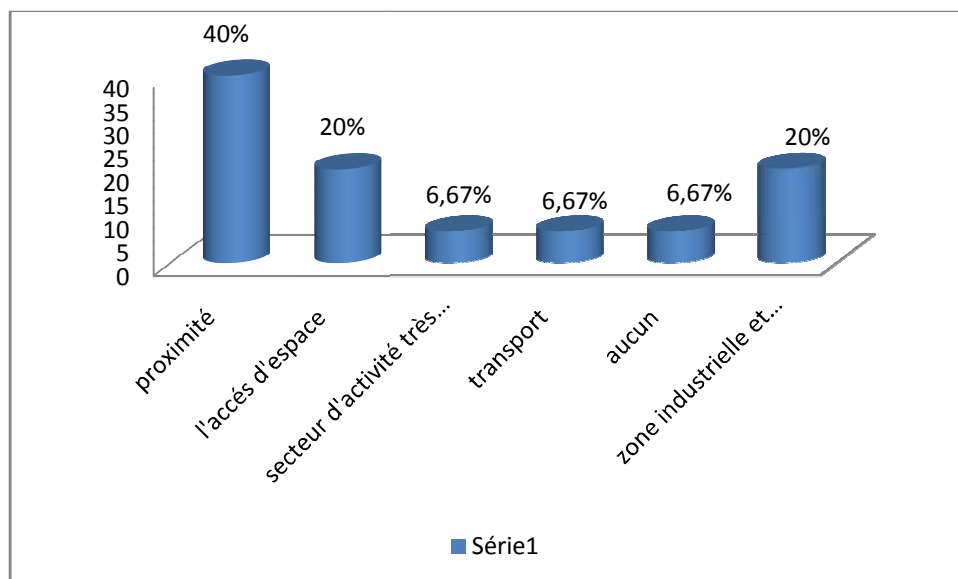
Source : établis par nous à partir des données de l'enquête.

D'après les résultats obtenu nous remarquons que la majorité des entreprises enquêtées se localisent dans la commune de d'EL Kseur trouvé les avantages qui a localise de l'entreprise dans la zone, la proximité avec un taux (40%)

Après l'accès de l'espace, et la zone industrielle et infrastructure (20%)

Figure n°28 :les avantages qui trouvé dans la localisation de l'entreprise

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

2-3-4 les critères de sélection des employés

Les critères de sélection des employés de notre échantillon est donnée dans le tableau suivant :

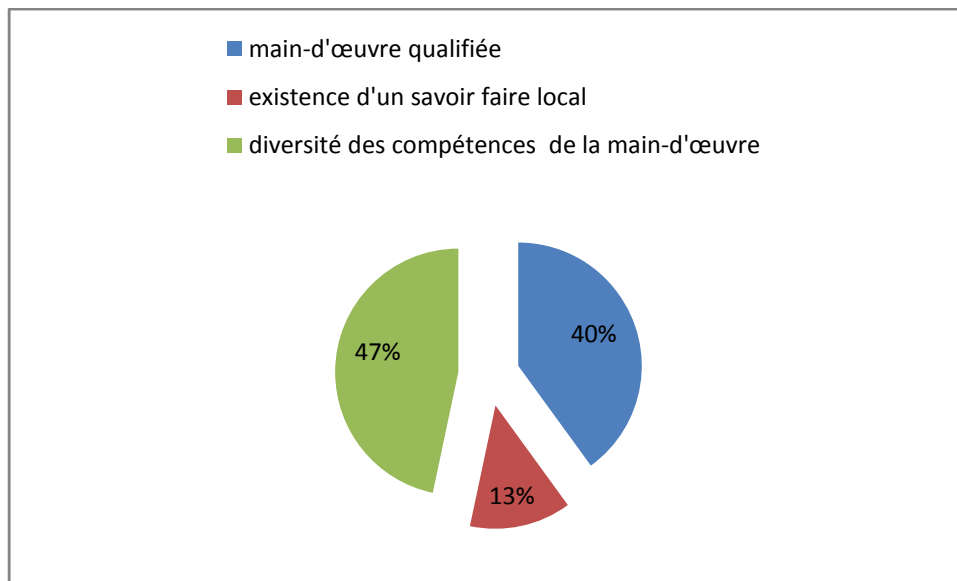
Tableau n°40 : les critères de sélection des employés par les entreprises

Le critère de sélection	Nombre	%
Main d'œuvre qualifié	06	40%
Existence d'un savoir faire local	02	13.33%
Diversité des compétences de la main d'œuvre	07	46.67%
Total	15	100%

Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

Figure n°30 : les critères de sélection des employés

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

2-4 Acteur et développement local

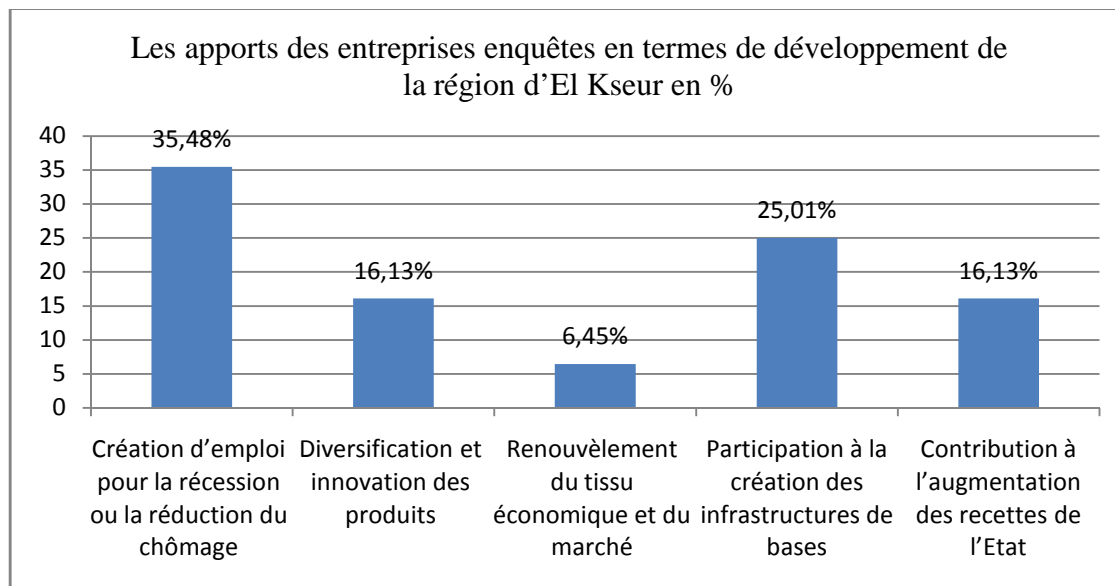
Dans cette partie on va citer la contribution des PME au développement économique et social dans la commune d'el kseur

2-4-1 Les apports des entreprises enquêtées en termes de développement pour la région d'El Kseur

Les acteurs économiques contribuent au développement local par des manières différentes chaque un d'eux à un rôle différent de l'autre.

Figure n° 31 : Les apports des entreprises enquêtées en termes de développement de la région d'El Kseur

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

Les apports des entreprises enquêtes en termes de développement de la région d'ElKseur elles participent à la :

- Création d'emploi pour la récession ou la réduction du chômage avec un taux de 35,48 %
- Diversification et innovation des produits avec un taux de 16,13%
- Renouveau du tissu économique et du marché avec un taux de 06,45 %
- Participation à la création des infrastructures de bases avec un taux de 25,01 %
- Contribution à l'augmentation des recettes de l'Etat avec un taux de 16,13 %

2-4-2 Les principaux acteurs dans développement local

Les principaux acteurs dans développement local peuvent être comme un regroupement d'opérateurs et d'intervenants organisé sur un territoire, ils décident et inter-réagissent dans les buts de valoriser et de développer leurs territoires, plusieurs acteurs sont impliqués dans le processus développement local, mais les collectivités locales demeurent la première puissance qui entretient des relations très étroites avec le territoire. D'après les résultats de notre enquête, nous remarquons que les principaux acteurs dans le développement local comme suit : (les collectivités locales, l'Etat, le gouvernement, les entreprises, la banque ...etc.).

•Les acteurs publics :

- Les collectivités locales : ce sont les communes, les régions, elles sont considérées par tous les analystes comme le levier puissant de développement local.

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

- L'Etat : il s'agit des organes centraux des pouvoirs publics notamment le gouvernement, noter que l'Etat un acteur du développement local, dans le contexte actuel marqué par la mondialisation.
- Les services extérieurs : ce sont des organes déconcentré du gouvernement appelés concerter avec les collectivités local et servir de relais du gouvernement au niveau local.

•**Les acteurs privés** : ils concernent les entreprises, les acteurs bancaire, les organismes professionnel, les associations culturelles. A ce niveau les petites et moyennes entreprises représentent la pierre angulaire en égard à leur poids dans les tissus productifs à leurs atouts et aux potentialités qu'elles offrent pour le développement local.

En fait, le développement local exige la participation efficace et dynamique de tous les citoyens et la mobilisation d'un ensemble d'outils.

2-4-3 la zone d'activité d'elkseur a-t-elle besoin de plus de projets de développement local

Les résultats de notre analyse globale ont démontré que la majorité des acteurs accord en tune très haute importance aux projets de développement local, ceci se confirme notamment au niveau local par le fait que 80% des acteurs de commune d'El kseur respectivement jugé les projets de développement sont très importance. Cette importance se décline à travers le rôle que jouent les acteurs dans les processus de développement local. 75% des acteurs d'El kseur respectivement estiment qui ils ont un rôle à jouer dans ce processus et qui consiste principalement en la supervision et l'accompagnement des projets et la proposition des projets. Ces rôles constituent le meilleur moyen pour l'ensemble des acteurs afin de contrôler la trajectoire et le déroulement des projets. Aussi, il important des projets de développement local pour les acteurs de la commune d'El kseur se traduit par le fait que cette dernières exprimées (70%) du besoin en termes de projet de développement pouvant faire évoluer leurs conditions d'existences.

En effet 75% des acteurs de la commune d'El kseur déclarent que les projets déjà existant n'importent pas vraiment de résultat satisfaisants et son davantage à estimer qu'ils souffrent d'un manque des projets.

On outre, les formes les plus importantes sont les quelles les besoins sont exprimés on tun rapport avec la promotion du territoire de la commune. Ainsi, 75% des acteurs d'El kseur

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

expriment le besoin de valoriser leurs zones industrielles et d'activités très vu le potentiel industriel que leur commune détente.

Nous remarquons par là que les acteurs des différentes entreprises enquêtées ont des cultures distinctes qui renvoient à une croyance et vision différences du développement.

2-4-4 est –ce-que la wilaya favorise les initiatives de développement local

D'après les résultats obtenus de notre enquête nous remarquons que la répartition géographique des PME en Algérie a indiqué une grande concentration de ce type d'entreprise dans les cinq premières wilayas, où la wilaya de Bejaia occupe la 4ème position en termes de présence et de création d'entreprises. Cette croissance s'explique par l'importance accordée à l'initiative privée grâce au processus de libéralisation croissant de l'économie algérienne et l'ensemble des mesures destinées à promouvoir l'entrepreneuriat privé

L'analyse de la répartition géographique des PME de la wilaya de Bejaia indique que le développement des activités économiques s'est concentré dans des espaces bien déterminés.

Alors, l'Etat avait pour intention de corriger les disparités spatiales dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, mais ça n'a fait que déséquilibrer les localités de la wilaya , une situation qui se traduit par une attractivité différente des territoires pour la localisation des activités économiques, pour illustrer nous allons présenter la répartition des PME dans les dix premières communes de la wilaya.(Bejaia, Akbou, El kseur, Tazmelt, Kherrata, Timzrit, Sidi Aich , Amizour, Souk El-tenine, Soudeuk).

La concentration de la majorité des PME dans les dix premières wilayas peut s'expliquer par la disponibilité des infrastructures de base dans ces régions et surtout l'existence des zones industrielles mieux aménagées, comme ces communes peuvent être les plus importantes villes de la wilaya si elles possèdent des marchés en amont et en aval .En plus de sa contribution à la création de richesse, la PME privée joue un rôle important dans la résorption du chômage à travers sa capacité à créer de l'emploi.

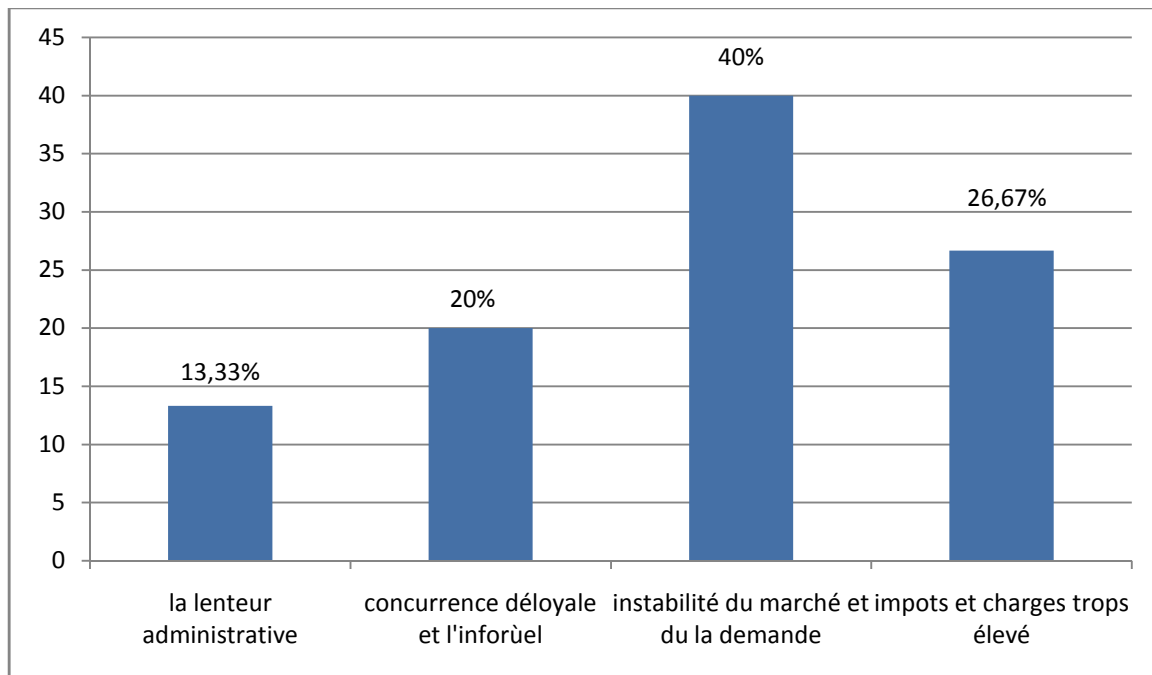
Cette capacité résulte en fait de la dynamique du secteur de PME à travers le mécanisme créateur de structureur qui fait continuellement apparaître de nouvelles PME plus dynamiques qui aboutit à une création nette de plus en plus importante de richesse et d'emploi

2-4-5 Les difficultés qui rencontrent les entrepreneurs de la commune d'El Kseur

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Cependant, ce processus de développement n'est pas aussi facile qu'on l'imagine, certains propriétaires dirigeants avancent que divers facteurs fragilisent et freinent ce processus. La figure suivante nous donne un aperçu sur ces derniers. La figure n°31 indique bien ces difficultés.

Figure n°32 : Les difficultés qui rencontrent les entrepreneurs de la commune d'El Kseur



Source : élaboré par nos soins à partir des résultats de l'enquête de terrain.

D'après la figure ci-dessus, on remarque que les entrepreneurs rencontrent plusieurs difficultés qui sont comme suit :

- La lenteur administrative avec un taux de 13.33 %,
- Un pourcentage pour concurrence déloyale avec un taux de 20 %,
- Instabilité du marché et de la demande avec un taux de 40 %.
- Impôts et charges trop élevés avec un taux de 26.67%

2-4-6 les dispositions favorables espérées

Nous terminons notre enquête par la question qui constitue les propositions et les recommandations des entrepreneurs pour que les PME contribuent d'une manière positive au développement local de la commune d'El Kseur.

Par contre, les entrepreneurs espèrent que :

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

- Une simplification des procédures administratives et réglementaires,
- L'allègement du taux d'imposition et des charges sociales,
- Réduire le délai pour l'octroi des aides financières.
- Faciliter l'accès au foncier

Par ailleurs ils ont proposé quelques propositions et recommandations pour que les PME jouent leur rôle pleinement efficace et qui sont comme suit :

- Simplification des procédures administratives,
- Formation du capital humain,
- Accompagner les entrepreneurs dans leurs secteurs d'activités,
- Emplanter des institutions financières au sein de la commune d'El Kseur,
- Diminuer les charges fiscales,
- Aménager et faciliter les axes vers les zones d'activité et industriel,

Conclusion :

Dans notre analyse, nous avons constaté que les PME de la commune d'Elkseur jouent un rôle très important dans la création d'emploi et la densification du tissu industriel.

La méthodologie de notre enquête de terrain, on a procédé à l'analyse des données qui constatent l'ensemble des résultats s'articule autour des points suivants :

La majorité des entreprises enquêtées de notre échantillon sont des petites entreprises privées dont les secteurs d'activités d'agroalimentaire et industrie mécanique et bois et papiers qui respectivement dominent avec un taux de 60 %, 13,33 % et 13,33 %.

La forme juridique la plus dominante est celle de la SARL avec un taux de 46,66 % et la majorité est financée par une épargne personnelle avec un taux de 40 % et crédit bancaire avec un taux de 26,26 %, la plupart d'origine des employés est de la commune d'Elkseur avec un taux de 86,66 %. L'expérience professionnelle est considérée comme l'un des principaux facteurs qui motivent les entrepreneurs à créer leur propre entreprise avec 60 % et 26,66 % leur motivation est l'opportunité d'affaire.

Nous avons constaté que les PME rencontrent beaucoup de difficultés qui freinent leurs missions dans le développement local, et pour que jouent leurs rôles pleinement efficacement il faut

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

que l'Etat veille sur le marché et intervenir pour diminuer les contraintes qui empêchent les PME d'avancer et d'agrandir.

Conclusion générale

Conclusion générale

La plupart des études et de recherche en matière de développement économique mettent de plus en plus l'accent sur la capacité potentielle des PME d'être un facteur de croissance économique. . La PME est actuellement un acteur de développement local, elle permet de rendre les territoires attractifs et compétitifs à travers la valorisation et l'exploitation des différentes ressources dont dispose le territoire de son implantation. Elle constitue également un moyen de régénération de l'emploi.

Le développement local repose pour une large part sur la densité et la vitalité de son tissu d'entreprises(PME).cette vitalité dépend de ce que le territoire peut offrir aux entreprises (PME) comme avantages comparatifs. Cependant, tous les territoires ne se valent pas : certains peuvent contribuer de manière significative à la formation des avantage compétitifs, alors que d'autres sont source de handicaps. Les entreprises suffisamment mobiles intègrent l'exploitation de cette différenciation des territoires dans leurs stratégies de compétitivité.

Au terme de cette contribution, il s'agit de faire une brève présentation des résultats de nôtre travail compte tenu des objectifs et des hypothèses posées tout au départ pour tirer des enseignements qui s'imposent.

Dans ce cas, l'objectif principal de notre travail est d'identifier la contribution des PME sur développement local à travers l'étude du cas des PME de la commune d'El Kseur.

Notre thématique de recherche se faite sur trios chapitre qui sont comme suite :

Le premier est réservé à l'étude de l'Etat des lieux des PME en Algérie, il s'agit de présenter ces typologies, ces caractéristiques et son implication dans le développement et aussi son poids dans l'économie algérienne., le deuxième chapitre traite le développement local, nous allons faire aperçu sur le développement local, ses théories et enjeux, et aussi essayer de voir le contexte de développement local en Algérie, Le troisième chapitre est consacré à la partie pratique de notre recherche, qui nous permettons de vérifier la validité de notre hypothèse.

Notre choix d'étude va porter sur la commune de el kseur en raison de ses caractéristique en matière de diversité des secteurs, ainsi que pour sa notoriété au niveau local et national, nous avons essayé d'analyser la contribution des PME sur le développement local dans la commune de el kseur à travers une enquête de terrain menée sur ce territoire, une façon de se rapprocher des acteur concernés pour recueillir les données nécessaires pour entamer l'étude. Ce que nous a permis d'avoir des réponses notamment des entreprises localisées dans ces communes.

Sur le plan pratique, l'ensemble des résultats s'articule autour des points suivants :

Conclusion générale

Les PME de cette zone exercent dans divers secteurs d'activités dominés par le secteur agroalimentaire avec un pourcentage de 60% et industrie mécanique avec un taux de 13.33%.

La forme juridique la plus dominante est la SARL avec un taux de 46.66% et la majorité est financée par l'épargne personnelle avec un taux de 40%, le crédit bancaire avec un taux de 26.66%.

D'après l'échantillon étudié, la création d'emploi est passée de 20.93% à la création jusqu'à 79.07% actuellement, donc cette zone absorbe un 58.14% de chômeurs durant cette période.

Les résultats de ce travail montrent inévitablement que la PME pourrait être un élément de développement de l'économie locale si les dirigeants adhèrent au processus de l'amélioration continue des PME afin de leur permettre de développer leurs activités, d'une part et qu'ils soient accompagnés et appuyés par les pouvoirs publics dans leur démarche, d'autre part. Ainsi, la conjugaison des efforts permettrait sûrement une meilleure prise en charge des préoccupations socio-économiques des collectivités locales au profit des acteurs du développement local.

Pour rendre le territoire de la commune attractif et compétitif à moyen et long terme, quelques mesures doivent être prises en compte à savoir :

- S'engager à former une main d'œuvre qualifiée;
- Adopter les terrains aux exigences des PME;
- Création des zones d'activités;
- Combattre l'évasion fiscale pour augmenter les ressources de la commune;
- Augmenter l'octroi de financement de la part des banques aux côtés de ces PME;
- Favoriser les projets d'investissements locaux pour les PME locales;
- Réaliser plus d'infrastructures de base adaptées qui faciliteront la tâche des entreprises implantées en matière de commodités;

Bibliographie

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrage

- ABDELMALKIL et COURET.C : «les nouvelles logiques du développement ».Ed Harmattan, paris, 1996.
- Amiot.M « les misères du patronat », 1991, l'Harmattan, paris,1991.
- (A) MATTEACCIOLI, « Philippe AYDALOT pionnier de l'économie territoriale », édition L'HARMATAN, 20041985.
- Aydalot,.P « économie régionale et urbaine », édition Économica, paris,
- Becattini G, « le district Marshallien : une notion socio-économique », France, 1992.
- Boislandelle H.M, « Dictionnaire de gestion : vocabulaire, concept et outils », Economica, Paris, 1989.
- BRAHIMI, « l'économie algérienne », édition, OPU, alger1989.
- Dj. LIABES, « capital privé et patrons d'industrie en Algérie 1962-1982 », l'Algérie, avril 1984.
- (J) BOUCHET, « Dynamique spatiale des populations et des activités », 2ème édition ECONOMICA, paris 1984.
- Jean- Yves GOUTTEBEL, « stratégie de développement territorial », 2^{ème} édition ECONOMMICA, paris 2003
- GILLER Bressay, CHLISTION Konkuyt .Op cité, P17.
- Lorthiois J. « le diagnostic local des ressources », ASDIC, EDITION W. 1996.
- Pecqueur Bernard, « le développement local, mode ou modèle », éd syro, paris, 1989.
- ROBERT WTTTERWULGHE, « Les PME une entreprise humaine »,2^{ème} tirage,
- Walter.B.Sthor, « la crise économique demande-t-elle de nouvelle stratégie de développement », 1950.
- Xavier CREFFE, « territoire en France, les enjeux économiques de la décentralisation », édition, ECONOMICA, Paris, 1984.

Articles et revues

- ABC – pierre Battini «Réseaux sociaux et Territoires innovants » 3^{ème} colloque – collège provincial du Brabant Wallon ; 28 Novembre 2011.

Bibliographie

- ASSALA Khalil, « PME en Algérie, de la création à la mondialisation », 8^{ème} CIFEPME, communication dans le colloque international « L'internalisation des PME et ses conséquences sur les stratégies entrepreneuriales », 25,26 et 27 octobre 2006
- M^{me}Benyahia- TAIBI, M^{me}Djemane-SEGUINI, « l'évolution du rôle des PME privées dans le développement économique en Algérie : Synthèse macroéconomique », 2008
- Bulletin d'information n°28, Mai2016
- Chelil.A, Ayad.S, « PME en Algérie : réalité et perspectives », Université de Tlemcen, 2008
- CHERIF MUSTAPHA (maitre de conférence) :« zone industrielle et développement local : quelles perspectives * », Université de Tlemcen, 2010
- Claude COURLET, « les systèmes productifs locaux : de la définition au modèle », in réseaux d'entreprises et territoires. Regard sur les systèmes productif locaux, la documentation française.
- Commission mondiale pour l'environnement et le développement, Rapport Brundtland Our Common Future, 1987
- DERREMAU (Paul), « les PME, socle du développement économie en Afrique », banque stratégie n°263, octobre 2008
- Fillion, L. J : « Le champ de l'entrepreneuriat : histoire, évolution, tendance », revue internationale PME, Vol. 10, N°2, 1999, p129-172. Cité par Pierre-André Julien et Louise Cadieux : « La mesure de l'entrepreneuriat », op. cit, p87.
- Journal officiel de la république Algérienne n°77, 15 décembre 2001, chapitre II, article 4
- KHERDJMIL Boukhalifa, « territoires, mondialisation et redéveloppement », in Revue d'Economie Régionale et Urbain, n°2 1999, p.269
- L'OCED : « Programme d'indicateur de l'entrepreneuriat : Rapport d'étapes et propositions de définition et d'indicateurs clés », Paris, 2007. Cité par Julien P. A et Cadieux. L.
- (M) GUERMOUD, « le financement des plans communaux de développement et des plans de modernisation urbaine », In revue financière N 1, 1974.
- Rachid ZAMMAR, « Initiation à l'entrepreneuriat », Conférence de centre d'Etudes Doctorales en Sciences et Technologies de Rebat (CEDESTR), Université Mohammed V-Agbal.

Bibliographie

- Samia GHARBI : « Les PME/PMI EN ALGERIE : états des lieux », doc n°238 PDF, Mars 2011
- Définition de la DATAR (Délégation l'Aménagement du Territoire et l'Action Régionale) cité par (X) GREFFE in les territoire en France

Thèses et mémoire

- BOUMOULA (SAMIR), « la problématique de la décentralisation à travers l'analyse des finances publique communales de la wilaya de Bejaia », mémoire magister en science économie, UAMB de Bejaia, 2011.
- BOUZIT Naima « entrepreneuriat familial Etat des lieux et perspectives, cas de la wilaya de Bejaia », mémoire de magister, université de Bejaia, 2010.
- ZERARA (Nadjet), « Apport du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme au développement local : cas PDAU intercommunal de Bejaia », Mémoire master en science de gestion, UMAB de Bejaia, 2011.
- (Z) SAHEB, « Opportunité et opérationnalité des plans communaux de développement dans la politiques micro-spatiales d'aménagement : cas de la wilaya de Tizi-Ouzou », mémoire magister en science économie, université de Tizi-Ouzou, 1989.

Textes de lois

- Loi du 01-08 du 12 décembre 2001, portant la loi d'orientation sur la promotion de la PME.
- La loi n° 01-18 du 12 décembre 2001 (portant loi d'orientation sur « la promotion de la petite et moyenne entreprise (PME) ») - www.ilo.org.dyn.natelex.natelex4.detail

Site d'internet

- www.pme-dz.com/ansej-cnac-anjem/
- www.pme-dz.com/ansej-cnac-angem/
- www.pme-dz.com/lagence-nationale-de-developpement-de-l-investissement/
- www.ilo.org.dyn.natelex.natelex4.detail
- <http://www.mairie-leluc.com/>

*Liste des tableaux et
des figures*

Liste des tableaux

Tableau n° 01 : Les critères de la Small Business Administration S.B.A.....	7
Tableau n° 02 : Typologie des PME en Algérie selon le nombre d'employés, le chiffre d'affaire et le total du bilan annuel.....	14
Tableau n°03 : la population globale des PME (fin année 2015).....	18
Tableau n°04 :typologies des PME.....	19
Tableau n°05 : Répartition des PME (Personnes morales) par secteur d'activité.....	20
Tableau n° 06 : professions libérale par secteur d'activité.....	21
Tableau n°07 : Répartition des PME privées par secteur d'activités.....	23
Tableau n°08 : Répartition des PME publiques par tranche d'effectifs et secteur d'activités (Source : ECOFIE).....	24
Tableau n°09 : Evolution du la population des PME en Algérie 2005 – 2016.....	25
Tableau n°10 : Mouvement constatés dans la démographie des PME privées.....	27
Tableau n°11 : mortalité des PME privées.....	28
Tableau n°12 :Emplois déclarés par composantes (1 ^{er} semestre 2015 - 1 ^{er} semestre 2016).....	29
Tableau n°13 : L'évolution du PIB en pourcentage (%) par secteur juridique HH depuis (2006-2010).....	32
Tableau n°14 :évolution de la valeur ajouté par secteur juridique HH (2009-2014).....	33
Tableau n°15 : évolution de la valeur ajouté (2009-2014).....	34
Tableau n°16 : représentation des PME privées par région.....	36
Tableau n°17 :densité des PME privées par région.....	38
Tableau n° 18 : Classement des douze premières wilayas en nombre des PME.....	39

Tableau n°19 : Répartition par secteur d'activité les projets financés par le dispositif ANSEJ (cumul en 03/06/2016).....	41
Tableau n° 20 : Répartition des crédits octroyés par secteur d'activités (cumul 30/06/2016).....	43
Tableau n°21 : Répartition par secteur d'activité des projets financés par le dispositif CNAC (cumul en 30/06/2016).....	44
Tableau n°22 : Evolution des PME privées par commune.....	67
Tableau n°23 : Catégorie des PME par secteur d'activité dans la wilaya de Bejaia.....	70
Tableau n°24 :Population des PME et d'emplois créent dans la wilaya de Bejaia au31/12/2015.....	71
Tableau n°25 : la taille de l'échantillon de notre enquête.....	76
Tableau n°26 : répartition de l'entreprise selon le type.....	77
Tableau n 27 : L'année de création d'entreprise.....	78
Tableau n°28 : Origine des entrepreneurs	79
Tableau n°29 : Niveau d'instruction des entrepreneurs.....	80
Tableau n° 30 : Le secteur d'activité des entreprises.....	81
Tableau n°31 : Le statut juridique des entreprises enquêtes.....	82
Tableau n°32 : Evolution d'emploi dans la commune d'ElKseur.....	83
Tableau n°33 : Origine géographique des employés.....	84
Tableau n°34 :Financement dela création d'entreprises enquêtées.....	86
Tableau n°35 : Facteurs motivants à la création d'entreprise.....	87
Tableau n° 36 : les raison de votre localisation dans la commune d'El Kseur dans la commune d'El Kseur.....	88
Tableau n°37 :L'attractivité de la commune d'El Kseur pour les investissements.....	89
Tableau n°38 : les avantages qui trouvé dans la localisation de l'entreprise dans cette zone.....	90

Tableau n°39 :Les raison de localisation dans la commune d’El Kseur.....91

Tableau n°40 : les critères de sélection des employés par les entreprises.....93

Liste des figures

Figure n°01: Population de la PME selon la propriété (fin année 2015).....19

Figure n°02 : type de PME selon la taille.....20

Figure n°03 : Part en % de profession libérale par secteur d’activité.....22

Figure n° 04 : Evolution de la population des PME en Algérie depuis 2005 – 201626

Figure n° 05 : mouvement des PME privées27

Figure n° 06 : Evolution des emplois déclarés par type de PME.....30

Figure n° 07 :L’évolution du PIB en pourcentage (%) par secteur depuis 2006.....32

Figure n° 08 :PME privées en Algérie par région (1^{er} semestre 2016).....37

Figure n° 09 :création nettes de PME par région (1^{er} semestre 2016).....37

Figure n° 10 : la nouvelle organisation de la planification économique.....63

Figure n° 11: LacartegéographiquedelawilayadeBejaia.....64

Figure n° 12: Présentation des PME par secteur d’activités dominant.....71

Figure n° 13 : population du secteur des PME et d’emploi dans la wilaya de Bejaia.....72

Figure n°14 : taille de l’échantillon enquête.....76

Figure n°15:Répartition de l’entreprise selon le type.....77

Figure n°16:La date de création d’entreprise.....78

Figure n° 17 :Origine des entrepreneurs.....79

Figure n° 18 :Niveau d’instruction des entrepreneurs.....80

Figure n°19: Le secteur d’activité des entreprises.....81

Figure n°20 : Le statut juridique des entreprises enquêtes.....	83
Figure n°21 : Evolution d’emploi dans la commune d’ElKseur.....	84
Figure n° 22 : Origine géographique des employés.....	85
Figure n°23: Financementde la création d’entreprise.....	86
Figure n° 24: Facteurs motivants à la création d’entreprise.....	87
Figure n°25: Les facteurs qui sont à l’origine de l’implantation des entreprises.....	88
Figure n°26 : L’attractivité de la commune d’El Kseur pour les investissements.....	89
Figure n°27 : les avantages qui trouvé dans la localisation de l’entreprise.....	91
Figure n°28: Les facteurs qui sont à l’origine de l’implantation des entreprises.....	92
Figure n°29 : les critères de sélection des employés.....	93
Figure n° 30 : Les apports des entreprises enquêtes en termes de développement de la région d’ElKseur.....	94
Figure n°31 : Les difficultés qui rencontrent les entrepreneurs de la commune d’El Kseur.....	95

Annexes

Université Abderrahmane Mira - Bejaia

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences de Gestion

Option : Management Economique des Territoires et Entrepreneuriat

Questionnaire sur :

« La contribution des PME sur le développement local de la commune d'el kseur

Monsieur, Madame et Mademoiselle ;

Dans le cadre de la préparation de mémoire de fin de cycle (Master) sous le thème :

«La contribution de la Petite et Moyenne Entreprise sur développement local dans la commune d'el kseur », Nous vous prions de bien vouloir répondre objectivement à notre questionnaire afin de collecter et réunir les données nécessaires pour la réalisation de cette enquête, sachant qu'elle est réservée qu'à des fins scientifiques.

Nous vous remercions d'avance pour votre participation en répondant aux questions

Réalisé par : Encadré par :

-kasi walid-

M^{me} : Traki Dalila

- Boubekka hanan

I. Présentation et Identification de l'entreprise

1. Nom ou raison sociale.....

2. Type de l'entreprise :

- Publique
- Privée
- mixte

3. Date de création de l'entreprise :

4. Etes-vous originaire :

- De la commune
- D'autre commune
- D'autre wilaya
- D'un pays étranger

5. Niveau d'instruction de l'entrepreneur :

- Primaire
- Moyen
- Secondaire
- Universitaire
- Formation professionnelle

Autre, (précisez).....

6. secteur d'activité :

- Agroalimentaire
- Textile
- Chimie et pétrochimie
- Energie et électricité
- Matériaux de construction
- Bois, papiers et dérivés
- Services
- Autres, a préciser :.....

7. Quel est le statut juridique de votre entreprise ?

- SARL
- SPA

- SNC

8. L'effectif de l'entreprise :

Effectif permanent.....

Effectif contractuel.....

9. Quel est le nombre de vos employés d'origine géographique ?

- D'.....
 D'autres régions.....

10. Votre entreprise est-elle une :

- Nouvelle création
 Extension d'une ancienne activité
 Reprise d'une entreprise familiale

11. L'entreprise occupe-t-elle des locaux :

- Déjà existants
 Neufs

12. Comment avez-vous financé la création de votre entreprise ?

- Aide familiale
 Epargne personnelle
 Epargne personnelle et familiale
 Crédit bancaire
 Aide de l'état « ANSEJ, CNAC, ANDI, ANGEM »
Autre, précisez

13. Quels sont les facteurs qui ont motivé la création de votre entreprise ?

- Opportunité d'affaires
 Expérience professionnelle
 -Imitation d'une réussite familiale

Autre (précisez).....

14. Quelle sont les difficultés que vous rencontrez actuellement ?

- Relation avec l'administration
 Excès de concurrence
 Manque de clientèle
 Approvisionnement en matières premières

II. les facteurs du choix d'implantation :

15. Quels sont les raisons de votre localisation dans la commune d'el kseur?

- Un nombre important des entreprises du même secteur

- Un nombre des entreprises dont le secteur est complémentaire
- Un nombre important des entreprises fournisseurs
- Un nombre important des entreprises clientes
- L'environnement juridique

- Autres (précisez).....

16. Selon vous, la zone d'activité l'el kseur et la commune el kseur sont-elles attractives pour les investissements ?

Oui

Non

17. quels avantages avez-vous trouvé dans la localisation de votre entreprise dans cette zone ?

.....

18 .L'existence des facteurs suivant est-elle déterminant dans votre choix de localisation ?

- Entreprise du même secteur
- Entreprise d'autres secteurs
- Entreprise étrangères
- Entreprise fournisseurs
- Entreprise sous-traitants
- Autre, précisez.....

19. Avez-vous accordé une importance aux facteurs liés à la main-œuvre dans votre choix de localisation ?

- Oui
- Non

Si oui, précisez lesquels ?

- Main-d'œuvre qualifiée
- Existence d'un savoir faire local
- Main-d'œuvre a bon marché
- Diversité des compétences de la main-d'œuvre
- Autre, précisez.....

20. Existe-il des entreprises voisines pratiquant la même activité ou produisant les mêmes produits que votre entreprise ?

- Oui
- Non

21. selon vous la zone d'activité l'ekseur et la commune d'el kseur sont-elle attractive pour l'investissement ?

- Oui
- Non

III. Acteur et développement local :

22. Qui signifie le développement local pour vous ?

.....

23. pourquoi avez- vous choisi de travailler dans votre secteur actuel ?

.....

24. quel sont vos apports au développement de la commune ?

.....

25. selon vous, qui sont les principaux acteur dans le développement local ?

.....

26. selon vous, quels sont les secteurs qui ont le plus de projets de développement ?

27. selon vous, quels sont conditions nécessaires pour réussir les projets de développement local ?

.....

28. Selon vous, existe-t-il une dynamique de développement local a el kseur?

- Oui
- Non

28 – c Si oui Justifiez.....

29. Quels sont vos apports en termes de développement pour la région ? Notamment en termes de :

- Création d'emploi pour la récession ou la réduction du chômage
- Diversification et innovation des produits
- Renouveau du tissu économique et du marché
- Participation à la création des infrastructures de base
- Contribution à l'augmentation des recettes de l'Etat

Autre (précisez).....

30. Avez-vous déjà bénéficié d'un projet de développement local ?

Oui Non

31. La zone d'activité d'el kseur a-t-elle besoin de plus de projets de développement local ?

Oui Non

31- c Si c'est non, pourquoi ?

.....

32. Est-ce-que la wilaya favorise les initiatives de développement local ?

Oui

Non

Si c'est non. Pourquoi ?

.....

33. Quelle sont les difficultés que vous rencontre actuellement ?

- La lenteur administrative
- Concurrence déloyale et l'informel
- Instabilité du marché et du la demande
- Impôts et charges trop élevé

Autre (précisez).....

34. Quelle sont les dispositions favorables espérées ?

- Simplification des procédures administratives et réglementaires
- L'allègement du taux d'imposition et des charges sociales
- Réduire le délai pour l'octroi des aides financières

Autre (précisez).....

35. Quels sont vos propositions et recommandation pour que les PME jouent pleinement et efficacement son rôle dans le développement local de la commune d'el kseur ?

.....

Merci pour votre temps, assistance et coopération

Tables des matières

Introduction générale.....	01
Chapitre I : Etat des lieux des PME en Algérie.....	05
Introduction.....	05
Section 01 : Généralités sur les PME	05
1-1 Un bref historique sur la notion du PME.....	05
1-2 Notions de base	06
1-2-1 La création d'entreprise.....	06
1-2-2 l'entrepreneur.....	06
1-2-3 L'entreprenariat.....	06
1-2-4La PME.....	06
1-3 Les approches des PME.....	08
1-3- 1-L'approche quantitative.....	08
1-3-2- L'approche qualitative	09
1-4-Classification et caractéristiques des PME.....	09.
1-4-1-La classification des PME	09
1-4-1-1 – classification selon le domaine de leurs-4 activités	09
1-4-1-2 classification par branche d'activité	10
1-4-1-3 classification par filières d'activité	10
1-4-1-4 classification de la pme en fonction du statut juridique	10
1-4-2-Les principales caractéristiques des PME.....	11
1-4-2-1 les forces de la PME	11
1-4-2-2 les faiblesses de la PME	12
1-5 les Avantages de la PME.....	12
Section 02 : Développement des PME en Algérie	13
2-1 Définition des PME et Aperçu des PME en Algérie.....	14
2-1-1 Définition Algérienne des PME	14
2-1-2 Aperçu historique des PME en Algérie	15
2-2 Principales composantes de la PME et son évolution en Algérie.....	18
2-2-1 Evolution des PME en Algérie	25
2-3 La place des PME privé dans le tissu économique algérien	28

2-3-1 Le rôle dans la création d'emplois dans l'économie algérienne	29
2-3-2 La part des PME dans la croissance économique.....	31
2-4 Evolution des PME par régions en Algérie	35
2-4-1 présentation de quelque dispositif public d'aide a la création d'entreprises en Algéri.....	38
2-4-1-1 Agence Nationale de Soutien pour l'Emploi des Jeunes (ANSEJ).....	38
2-4-1-2 Agence Nationale du Développement de l'Investissement (ANDI)....	39
2-4-1-3 Agence Nationale de Gestion des Microcrédits (ANGEM).....	40
2-4-1-4 Caisse National d'Assurance Chômage (CNAC).....	41
Conclusion.....	41

Chapitre II : les aspects théorique sur le développement local

Introduction.....	44
--------------------------	-----------

Section 01 : Généralités sur le développement local

1-1 Historique, définition et objectifs du développement local.....	44
1-1-1: Emergence sur la notion du développement local.....	44
1-1-2 : Définition du développement local.....	47
1-1-3 Objectifs du développement local.....	49
1-2 Les approches théoriques du développement local	50
1-2-1 L'approche territoriale du développement local.....	50
1-2-2 L'approche régulationniste du développement local.....	54
1-3 Les composantes, et les enjeux du développement local	55
1-3-1 Les composantes du développement local	55
1-3-1-2 les acteurs du développement local	55
1-3-2 Les enjeux du développement local.....	56

Section 2 : Le développement local en Algérie

58

2-1- Première phase : le développement local dans le contexte de la planification..	59
2-1-1- Les programmes spéciaux (PS) à partir de 1966.....	59
2-1-2- Les programmes d'équipements locaux des communes (P.E.L) à partir de 1970.....	59
2-1-3- Les programmes communaux de développement (P.C.D) à partir de 1974.....	60
2-1-4- Les programmes industries locales (P.I.L) à partir de 1975.....	60
2-2- La deuxième période (à partir de 1986 à nos jours).....	61
2-2-1- Les réformes institutionnelles.....	61
2-2-2- Les réformes économiques et le développement local.....	62
Conclusion.....	63

Chapitre III : le rôle des PME de la commune d'el kseur sur le développement local

Introduction.....	6
Section 1 : présentation du cadre d'étude et d'enquête de terrain	66
1-Présentation de la wilaya de Bejaia.....	66
1-1-La situation géographique et administrative.....	66
1-2 le mouvement des PME dans la wilaya de Bejaïa.....	67
1-3- Les secteurs d'activités dominants.....	69
1.4 Evolution de la population des PME et l'emploi dans la wilaya de Bejaia	71
2- Présentation de la commune d'Elksseur.....	72
Section 02 : Résultats de l'enquête et analyse des données.....	74
1- La démarche méthodologique de l'enquête de terrain.....	74
1-1 Objectifs de l'enquête:.....	74
1-2 Le contenu du questionnaire.....	75
2 - Résultats de l'enquête et analyse des données.....	75
2-1- Présentation de l'échantillon global.....	76

2-2 Identification de l'entreprise.....	76
2-2-1 Répartitions de l'entreprise selon le type	76
2-2-2 Période de création d'entreprise.....	77
2-2-3 Origine des entrepreneurs.....	78
2-2-4 Niveau d'instruction des entrepreneurs.....	79
2-2-5 Le secteur d'activité des entreprises.....	80
2-2-6 Le statut juridique des entreprises enquêtes.....	82
2-2-7 Evolution de l'emploi dans la commune d'El Kseur.....	83
2-2-8 l'origine géographique des employés.....	85
2-2-9Le financement des entreprises enquêtées.....	85
2-2-10 Facteurs motivants à la création d'entreprise.....	86
2-3 Les facteurs de choix d'implantation	87
2-3-1 Les raison de localisation dans la commune d'El Kseur.....	87
2-3-2 L'attractivité de la commune d'El Kseur pour les investissements.....	88
2-3-3 Les avantages qui trouvé dans la localisation de l'entreprise dans cette zone.....	89
2-3-4 Les raisons de localisation dans la commune d'El Kseur.....	92
2-3-5les critères de sélection des employés	90
2-4 Les acteurs et développement local	92
2-4-1 Les apports des entreprises enquêtent en termes de développement pour la région d'El Kseur.....	92
2-4-2 principaux acteur du DL.....	92
2-4-3 la zone	93
2-4-4 est-ce- que	94
2-4-5 Les difficultés qui rencontrent les entrepreneurs de la commune d'El Kseur.....	95
2-4-6 les dispositions favorables espérées.....	96
Conclusion.....	99
Bibliographie	102

Résumé

Les PME jouent un rôle important dans le processus de développement économique et sociale d'un pays, par la flexibilité de leurs structures, leurs capacités à s'adapter aux pressions multiforme de l'environnement économique, leur aptitude à assuré une intégration économique et le développement des régions. Les PME sont au centre des politiques industrielles et de la préoccupation politique des Etats soucieux de préserver et de développer l'emploi.

En Algérie, l'orientation en faveur des PME et apparu, dans le contexte de la transition vers l'économie de marché comme alternative a la relance des investissements et a les soufflement du module d'industrialisation de base attesté par l'effondrement de secteur public économique .

Les principaux axes d'analyses lors de notre enquête, nous ont permis d'éclairer et d'attirer l'intension sur les différentes caractéristiques des PME localisées dans la commune d'Elk-seur, à savoir : les raisons de leur implantation et leur apport au développement local. Cette étude a montré l'influence des PME sur la croissance économique locale

Mots clés : PME,développement local, emploi. Commune d'elkseur